

Les accords de fusion entre C.I.I. et Honeywell-Bull sont conclus

LIRE PAGE 37

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algerie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Espagne, 1 DM ; Belgique, 8 sch. ; Portugal, 11 esc. ; Canada, 2,25 \$; France, 22 fr. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 g. ; Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,50 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Espagne, 2 pt. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 63 cts ; Yugo-Slavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 34

5, RUE DES ITALIENS

75027 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. 4297-33 Paris

Télex Paris n° 63672

Tél. : 770-91-29

MADRID : une partie des prisonniers politiques vont être prochainement libérés

A pas trop comptés

« Indulto » décrété par Juan Carlos Ier... Les prisonniers politiques vont être libérés en Espagne. C'est le cas notamment de tous ceux qui ont été condamnés à moins de trois ans de prison.

« Indulto » décrété par Juan Carlos Ier... Les prisonniers politiques vont être libérés en Espagne. C'est le cas notamment de tous ceux qui ont été condamnés à moins de trois ans de prison.

« Indulto » décrété par Juan Carlos Ier... Les prisonniers politiques vont être libérés en Espagne. C'est le cas notamment de tous ceux qui ont été condamnés à moins de trois ans de prison.

« Indulto » décrété par Juan Carlos Ier... Les prisonniers politiques vont être libérés en Espagne. C'est le cas notamment de tous ceux qui ont été condamnés à moins de trois ans de prison.

LISBONNE : le gouvernement semble avoir repris le contrôle de la situation

Soulèvement irréfléchi ou manipulation ?

Le gouvernement paraissait avoir réitéré ce mercredi matin 26 novembre la rébellion des parachutistes de Tancos, qui, après l'occupation de plusieurs bases aériennes et de la télévision nationale dans l'après-midi de mardi, avait amené le président Costa Gomes à déclarer l'état d'urgence.

Le roi en quête d'un premier ministre

Madrid. — Et maintenant ? Une page pratiquement tournée, chargée d'émotion pour beaucoup d'Espagnols frappés par un événement pourtant attendu, mais qui présentent que rien de désastreux ne sera plus jamais pareil.

Madrid. — Et maintenant ? Une page pratiquement tournée, chargée d'émotion pour beaucoup d'Espagnols frappés par un événement pourtant attendu, mais qui présentent que rien de désastreux ne sera plus jamais pareil.

Madrid. — Et maintenant ? Une page pratiquement tournée, chargée d'émotion pour beaucoup d'Espagnols frappés par un événement pourtant attendu, mais qui présentent que rien de désastreux ne sera plus jamais pareil.

LA DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL

La crise s'aggrave entre Alger et Rabat

La tension est encore montée entre Rabat et Alger après les déclarations faites mardi 25 novembre par le roi Hassan II lors d'une conférence de presse.

La tension est encore montée entre Rabat et Alger après les déclarations faites mardi 25 novembre par le roi Hassan II lors d'une conférence de presse.

La tension est encore montée entre Rabat et Alger après les déclarations faites mardi 25 novembre par le roi Hassan II lors d'une conférence de presse.

La tension est encore montée entre Rabat et Alger après les déclarations faites mardi 25 novembre par le roi Hassan II lors d'une conférence de presse.

EXPOSITION BURNE-JONES A LONDRES

Les malheurs de la vertu

Bien qu'elle ne puisse prétendre à l'importance de l'exposition Turner présentée l'an dernier à la Royal Academy, et malgré un décor de béton dont la froideur et le modernisme un peu naïf auraient rendu l'intérêt malade, l'exposition Burne-Jones est un événement d'importance dans notre redécouverte du dix-neuvième siècle européen.

Bien qu'elle ne puisse prétendre à l'importance de l'exposition Turner présentée l'an dernier à la Royal Academy, et malgré un décor de béton dont la froideur et le modernisme un peu naïf auraient rendu l'intérêt malade, l'exposition Burne-Jones est un événement d'importance dans notre redécouverte du dix-neuvième siècle européen.

Bien qu'elle ne puisse prétendre à l'importance de l'exposition Turner présentée l'an dernier à la Royal Academy, et malgré un décor de béton dont la froideur et le modernisme un peu naïf auraient rendu l'intérêt malade, l'exposition Burne-Jones est un événement d'importance dans notre redécouverte du dix-neuvième siècle européen.

Bien qu'elle ne puisse prétendre à l'importance de l'exposition Turner présentée l'an dernier à la Royal Academy, et malgré un décor de béton dont la froideur et le modernisme un peu naïf auraient rendu l'intérêt malade, l'exposition Burne-Jones est un événement d'importance dans notre redécouverte du dix-neuvième siècle européen.

AUTEUIL

GRANDE SAISON D'AUTOMNE

GRANDE SAISON D'AUTOMNE NOUVELLE TRIBUNE Restaurant Orouant et Snack-bar Escalators-Ascenseurs

GRANDE SAISON D'AUTOMNE NOUVELLE TRIBUNE Restaurant Orouant et Snack-bar Escalators-Ascenseurs

GRANDE SAISON D'AUTOMNE NOUVELLE TRIBUNE Restaurant Orouant et Snack-bar Escalators-Ascenseurs

GRANDE SAISON D'AUTOMNE NOUVELLE TRIBUNE Restaurant Orouant et Snack-bar Escalators-Ascenseurs

Cérésole JOAILLIER-HORLOGER 16 RUE ROYALE PARIS 8° présente la collection complète Rolex Oyster. Rolex Oyster GMT - Master. ROLEX GENEVE. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

AUTEUIL GRANDE SAISON D'AUTOMNE NOUVELLE TRIBUNE Restaurant Orouant et Snack-bar Escalators-Ascenseurs. Dimanche 30 Novembre, Dimanche 7 Décembre, Dimanche 14 Décembre à 13 h.

LA SITUATION DAN

LES DÉBUTS DE L'APRÈS-FRANQUISE EN ESPAGNE

Le roi Juan Carlos I^{er} en quête d'un premier ministre

(Suite de la première page.)
Un serment prêt deux fois, le 23 juillet 1969, après avoir été proposé comme successeur par Franco, et le 22 novembre 1975, à la veille des obsèques scolaires du Caudillo. En fait, la formule a été habilement modifiée lors de la cérémonie aux Cortès de samedi dernier. En 1969, Juan Carlos avait juré « fidélité aux principes du Mouvement national ». Cette fois, il a simplement juré de « rester loyal aux principes qui inspirent le Mouvement national ». La transition vers le post-franquisme est faite de subtilités.

Il est clair que Juan Carlos a déjà engagé une bataille à fleur de sabre dans la courtoise. Sa marge de manœuvre est mince, mais il a déjà montré qu'il entendait prendre des initiatives.

« Te Deum » et défilé
Juan Carlos a également obtenu, non sans difficultés, semble-t-il, qu'un Te Deum solennel, célébré dans l'église aristocratique des Jerónimos, comme lieu de couronnement, puisque celui-ci n'est pas prévu par le cérémonial franquiste. Le nouveau roi, qui compte beaucoup sur le soutien ouvert de l'étranger, et d'abord de l'Europe occidentale, espère ainsi donner plus de lustre à son accession au pouvoir. Des chefs d'État et de gouvernement, des représentants de familles royales, qui ne souhaitent pas assister aux obsèques de Franco, vont en revanche, par leur seule présence,

assurer Juan Carlos de leur sympathie. C'est un « jeu » qui ne plaît guère aux franquistes orthodoxes. Après le Te Deum et la réception officielle au palais royal, un défilé militaire est prévu. Autre symbole : l'armée est officiellement l'une des meilleures cartes de Juan Carlos. Elle est résolue à faire respecter la Constitution, et aucun général ambitieux et capable n'apparaît dans ses rangs.

Une remarque pourtant : c'est l'armée d'Afrique qui a répondu avec le plus de chaleur au premier message de Juan Carlos aux forces armées espagnoles. C'est naturel. Les légionnaires et les unités d'élite au Sahara occidental avaient en effet le sentiment d'être abandonnés par Madrid. La visite amicale du prince, le 2 novembre, a transformé leurs officiers en supporters de son roi. Certains faits assistent aujourd'hui avec discipline, mais armés, à la passation de pouvoirs au nouveau chef de gouvernement de Madrid n'a pas encore rendu public.

Très vite, pourtant, le jeune roi devra prendre des décisions de caractère politique qui sont attendues avec impatience tant par les hommes du régime que par les leaders d'une opposition démocratique, conscients des moyens de pression relativement faibles dont ils disposent. Deux échéances sont attendues : la nomination d'un nouveau chef de gouvernement et le choix d'un nouveau président de Cortès.

M. Arias Navarro a été nommé par Franco en janvier 1974, et son mandat est de cinq ans. Les juristes ont étudié à la loupe les différents textes de loi pour savoir si le chef du gouvernement doit ou non remettre sa démission au roi. Mais Juan Carlos peut naturellement le reconduire, même provisoirement. D'autre part, le mandat de l'actuel président des Cortès, Rogelio Valcarlos, expire le 26 novembre. Il a fait ses adieux aux « procuradores » mercredi dernier, à l'issue de la séance plénière au cours de laquelle le projet de loi sur la décolonisation du Sahara a été approuvé. La prorogation du mandat du président des Cortès n'est pas davantage interdite par la Constitution. Une majorité de « procuradores » semble souhaiter que M. de Valcarlos, plus proche des franquistes orthodoxes que des modérés, soit reconduit dans ses fonctions. Le conseil du royaume a jusqu'au 6 décembre pour proposer un éventuel successeur à l'actuel président des Cortès.

Mais, dans les deux cas, le dernier mot appartient au chef de l'État, après que le Conseil du royaume lui a remis une liste de trois personnes obligatoirement comprises dans le mandat. D'autre part, le mandat des Cortès a été prolongé de six mois, jusqu'en août 1976, par Franco, qui souhaitait que le renouvellement de cette Chambre unique ne se produise qu'après la mise en route des « associations politiques » prévues par le conseil national du Mouvement. Cette décision du Caudillo, de nature à ralentir encore plus une éventuelle évolution « libérale » de l'Assemblée, a été jugée comme une victoire des ultras et une défaite pour M. Arias Navarro, dont le « programme d'ouverture » du 12 février 1974 était une fois de plus mis à l'écart.

En conséquence, la vie de l'actuel Conseil du royaume, dont la majorité des membres se situent entre les deux extrêmes, a été prolongée, puisque dix des conseillers sont choisis parmi les députés des Cortès. Si les élections à l'Assemblée avaient eu lieu le 12 février, le mandat du Conseil du royaume aurait été automatiquement et largement renouvelé. Ce n'est pas le cas, et cet organisme, dont l'importance est capitale dans le processus de transition, va proposer des « noms » au nouveau chef de l'État.

Avec Franco, ce rituel était purement formel. Le Caudillo imposait le plus souvent, suggérant. C'est ainsi que le choix de M. Arias Navarro, comme successeur de l'amiral Carrero Blanco, avait surpris tout le monde, y compris les conseillers du royaume. Mais, le roi, du moins au début, n'aura certainement pas cette latitude. Sa liberté de manœuvre en est réduite d'autant. Aussi pourrait-il être tenté de laisser les choses en l'état, d'attendre les élections aux Cortès du printemps et d'accepter les propositions du conseil du royaume rénové et peut-être mieux disposé.

La dynamique de la transition
Juan Carlos peut aussi estimer que la dynamique de la transition va favoriser les ralliements à sa personne, qu'une présence étonnante lui assurerait des bonnes volontés, en Espagne comme à l'étranger, et qu'il doit par conséquent engager le fer assésit.

En tout cas, les principales options sont les suivantes :

1) M. Arias Navarro reste chef du gouvernement. Écartée la semaine dernière, cette hypothèse est de nouveau en discussion dans les milieux politiques. M. Arias Navarro est l'homme du « discours du 12 février », d'une esquisse d'ouverture en 1974 avec la formation de M. Pio Cabanillas, qui avait, jusqu'à son limogeage en octobre de la même année, facilité une nouvelle extension des libertés de la presse. Mais il a été aussi le chef d'un gouvernement qui a proclamé en août une très dure loi antiterroriste et accepté les exhortations du 27 septembre. Sa cote pourtant est au plus haut dans l'opinion depuis la mort de Franco. Sa présentation, jeudi matin à la Cortès, a été très applaudie. M. Arias Navarro a touché beaucoup d'Espagnols.

En outre, il semble bien que des relations d'amitié se soient instaurées entre Juan Carlos et M. Arias Navarro. Celui-ci a été sans doute un inconditionnel de Franco, il a appartenu à l'équipe de l'ex-ministre de l'Intérieur, Camilla Alfonso Vega, l'un des plus fidèles de Franco depuis 1949. Il a été aussi un maître efficace de Madrid. Ayant le sens de l'État, il a compris dès juillet 1974 l'importance capitale de la transition, et s'est efforcé de cette époque de favoriser le prince. Sans ambition person-

nelle, fatigué, parlant de se retirer de la vie publique, Juan Carlos s'est acquis au cours du dernier mois une popularité réelle, nouvelle, basée sur l'émotion, et la gratitude de Juan Carlos.

Les « possibles »
2) Juan Carlos nomme un chef de gouvernement. C'est ce que ses amis, connaît personnellement au moins cinquante milles Espagnols. C'est dire que toutes les surprises sont possibles, en admettant bien sûr que le Conseil du royaume s'agisse dans ce cas de l'ancien roi. Les spéculations vont de toute manière bon train dans la classe politique qui établit ses listes de « possibles ». C'est une vieille habitude franquiste. Avant chaque remaniement ministériel décidé par Franco, ce petit jeu faisait, dit-on, fureur. Il n'est pas étonnant que les pronostiqueurs se trompent rarement. Cette fois pourtant, les marges d'erreur sont bien plus grandes. En tout cas, les noms les plus souvent cités dans les milieux politiques sont :

M. MANUEL FRAGA IRIARTE. — Dynamique, volontaire, grand travailleur, l'ancien ministre de l'Information et du Tourisme s'est constitué un véritable brain-trust à l'américaine. Il a présenté un programme assez cohérent, compte tenu des limitations actuelles. Mais il a aussi, en même temps, dévolé très tôt ses batteries. Son projet de mariage civil est critiqué par l'Église, son plan de réformes sociales est jugé peu sérieux, et sa réforme universitaire a suscité des tollés dans les facultés. M. Fraga partage avec ses collègues dans le bunker comme dans les milieux plus libéraux, et aussi dans l'armée, ce qui est important : mais deux généraux sont-ils assez influents pour empêcher Juan Carlos de rebouter ce foucœur volubile qui ne tolère pas la contradiction.

M. SILVA, ancien ministre des Travaux Publics, porte-parole de la droite traditionnelle. Sérieux, sérieux, compétent, peu populaire, M. Silva dispose de très forts appuis dans les milieux d'affaires, les secteurs catholiques de droite. Ce serait plutôt un « revenant » qu'un « nouveau », mais il est, en tout cas, moins proche des ultras de droite que par exemple M. Rodríguez de Valcarlos ou Arias Navarro.

M. JOSÉ-MARIA DE ARELLANO, COMTE DE MOTRI-CO. — Intelligent, subtil, un conseiller privé de don Juan, de Juan Carlos, et reçu à Zarzuela, l'ancien ambassadeur est un habile diplomate. Lui il avait rallié les rangs de l'opposition modérée au régime et passé par lui à l'occurrence. Il ne craint pas les contacts discrets avec les chefs de l'opposition clandestine. Il définit aujourd'hui une « troisième » entre ce qu'il appelle « l'extrême gauche » et l'extrême droite, souhaite que les institutions quistes deviennent « flexibles » pour que les « nœuds » puissent un jour accouler.

Il y a bien d'autres M. X... l'ampleur de la tâche de ceux qui se sont ralliés à Juan Carlos : MM. Cabanillas, Miranda, Cuervo, Fernández Miranda, qui se sont ralliés au régime du roi, l'ancien ministre de la Santé, l'ancien ministre du Travail ; l'ancien ministre des Affaires Étrangères, l'ancien ministre de l'Énergie, l'ancien ministre de l'Industrie, et qui se situe nettement à gauche du régime.

Il y a encore un an, le roi Manuel Dies Algora, chef du haut état-major, a parlé dans l'armée des part d'une évolution démocratique sans lui assigner figure de futur de gouvernement possible. étoile à pâli et son influence l'armée semble bien moi. Mais deux généraux sont-ils assez influents pour empêcher Juan Carlos de rebouter ce foucœur volubile qui ne tolère pas la contradiction.

M. SILVA, ancien ministre des Travaux Publics, porte-parole de la droite traditionnelle. Sérieux, sérieux, compétent, peu populaire, M. Silva dispose de très forts appuis dans les milieux d'affaires, les secteurs catholiques de droite. Ce serait plutôt un « revenant » qu'un « nouveau », mais il est, en tout cas, moins proche des ultras de droite que par exemple M. Rodríguez de Valcarlos ou Arias Navarro.

M. JOSÉ-MARIA DE ARELLANO, COMTE DE MOTRI-CO. — Intelligent, subtil, un conseiller privé de don Juan, de Juan Carlos, et reçu à Zarzuela, l'ancien ambassadeur est un habile diplomate. Lui il avait rallié les rangs de l'opposition modérée au régime et passé par lui à l'occurrence. Il ne craint pas les contacts discrets avec les chefs de l'opposition clandestine. Il définit aujourd'hui une « troisième » entre ce qu'il appelle « l'extrême gauche » et l'extrême droite, souhaite que les institutions quistes deviennent « flexibles » pour que les « nœuds » puissent un jour accouler.

Il y a bien d'autres M. X... l'ampleur de la tâche de ceux qui se sont ralliés à Juan Carlos : MM. Cabanillas, Miranda, Cuervo, Fernández Miranda, qui se sont ralliés au régime du roi, l'ancien ministre de la Santé, l'ancien ministre du Travail ; l'ancien ministre des Affaires Étrangères, l'ancien ministre de l'Énergie, l'ancien ministre de l'Industrie, et qui se situe nettement à gauche du régime.

Le décret-loi d'« indulto » ne s'appliquera pas aux délits liés au « terrorisme »

De notre envoyé spécial
Madrid. — Juan Carlos I^{er} a décréto un indulto général, c'est-à-dire une grâce impliquant la libération de nombreux prisonniers politiques, à l'occasion de son accession au trône et à la veille du Te Deum auquel de nombreuses personnalités étrangères, dont M. Valéry Giscard d'Estaing, doivent assister.

Le décret-loi d'indulto a été promulgué, dans la nuit du 25 au 26 novembre, par le gouvernement espagnol, à l'issue d'une réunion de plusieurs heures au palais de la présidence sur le Castellana. Le roi ne présidait pas ce « petit conseil ». Il semble que Juan Carlos ait insisté pour que cette grâce, qui doit être entérinée par le gouvernement, à la différence de l'amnistie, privilège du chef de l'État, soit aussi large que possible. Mais le texte d'application du décret-loi d'indulto, publié ce mardi 26 novembre au Journal officiel, précise cependant les limites d'une mesure attendue avec impatience par les libéraux du régime et, naturellement, par les dirigeants de l'opposition démocratique.

La clemence est totale pour les peines d'un à trois ans de prison. La réduction de peine est de moitié pour les condamnations de trois à six ans ; d'un quart pour les peines de six à douze ans ; d'un cinquième de douze à vingt ans et d'un sixième pour celles de vingt ans à trente ans. Sont, en outre, totalement exclus de l'indulto royal les peines appliquées pour des « délits de terrorisme », de « propagande terroriste » ou de relations « avec les groupes, les associations ou les organisations comprises dans la lutte sur le terrorisme ».

Toutes les peines de mort sont commuées en peines de réclusion. D'importants dirigeants de l'ETA, actuellement en instance de jugement, et qui risquent la peine capitale, ce en vertu du décret-loi antiterroriste du 27 août dernier, échapperont, selon leurs avocats, à la peine capitale. Mais le nombre exact de prisonniers politiques qui devraient être immédiatement libérés n'était pas encore connu ce mercredi. Il est probable que l'administration va devoir étudier chaque cas avant de prendre une éventuelle décision d'indulto.

Juan Carlos renoue avec la tradition. Son grand-père, Alphonse XIII, avait également décrété un indulto général à l'occasion de son couronnement. Mais le contexte actuel est bien différent. Un indulto, dont l'application serait limitée décevrait gravement tous ceux qui attendent du nouveau roi des décisions de nature à favoriser réellement cette concorde nationale qu'il a appelée de ses vœux dans son discours du trône.

Il n'était pas en particulier certain, ce mercredi, que les dirigeants des commissions ouvrières condamnées à de lourdes peines en décembre 1973 seraient rapidement libérés. L'un d'eux, M. Marcelino Camacho, leader de la « première vague » des commissions ouvrières, devenu en Espagne un symbole de la lutte courageuse en faveur des libertés syndicales, incarcéré à la prison de Carabanchel, est très malade. Condanné à vingt ans, en 1973, après avoir déjà passé de nombreuses années en prison, sa peine avait été réduite à six ans en 1974. Ses principaux compagnons de cellule, MM. Nicolas Santorus, Paco Garcia Selva, un prêtre, Fernando Soto et Ernesto Saborido, ont, de leur côté, vu leur peine réduite de six à quatre ans. Ils en ont fait plus de la moitié.

Le décret indulto est proclamé alors que les six personnalités espagnoles arrêtées la semaine dernière ont été informées mardi qu'elles passeraient devant le tribunal de l'ordre public. Les inculpés ont choisi comme avocats des personnalités connues comme M^{rs} Ruiz Gimenoz, Gregorio Peces Barba, Jaime Miralles, Jaime Gil Robles, fils de l'ancien dirigeant des droites espagnoles pendant la guerre civile, Pablo Castellanos et Enrique Tierno-Galvan, leader du parti socialiste populaire. — M. N.

Les couleurs de la forêt de Sherwood chez ARNY'S.

Un manteau cape Arny pour chasser ou se promener dans les sous-bois... mais aussi chez Arny des manteaux, des costumes plus classiques coupés au rayon de l'élégance : celui du sur mesure Arny.

ARNY'S
14, rue de Sévres
75007 PARIS
Tél. : 548.76.99

Des milliers de Parisiens ont assisté, mardi 25 novembre, dans le quartier de la Bastille, à une manifestation de solidarité avec le peuple espagnol que le parti communiste organisait dans un des bâtiments des abattoirs de la Villette. Cette réunion était placée sous le signe de la « Liberté pour l'Espagne ». Aux côtés des militants français, étaient présents de nombreuses Espagnols, notamment les membres du bureau politique du P.C.E., MM. Santiago Carrillo, secrétaire général du P.C.E., et Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. M. Santiago Carrillo n'a pas voulu faire le procès du régime franquiste : « Ce qui intéresse aujourd'hui les Espagnols, a-t-il déclaré, ce n'est pas le passé, mais le présent et l'avenir. » Il a, en revanche, dénoncé la politique menée ces dernières semaines par Juan Carlos. « On veut établir en Espagne un régime castelano. Pour le secrétaire du P.C.E. « l'heure où les Espagnols prendront leur destin en main est à présent. »

Faisant allusion à la déclaration faite à Paris à un porte-parole du parti du nouveau général Franco, selon laquelle le gouvernement espagnol était prêt « à donner des garanties au parti communiste », M. Carrillo a déclaré : « C'est l'heure des faits et non des promesses. » Il a ajouté : « Ce dont je suis sûr, c'est que le problème de la lutte pour un gouvernement démocratique provisoire de large composition va bientôt se poser dans la rue. » Il a précisé : « Le parti communiste fera tout pour empêcher une nouvelle guerre civile, pour que la transition de la dictature à la démocratie soit faite dans un ordre où seront respectées toutes les familles politiques et spirituelles du pays. » M. Carrillo a exalté pour finir la « solidarité de sang » entre républicains espagnols et résistants français. Son intervention fut à plusieurs reprises interrompue par la foule scandant : « A Madrid, à Madrid ! »

M. Georges Marchais, lui, a stipu-

DEUX MANIFESTATIONS A PARIS Un meeting du P.C.F. pour une « solidarité de combat » avec le P.C.E.

Après avoir rappelé que le général Franco « a dominé l'Espagne en faisant régner la terreur, le gâchet, les peletons d'exécution », le secrétaire général du P.C.F. a mis en cause la politique de la France qui participe à l'entreprise « de refaire le paysage de l'Espagne franquiste ». Il a affirmé que « ces efforts restent vains ». « Aujourd'hui la dictature fasciste en Espagne apparaît comme un anachronisme, alors qu'on dit disparu ses semblables au Portugal et en Grèce ». Tout en affirmant sa solidarité avec le peuple espagnol et son soutien à l'action du P.C.E., M. Marchais a dit : « Naturellement, il ne nous appartient pas de décider de l'avenir démocratique de l'Espagne. Cependant nous sommes profondément convaincus d'agir dans l'intérêt de l'Espagne et de son peuple en exigeant immédiatement la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés, le rétablissement des libertés démocratiques, la législation du parti communiste espagnol et des autres partis politiques. » En agissant ainsi, a conclu le secrétaire général du P.C.F., nous accomplissons notre devoir de solidarité internationale, mais nous défendons l'honneur et la liberté du peuple français. »

RECTIFICATIF. — C'est M. Joaquin Zenteno, ambassadeur à Paris, et non M. Bassas, chef d'État, comme nous l'avions annoncé (le Monde du 25 novembre), qui a représenté la Polivie aux obsèques du général Franco.

Le premier ministre portugais, l'amiral Pinheiro de Azevedo, dirigera la délégation de son pays aux cérémonies organisées en l'honneur de l'accession au trône d'Espagne du roi Juan Carlos I^{er}. A annoncé l'ambassadeur du Portugal à Madrid. L'amiral sera la première personnalité gouvernementale portugaise à se rendre officiellement en Espagne depuis le renversement en avril 1974, du régime Castano. — (A.P.)

Un « hommage à Franco » à l'appel de l'extrême droite

Devant un catafalque recouvert d'une imposante gerbe de fleurs rouges et jaunes, aux couleurs espagnoles, un portrait du Caudillo bordé d'un drap noir s'élevait à l'appel du Parti des forces nouvelles (P.F.N.), près de trois cents Parisiens ont rendu hommage au général Franco au cours d'une messe célébrée à la mémoire, mardi soir 25 novembre. La cérémonie avait lieu au 19 de l'avenue des Termes, un fond d'une étroite cour pavée, dans une salle exiguë aux murs de ciment brut devenue la « chapelle Sainte-Germaine », là où a trouvé refuge une communauté de catholiques traditionalistes opposés à la liturgie nouvelle et en conflit ouvert depuis de nombreux mois avec le cardinal Marty, archevêque de Paris.

Plusieurs cars de police avaient pris position avenue de France et place des Termes. Sur le trottoir de l'avenue, les « fidèles » étaient accueillis par des jeunes partisans du P.F.N., l'organisation d'extrême droite fondée l'an dernier par des militants venus principalement de l'« Ordre nouveau » et des dissidents du Front national que préside M. Jean-Marie Le Pen. Dans un tract intitulé « Hommage à Franco », le P.F.N. déclarait en la personne du Caudillo « l'initiateur de la croisade anticomuniste qui a sauvé l'Espagne du totalitarisme rouge, l'homme politique qui a su assurer à son pays trente ans d'ordre et de paix, le chef d'État qui a entrepris et réussi un développement économique remarquable ». Une grande partie de l'assistance n'a pu prendre place dans la petite chapelle et a dû rester dans la cour sous la pluie pour chanter l'office — en latin. On pouvait remarquer la présence de quelques Espagnols.

Il n'y a pas eu de sermon. Après l'absoute, Mgr. Ordano Bourget, a curé de la paroisse, a simplement demandé aux fidèles de rentrer chez eux « sans cortège ni manifestation, en gardant seulement le souvenir de ce recueillement et de cette prière ».

Pins loin, deux jeunes filles poussaient un ouryou sur élève accusateur. « Le Libéralisme est un péché ». Sur l'avenue, un groupe s'est rassemblé pendant quelques instants pour scander le nom de Franco. Certains ont tenu le bras pour esquisser le saint fasciste. Mais des dirigeants

du mouvement sont alors venus pour protester contre l'attitude de ceux qui auraient « respecté les mots d'ordre pour inviter tout le monde à disparaître rapidement. — P.C.

« C'EST LA DÉMOCRATIE »
Place des Termes, 18 h. — mardi 25 novembre. Dans la vaste salle de plus, un cortège de partisans de la paix casqué bouclier et matras en nu occupent l'entrée de l'avenue. Près de 150 mètres de la barricade. Une centaine de personnes sont venues dans le sillage de la P.F.N. (Parti des forces nouvelles) qui vont rendre hommage à Franco.

Voilà que passe un garçou qui ne pas l'heure de la prière. Est-ce à cause de l'absence ? Est-ce plutôt à blazer et lui porte une de cuvettes qui copient les surplis américains de l'après-guerre. Est-ce pour sa coiffure ? Est-ce pour sa coupe et lui a cheveux longs. Est-ce pour un autre cause ? Apparemment d'autres n'ont rien dit, rien fait. L'heure soudain trappé en plusieurs d'un coup de poing a brisé tout. Il vacille, se redresse. C'est pour recevoir un second coup. Un mouvement lui ouvert momentanément sa porte mais il lui l'air ressortit. Il parvient, serré de près par celui qui l'a trappé et qui frota ostensiblement son pain droit ganté sur sa paume gauche. Le cheveu tuméfié a toujours seul s'en va. Soit « cognac », soit de cent satisfaction que peut donner l'aine, est complimenté par ses compagnons. Quelqu'un qui a suivi toute la scène et qui a crié : « Mais qu'est-ce qui prend ? Que vous n-ô-hait ? » a obtenu cette réponse gogues nerve. « C'est la démocratie ! »

JEAN-MARC THÉOLÉRE

مكتبة الأمل

EUROPE

Union soviétique

Le parti entend mieux contrôler l'Académie des sciences

Moscou. — L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. a tenu une assemblée générale, mardi matin 25 novembre, pour élire son nouveau président, en remplacement de M. Mikhaïlov, qui avait démissionné en mai dernier pour raisons de santé. Comme on le mentionnait depuis plus d'une semaine à Moscou, et bien que cette élection ait eu lieu à bulletin secret, c'est M. Anatoli Alexandrov qui a été élu (Le Monde du 25 novembre). La candidature de ce scientifique, a précisé M. Souslov (membre du bureau politique et académicien lui-même), dans un discours prononcé avant le scrutin, était recommandée par le comité central du parti communiste, qui a « attentivement étudié cette question ».

Les résultats du vote n'ont pas été communiqués par l'agence Tass. On sait seulement que M. Alexandrov n'a pas été élu à l'unanimité, mais on ignore encore si des candidats non officiels ont recueilli des voix. Les précisions apportées par M. Souslov confirment, en tout cas, la volonté du parti de contrôler de plus en plus l'Académie des sciences, tant du point de vue idéologique que pratique. L'attribution du prix Nobel

De notre correspondant

de la paix à l'académicien Sakharov semble avoir sauté aux dirigeants du régime qu'il n'ont toujours pas pu obtenir l'exclusion de ce dissident. Les autorités reprochent, d'autre part, à l'Académie des sciences de ne pas se soucier suffisamment de « l'application de la science dans l'industrie ».

Le nouveau président de l'Académie est un scientifique respecté. Depuis 1960, il dirige l'important Institut atomique Kourchatov de Moscou. Ce n'est qu'en 1961 qu'Anatoli Alexandrov est entré au parti communiste. Cinq ans plus tard, il ne s'en retournait pas moins membre du comité central, ce qui constitue une sorte de record en la matière. M. Alexandrov semble en fait avoir bénéficié de la règle à laquelle s'échappent plus aujourd'hui les scientifiques : certains postes de haute responsabilité ne peuvent être accordés qu'à des communistes. D'où la nécessité de le devenir, tôt ou tard, à cinquante-huit ans.

Anatoli Alexandrov est né en 1903, près des frontières de Kiev, il a commencé à travailler avant la guerre à l'Institut physico-technique de Leningrad. Il est encore à cet Institut lorsqu'il est élu, en 1943, membre correspondant de l'Académie des sciences. Après la guerre, en 1946, il se fait remarquer par des attaques contre les physiciens qui s'opposent à Béria et à Staline en critiquant vivement le programme atomique militaire qu'on lui propose de réaliser. La même année, Kapitsa est finalement écarté de la direction de l'Institut, qu'on avait spécialement pour lui en 1935, après l'avoir empêché de retourner à l'université de Cambridge où il enseignait.

Coincidence ou récompense ? Toujours est-il que c'est Anatoli Alexandrov qui succède à Kapitsa à la tête de l'Institut des problèmes physiques. Il occupera ses fonctions jusqu'en 1955, date à laquelle Kapitsa fait sa réapparition et est réinstallé à la direction de son Institut.

Allemagne fédérale

L'ACCORD CULTUREL SIGNÉ AVEC LA BULGARIE S'APPLIQUE A BERLIN-OUEST

(De notre correspondant.) Bonn. — A l'issue de deux jours d'entretiens officiels à Bonn, M. Thor Fischer, président du Conseil d'Etat de Bulgarie, a signé le mardi 25 novembre avec le chancelier Schmidt une déclaration politique commune.

M. Gieseler et M. Mladenov, respectivement ministres des affaires étrangères ouest-allemand et bulgare, ont signé d'entre autres un accord culturel de cinq ans, qui s'applique essentiellement à Berlin-Ouest. Le fait est d'autant plus remarquable que la Bulgarie, passe pour un des alliés les plus fidèles de l'U.R.S.S. et que, depuis des années, la coopération culturelle entre Bonn et Moscou occupe sur le problème de Berlin-Ouest. Il est vrai que les Bulgares neurent que, pour eux aussi, Berlin-Ouest ne fait pas partie de la R.F.A. en refusant aux compagnies ouest-allemandes de charters décollant de Berlin-Ouest et transportant des visiteurs touristes vers de faire escale au Royaume. Ce refus constitue pratiquement le seul problème bilatéral entre Bonn et Sofia.

CAPELOU
TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT

DUCAL
EXPOSITION ET DEMONSTRATION

MAGASIN DE VENTE
37, Av. de la République
PARIS 10^e - Métro PASTEUR
Tél. 337.46.93 - 1

Tout pour vos études d'implantation régionale

DU 2 AU 6 DECEMBRE
PORTE DE VERSAILLES
PARC DES EXPOSITIONS
PARIS

Qualité de l'environnement

Semaine nationale de l'implantation industrielle et tertiaire

GERP - 12, rue Chabanais 75002 Paris Tél. 742 79 00 et 742 58 71

AFRIQUE

LA DÉCOLONISATION

J'attends que l'Algérie nous fasse la guerre

De notre correspondant

Rabat. — « J'attends que l'Algérie nous fasse la guerre », a déclaré le roi Hassan II en cours de la conférence de presse qu'il a tenue mardi 25 novembre à Rabat. Le président de la République algérienne a dit au journal l'Unité (1), que le retour du Sahara au Maroc constituait une menace pour la révolution algérienne — c'est bien la première fois qu'une monarchie arabe a été mentionnée pour une révolution. Alors, à partir du moment où il le dit, où il en est conscient, son devoir est de se défendre. Si donc, demain, il nous faisait la guerre, je n'en serais pas autrement surpris. Seulement, voilà, avec quoi ? La guerre ne se fait pas avec une armée, la guerre se fait avec un peuple. Or mon peuple s'est exprimé (par la « marche verte »), et il exprime toujours le même sentiment : ce que pense le peuple algérien, car il ne s'exprime pas...

ALGER: le droit et la légalité sont de notre côté.

(De notre correspondant.) Alger. — La conférence de presse de Hassan II est considérée à Alger comme une déclaration de guerre à peine voilée contre l'Algérie. « C'est un acte très classique, mais une fois utilisé par les bontés socialistes au Front-Orient, qui, traditionnellement, oriente à l'agression avant de lancer, eux-mêmes leurs soldats », a écrit ce mercredi matin 26 novembre à El Moudjahid, le quotidien gouvernemental, sous un gros titre en rouge : « L'escalade ».

La rupture algéro-marocaine, tentée depuis la fin de l'année 1974, semble ainsi consommée. L'engagement déclaré à l'Algérie, la confrontation militaire entre les deux pays ? Si, pour le moment, l'Algérie n'a pas dévié ses batteries et continue à souligner les efforts du Front Polisario pour mettre en échec l'invasion militaire marocaine du territoire sahraoui dans le sillage de la « marche verte », elle reste déterminée à s'opposer au « fait accompli » à quelques kilomètres de la frontière occidentale. Dans une interview avec un journaliste espagnol, le président Boumediène a accusé mardi l'Espagne d'avoir engagé un processus de « normalisation » au Sahara occidental.

La presse algérienne insiste sur le fait que la responsabilité de l'Algérie n'est nullement engagée dans les événements actuels. « Nous le maintenons — écrit encore El Moudjahid —, le droit et la légalité sont de notre côté, sans aucune ambiguïté, alors que du côté de Rabat se trouvent que l'annexion du Sahara occidental n'a jamais définitivement réglé aucun problème et que le droit a toujours fini par triompher. — (Autéda.)

Grande-Bretagne

La « guerre de la mort »

Le ton monte entre Londres et Reykjavik

M. Joseph Luns, secrétaire général de l'OTAN, a lancé, mardi 25 novembre, un appel à la Grande-Bretagne et à l'Islande les invitant à faire preuve de modération dans le différend qui les oppose à propos des droits de pêche. M. Luns estime que « le moment est venu d'exprimer sa préoccupation et l'espoir que l'escalade peut être évitée, en particulier entre les membres de la même alliance ».

(De notre correspondant.) Londres. — La nouvelle « guerre de la mort » qui oppose la Grande-Bretagne à l'Islande, prend une tournure plus sérieuse. Une unité de la Royal Navy, la frégate Leopard, est entrée mardi 25 novembre dans la zone de 200 milles que le gouvernement de Reykjavik revendique comme ses eaux territoriales. Des Islandais ont coupé au cours de la dernière semaine, mardi soir, une canonnière islandaise a réussi la même opération, malgré la présence de la frégate Leopard. Dix chalutiers britanniques, sur la quarantaine qui pêchent dans cette zone, ont préféré abandonner les lieux. C'est ce geste qui a incliné le gouvernement britannique à intervenir plus activement pour protéger sa flotte de pêche. — J. W.

En dépit de la décision prise par les nationalistes écossais et gallois de refuser leur appui au gouvernement Wilson (Le Monde du 11 novembre), celui-ci a triomphé, mardi soir 25 novembre, à l'attaque combinée des conservateurs, des libéraux et des nationalistes.

Angola

Le M.P.L.A. serait parvenu à arrêter la progression des « soldats blancs »

Selon des informations concordantes en provenance de Johannesburg, de Luanda et de Luanda, il semble que l'avance des troupes de l'UNITA et de la colonne militaire en provenance du Sud ait été stoppée à 350 kilomètres environ au sud de Luanda. L'opération du M.P.L.A. a commencé mardi 25 novembre, que quatre-vingts soldats de cette colonne ont été tués au cours de violents engagements qui se sont produits dans la ville de Gabela, à une centaine de kilomètres au nord-est du port de Novo-Redondo. La localité de Gabela, nouvellement gagnée, est d'importance stratégique sise à mi-chemin entre Luanda et Huambo (Nova-Lisboa), serait toujours contrôlée par le M.P.L.A. Selon ce mouvement, de nombreux « soldats blancs » auraient trouvé la mort dans ces combats et la colonne ennemie aurait perdu huit véhicules blindés.

● A CARMONA, principale ville du Nord, le F.N.L.A. et l'UNITA ont rendu public le lundi 24 novembre, la liste du cabinet commun qu'ils ont constitué. Ce « gouvernement de la République populaire et démocratique d'Angola » est dirigé par deux premiers ministres : MM. José Ndié (UNITA) et Johnny Eduardo Pincock (F.N.L.A.).

● A LAGOS, le gouvernement nigérian a fait savoir, mardi 25 novembre, qu'il reconnaissait le gouvernement formé à Luanda par le M.P.L.A.

● A JOHANNESBOURG, la presse sud-africaine prend de plus en plus ouvertement parti en faveur d'une intervention militaire directe en Angola. L'envoyé spécial du Washington Post à Lusaka assure que Pretoria a demandé aux Etats-Unis et à plusieurs pays occidentaux d'accroître leur aide aux adversaires du M.P.L.A.

De notre correspondant

mément le journal ni le président. « Je me suis dit, a-t-il continué, qu'il fallait peut-être que je sois sûr l'ONU d'un projet de code de déontologie entre confrères chefs d'Etat. J'estime qu'il y a des termes, des allusions, qui ne devraient pas figurer dans le langage d'un chef d'Etat. » Après avoir affirmé qu'aucun membre de la famille royale ne possédait la moindre parcelle de terre dans le Rif (où l'on cultive la chanvre indien) et qu'il était prêt à laisser faire au Maroc le Bureau toute capable qu'il voudrait, Hassan II a ajouté : « Pensez-vous que mon peuple m'aurait suivi pendant quinze années s'il s'était rendu compte que son roi s'adonnait à de telles activités ? »

Au-delà de ces mises au point, le souverain a donné des précisions sur un certain nombre de sujets.

SAHARA OCCIDENTAL

Le roi « met un terme à ce dossier », car le gouvernement marocain de cette province maintient à pied d'œuvre à El-Aloum, où le souverain compte bien « prendre le thé » d'ici à la fin de l'année. Le partage avec la Mauritanie n'est qu'une conséquence de l'arrêt de la Cour internationale de justice, qui a reconnu l'existence, au moment de la colonisation espagnole, de liens entre le Sahara occidental et le Maroc d'une part et l'ensemble mauritanien de l'autre. Le tracé de la nouvelle frontière n'est pas entièrement déterminé. Mais « il n'y aura pas un seul point de friction entre la Mauritanie et le Maroc : tous les problèmes communs ont été réglés ».

● LE FRONT POLISARIO. — Lors des récents entretiens entre Hassan II et le président Mokhtar Ould Daddah de Mauritanie, ce dernier s'est montré « très intéressé par la situation des Saharais », de l'implantation du Front Polisario au sud du Sahara occidental. Bien que la Mauritanie n'ait pas demandé à participer à une aide militaire au Maroc, les problèmes de sécurité seront réglés, s'il le faut, d'un commun accord. Le Front Polisario, qui n'est pas le souverain du territoire de rassembler les soixante mille Saharais, ne peut poursuivre son action qu'avec des mercenaires peu capables de mener à bien des opérations dans le désert, avec lesquelles les Marocains sont en revanche familiarisés. C'est pourquoi un Polisario « multiracial et multiconfessionnel » n'est pas de nature à menacer l'armée marocaine.

CEUTA, MELILLA, GIBRALTAR

Des propos du roi ont été déclinés que Rabat ne revendique pas le retour immédiat de Ceuta et Melilla au Maroc. Quand l'Espagne aura récupéré Gibraltar, a affirmé Hassan II, Ceuta et Melilla (3) reviendront « forcément » au royaume chrétien, car aucune nation ne permettrait que l'Espagne soit

Avant travaux d'embellissement

19, av. Victor-Hugo - 16^e

Liquidation totale Barnett

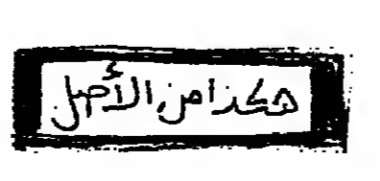
de tout son stock de vêtements et de chemiserie haute-qualité

Le plus grand choix de cadeaux de fin d'année dans leurs emballages de luxe

Quelques prix :

- COSTUMES Flanelle avec gilet 990 F 580 F
- PARDESSUS Cashemire 990 F 498 F
- LODENS véritables 990 F 488 F
- ROBES DE CHAMBRE 100% Sole 990 F 298 F
- CARDIGANS Poil de chameau 248 F 168 F
- PULLS Shetland véritable 198 F 128 F
- GRAVATES Sole ou Alpaga 68 F 35 F

BARNETT
Métro Etoile - Ouvert de 9 h à 19 h 30
Autorisation d'expédition. Loi du 30-12-1966



AFRIQUE

DU SAHARA OCCIDENTAL

La crise s'aggrave entre Alger et Rabat

(Suite de la première page.)

Dans un deuxième temps, Madrid a cherché à organiser un référendum, qui aurait permis de maintenir le statut dans sa mouvance. La cellule ouvrière de l'opération était le PUNS (Parti de l'unité nationale sahraoui), fondé pour faire pièce au F. Polisario. Ce dernier, ayant rallié la plupart des militants du PUNS et s'étant affirmé sur le terrain, Madrid, pour sauvegarder l'avenir, a fini par le considérer comme un interlocuteur valable, obligeant du même coup Rabat à modifier sa tactique. Mais, en fin de compte, c'est la pression du lobby marocain, le gouvernement espagnol a accepté, le 14 novembre, un arrangement avec le Maroc et la Mauritanie.

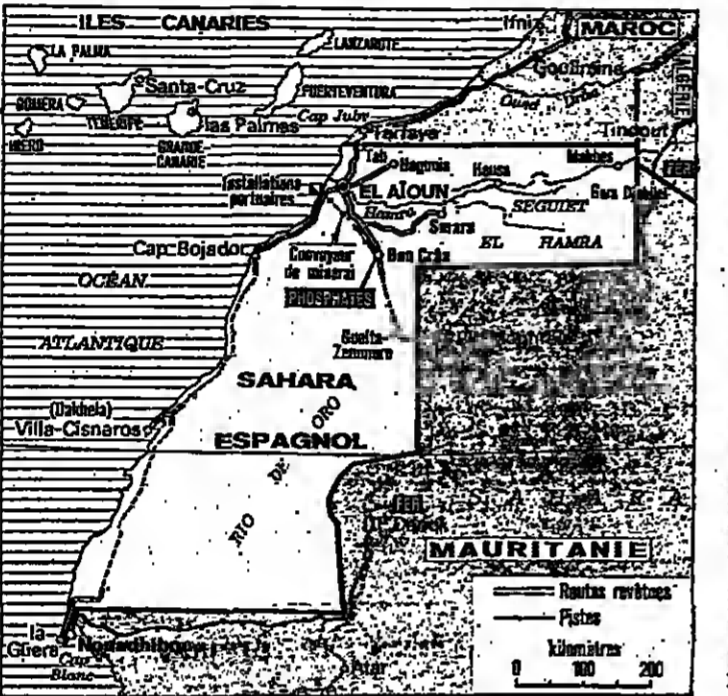
L'apparition, en 1973, du F. Polisario avait constitué une surprise. Pas pour tout le monde, il est vrai. L'opposition marocaine connaissait bien plusieurs des fondateurs du Front, qui avaient fait leurs études à Rabat (1) dans les années 1965-1970. Ces jeunes, si se situent à gauche, président alors la « libération du Sahara » par la lutte populaire armée, sans trop préciser s'ils envisagent une simple autonomie dans un ensemble marocain ou une véritable indépendance. Tenus en suspicion par le pouvoir, surtout préoccupés à l'époque à réduire l'opposition, ils avaient vu leurs espoirs déçus et avaient agité le Sahara pour fonder leur propre mouvement. Ce fut tout d'abord le M.L.S. (Mouvement de libération du Sahara) qui vit le jour, en 1968, et réclama une véritable autonomie. Une grande manifestation organisée le 17 juin 1970 à El-Aoun entraîna une dure répression, qui fit soixante morts et des centaines de blessés, mais que plusieurs dirigeants furent arrêtés. Le M.L.S. révisa sa stratégie. Il amassa des armes et se livra à un travail de flexion et d'organisation qui aboutit, le 10 mai 1973, sur la création du Front Polisario.

Contrairement à une opinion erronée, le Front, qui a opté pour la lutte armée, n'est pas une manifestation de l'Algérie; celle-ci avait, au contraire, soutenu, en 1973, le Mouvement révolutionnaire des hommes (M.R.H.) et son président, M. Edouard Alger. Ce dernier devait quitter le Sahara au début d'août de la même année, les autorités algériennes s'interrogeant sur l'authenticité de son engagement (2). C'est donc à la Mauritanie que le F. Polisario naissant s'adresse.

Celle-ci, qui a modifié son attitude depuis l'accord secret Hassan II-Ould Daddah, tolère, par solidarité, ses activités. Sans doute espérait-elle aussi l'espoir de le récupérer. Dans le même temps, le Front se tourne vers la Libye. Le colonel Kadhafi éprouve une sorte de « coup de foudre » pour les jeunes nationalistes. Ayant été le premier à conseiller publiquement la lutte armée contre les Espagnols, il voit dans leur entreprise un moyen de tenir en échec la monarchie marocaine, dont il souhaite la chute. Il conseille cependant le rattachement du Sahara à la République mauritanienne, plutôt que la création d'un nouvel Etat qui accroîtrait le fractionnement du monde arabe. C'est seulement ensuite que les dirigeants du Front prennent contact avec Alger. Le premier

redoute la première, qui pourrait se terminer par une aventure, compte tenu de la supériorité des forces espagnoles. Il se méfie de la seconde, qui risque de se retourner contre le Libya. Pour gagner du temps, il choisit l'action diplomatique, dont le recours devant la Cour de La Haye n'est qu'un des volets. Dès l'été 1974, le souverain dépêche des émissaires à travers le monde pour expliquer les thèses marocaines et se ménager des appuis. Dans un premier temps, les résultats sont mitigés; nombre de capitales évitent de s'engager. Elles connaissent mal le dossier et ne tiennent pas à se brouiller avec l'Algérie, qui préside le mouvement des pays alignés et dont les positions sont conformes aux résolutions de l'ONU et de l'O.U.A. Ces hésitations conduisent la presse mar-

en cause deux principes fondamentaux: celui de l'autodétermination, auquel le tiers-monde est très attaché, et celui de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, affirmé par l'O.U.A. Les présidents Botswana et Senghor sont les premiers à admettre publiquement, en juillet 1975, au cours de conférences de presse, qu'ils ont conseillé à Hassan II et à M. Ould Daddah de s'abstenir sur le partage du Sahara. Les raisons officiellement avancées ne correspondent cependant que très partiellement aux véritables motivations des uns ou des autres. Les Tunisiens rapellent volontiers, en privé que l'Algérie, après son indépendance, n'a guère fait de concessions sur le tracé des frontières pour leur laisser un peu du pétrole saharien. Tout comme les Marocains, ils reprochent au président Boumediène de « faire la grande Algérie, plutôt que le grand Maghreb ».



Les arguments algériens

A partir de juin 1975, l'Algérie commence à riposter systématiquement, s'attachant à défaire la nuit la toile de l'Espagne que le Maroc tisse le jour. Les Algériens retournent les arguments qu'on leur oppose: comment se fait-il que ce soit les régimes les plus conservateurs, ceux qui font partie de la « clientèle » américaine, qui sont le plus favorables aux thèses marocaines? Ne cherchent-ils pas à isoler et à neutraliser l'Algérie en raison de ses options socialistes et de son rôle sur le plan international? Les Etats qui lui reprochent son « intransigence », voire son « arrogance », ne sont-ils pas ceux-là mêmes qui acceptent des compromis froissant la commission?

Les Algériens craignent également l'« expansionnisme » du Maroc: ne sera-t-il pas, disent-ils, tenté un jour de « récupérer » la Mauritanie, dont il a reconnu l'indépendance du bout des lèvres? Tel est l'état d'esprit qui règne dans les différents pays de la région au moment où la commission d'enquête de l'ONU recommande, le 14 octobre 1975, l'application du principe de l'autodétermination, tandis que la Cour de La Haye rend un avis qui, pour être plus nuancé, n'est pas moins dans le même sens. Ne retentit-il pas une partie du texte de La Haye, le roi Hassan II annonce la « marche verte », initiative qui lui permet de mettre la diplomatie espagnole sur la défensive pendant quelques jours.

Il est vrai que l'Espagne, qui détient la clé de la situation, n'est pas non plus à l'abri des intrigues. La longue agonie du général Franco favorise un flottement dont le lobby pro-marocain profite pour avancer ses pions. Madrid entame des négociations avec Rabat par l'intermédiaire de M. José Ruiz Salas, ministre du Mouvement. Bruquement, le prince Juan Carlos donne un coup d'arrêt. Que s'est-il passé? Que va faire l'Espagne?

PAUL BALTA.
Prochain article: UNE GRANDE PARTIE DE POKER

La contre-attaque de Hassan II

Pour avoir bien connu ces jeunes Sahraouis, les chefs des partis marocains d'opposition sont les premiers à percevoir les dangers de l'évolution en cours. Ils alertent Hassan II au début du printemps 1974 et le pressent d'agir pour éviter que le Maroc ne se fasse « offrir au poteau ». Que la récupération du « Sahara spolié » soit pour eux une « cause sacrée » ne fait pas de doute. Mais il est non moins vrai qu'ils vont utiliser, tout comme le palais, pour réaliser une opération de politique intérieure: le souverain voit un moyen de renforcer son pouvoir, tandis que les partis veulent l'obliger à le partager avec eux. Dès cette époque, ils réclament une intervention militaire soutenue par une « mobilisation populaire armée ». Le monarque

refuse des Algériens — échaudés par l'expérience du Maroc — est de se méfier. Une fois rassurés, ils apprécient le programme du Front et sa détermination de proclamer une République arabe non alignée. Ils lui accordent alors une aide, qui ne prend véritablement consistance qu'en 1975.

ainsi à attaquer vivement le voisin pour « compréhensif » Alger se fait: « Les ambassadeurs » de Hassan II présentent ce silence comme une semi-approbation et, en coulisses, ils marquent des points auprès de la moitié environ des membres de la Ligue arabe et de quelques pays africains. Les Etats progressistes se montrent plus que réservés. Seule la Syrie, qui n'oublie pas que des soldats marocains sont morts sur le Golan, nuance sa position. En revanche, les monarchies et les régimes conservateurs prêtent une oreille complaisante à l'argument selon lequel un Sahara indépendant, peu peuplé, ne sera pas viable. Et plusieurs d'entre eux (3) enverront même des délégations participer à la « marche verte ». Toutefois, d'autres dirigeants, qui, en privé, se déclarent prêts à fermer les yeux sur la façon dont le Maroc récupérerait le Sahara évitent de soutenir devant les instances internationales une position qui remettrait

(1) Les autres ont été formés, pour la plupart, aux Canaries et en Espagne.
(2) De même l'Algérie avait commencé par soutenir le F.N.L.A. avant de prendre ses distances et de reporter son aide sur le M.P.L.A.
(3) L'Arabie Saoudite, Bahreïn, la Jordanie, Koweït, Oman, Qatar.

Sud-Ouest africain

LE QUARTIER GENERAL DES FORCES ARMÉES SUD-AFRICAINES a annoncé le mardi 25 novembre la mort de quatre soldats sud-africains et de quinze guérilleros tués au cours d'un accrochage. Une référence au « droit de poursuite » implique que les forces sud-africaines ont pénétré en territoire angolais, d'où la South West African Peoples Organisation (SWAPO) lance souvent ses attaques contre des objectifs militaires situés en Namibie. — (Reuter.)

CLEN
CLASSEMENT MODERNE de vos dossiers, imprimés
EN PROMOTION
1000 à 50 unités
2193 F TTC
1974 F TTC
TROIS CLASSES de classement
ARMORÉ 992-993 3x200 cm

MAGASINS EXPOSITION:
PARIS 8^e: 38 av. FRIEDLAND, Tél. 50116.72
LYON 3^e: 176 r. DUGUESCLIN, Tél. 57862.70.11
BRUXELLES: 73 rue SARA, Tél. 829.62.24.25
DOCUMENTATION GRATUITE
à CLEN zone industrielle de
SÉBASTIEN la fosse 57500 CHAVON

APRES 95 ANNÉES D'EXISTENCE
LIQUIDATION TOTALE
Par autorisation préfectorale N° 082 LD 75
BRIGHTON TAILOR
95, rue Saint-Lazare, Paris (9^e) - 874.25.54

Aperçu de quelques prix:	Valeur	Liquide
Costume fil à fil, princes de Galles	685 F	450 F
Blazer marine, serge pure laine	395 F	275 F
Loden tissu autrichien	695 F	450 F
Imperméable doublage amovible	625 F	340 F
Manteau réversible imperméabilisé	750 F	550 F
Peau lainée véritable	1.600 F	1.100 F

(qualité: vestes, pantalons, chemiserie)
DES MILLIERS DE VÊTEMENTS DE QUALITÉ BRIGHTON VENDUS A DES PRIX IMPOSÉS PAR L'URGENCE du Lundi au Samedi de 9 h. à 19 h.
Paris: 107, rue Saint-Lazare

9^e 10^e
RUE LA FAYETTE
le centre parisien de la Hi-Fi

Venez rue La Fayette... et vous aurez fait le tour du monde de la Hi-Fi: AKAI, B & O, CABASSE, CELESTION, DUAL, ESART, JBL, KEF, KENWOOD, KOSS, MARANTZ, NATIONAL TECHNICS, PIONEER, REVOX, SANSUI, SANYO, SCOTT, SONY, TELETON, THORENS, TOSHIBA...

7 CAMERA 7 878.37.25 Hi-Fi, télévision, vidéo	141 NORD-RADIO 878.05.31 Hi-Fi, disques, vidéo
16 SONO CLUB OPERA 280.28.12 Hi-Fi, télévision, vidéo	159 COMPTOIR LA FAYETTE 206.32.42 Hi-Fi, télévision
37 PHOTO-PLAIT 285.06.76 Hi-Fi, télévision	182 CABASSE 807.85.86 Hi-Fi, constructeur d'enceintes
90 IFT-SCOPE 1 770.32.96 Hi-Fi	220 LA FAYETTE ELECTRONIC 206.61.87 Hi-Fi, sonorisation, instruments de musique
105 SIGNAL 878.47.99 Hi-Fi	



Depuis que je fais escale à Amsterdam avec KLM, mes voyages d'affaires deviennent un plaisir.

Souvent je fais escale à Amsterdam avec KLM, d'abord parce qu'Amsterdam est un peu la plaque tournante des affaires en Europe: on est à une heure des grandes villes européennes. De plus, durant ces escales, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. En effet, Schiphol, l'aéroport d'Amsterdam, sans doute un des plus modernes du monde, possède une immense « Tax Free Shop » dans laquelle on trouve toujours des milliers de choses intéressantes à acheter. Enfin, il y a la ville tout près, et Amsterdam, c'est une ville à ne pas

manquer. Malheureusement, une escale est souvent trop courte pour profiter de tous les plaisirs d'Amsterdam. La véritable solution, c'est d'y passer un week-end pour avoir le temps de visiter la vieille ville, les musées, les jardins botaniques, et mille autres curiosités. Mais consultez votre Agent de voyages, il vous en dira beaucoup plus que moi sur les programmes de week-end à Amsterdam. Par exemple, pour moins de 500 F, vous aurez le voyage aller-retour en jet, le logement

dans un excellent hôtel, le petit déjeuner et la visite de la ville. Avouez que, affaires ou détente, toutes les raisons sont bonnes pour aller à Amsterdam.
KLM - 36 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris.
Tél. 742-37.29 - Bureaux à Lille, Lyon, Nice.



Sérieux et gentillesse: une tradition hollandaise. **KLM HOLLAND**

GESTION DU PERSONNEL ET RELATIONS SOCIALES

UN PROGRAMME COMPLET
de formation et de perfectionnement
8 séminaires de 3 jours

- Définition et mise en place d'une politique de personnel.
- Droit du travail : les rapports individuels.
- Droit du travail : les relations collectives.
- Négociation sociale.
- Politique salariale.
- La formation : politique et mise en œuvre (2x3).
- Amélioration des conditions de travail.
- Gestion prévisionnelle.

Ces séminaires, qui constituent un cycle complet de formation, peuvent également être suivis indépendamment les uns des autres.



Centre de formation continue
de C.F.C. (H.E.C., I.S.A., C.F.C.)
Mme NEBECKER - Tél. 86-34-98
C.F.C. - 1, rue de la Libération
Inscription et documentation :
78330 JOUY-EN-JOSAS

du lundi 17 au samedi 29 novembre
dans votre ville :

GRANDE EXPO RENAULT 4

La gamme Renault 4 au grand complet!

Les Renault 4 dans toutes leurs couleurs,
dans toutes les versions,
avec toutes les options.

Des Renault 4 d'occasion à tous les prix.

Un crédit spécial :
exceptionnel pendant la durée de l'opération.

Une foule d'accessoires à un prix « Grande Expo ».

Le contrôle gratuit de l'éclairage
de votre Renault 4.

Un grand jeu pour gagner 3 Renault 4 Safari,
12 Renault 4 pendant 1 an
et des milliers d'autres cadeaux.



Renault préconise elf



DIPLOMATIE

LES RAPPORTS SOVIÉTO-TCHÉCOSLOVAQUES

Le voyage de M. Husak en U.R.S.S. couronne une période de contacts intenses entre les deux pays

Prague. — La presse, la radio et la télévision tchécoslovaques ont très largement rendu compte de l'arrivée, le mardi 25 novembre, à Moscou, de M. Gustav Husak, secrétaire général du parti communiste.

Cette visite est la seconde que M. Husak fait en U.R.S.S. depuis son élection à la présidence de la République au mois de mai dernier, en juillet, il s'y était déjà rendu pour passer ses vacances — mais la première en sa qualité à la fois de chef de l'Etat et de numéro un du parti.

Mardi matin, les journaux de Prague ont publié à côté de l'information annonçant le départ du secrétaire général une photo le montrant en train de féliciter M. Ludvík Svoboda, son prédécesseur à la présidence de la République, qui vient d'avoir quatre-vingt ans.

Ce rapprochement, même formulé, n'en est pas moins symbolique. Cette poignée de main officielle — la première depuis le mois de mai — prend valeur de bénédiction après la renonciation plus ou moins volontaire, il y a six mois, de M. Svoboda à la charge suprême.

Le voyage de M. Husak à la tête d'une délégation, qui comprend cinq autres membres du présidium du P.C., intervient au terme d'une période de contacts intenses entre Moscou et Prague. Il est une sorte de couronnement. Novembre est le mois de l'amitié soviéto-tchécoslovaque : les banderoles qui surgissent partout, dès la frontière autrichienne, sont là pour le rappeler. L'U.R.S.S. proclament-elles, est « un solide rempart du socialisme et de la paix dans le monde ».

A cette occasion se sont tenues à Prague les Journées de la culture soviétique inaugurées par M. Demitriev, ministre soviétique de l'éducation et des sports, sup- pléant du bureau politique.

De notre correspondant

La semaine dernière, deux autres événements ont permis de souligner, si nécessaire, l'entente parfaite soviéto-tchécoslovaque. Le 18 novembre, M. Husak recevait le maréchal Gretchko, ministre soviétique de la défense, venu à Prague participer à la réunion des ministres de la défense du pacte de Varsovie. Trois jours plus tard était signé entre les deux gouvernements un accord commercial pour la durée du prochain plan quinquennal ainsi qu'un protocole pour la construction à travers la Tchécoslovaquie d'un second gazoduc reliant l'U.R.S.S. à l'Europe occidentale.

La coordination des plans quinquennaux

L'accord commercial s'inspire du projet de coordination des plans quinquennaux des deux pays établi dès le mois d'août dernier. Il prévoit une augmentation de 40 % des échanges bilatéraux. Leur volume devrait atteindre quelque 100 milliards de couronnes (environ 25 milliards de francs) en 1980. La Tchécoslovaquie exportera vers l'U.R.S.S. 85 % de sa production dans le domaine de l'industrie lourde. L'U.R.S.S., de son côté, apportera une aide — son allié pour la construction de centrales nucléaires. Des contacts préliminaires à ce sujet ont lieu depuis déjà quelque temps et des entretiens entre ministres se sont déroulés depuis novembre à Moscou.

La coordination de la politique énergétique des pays du Comecon pourrait être l'un des sujets abordés au cours des conversations entre M. Husak et Brejnev. Les intérêts de l'U.R.S.S.

pays fournisseur d'énergie, commandent pas toujours sur point avec ceux de certains ses alliés (Hongrie, R.D. allemande de matière premièrè). La Tchécoslovaquie elle-même importe d'U.R.S.S. la totalité son gaz naturel 90 à 95 % son pétrole et 75 % de son Tourtefort, il n'est pas que pour elle de ne faire objection rien à la politique du Kremlin ce domaine.

Les entretiens de Moscou venaient ainsi à l'appui de deux partis, donner lieu notamment à un échange de vues d'informations sur les orientations qui seront définies à l'occasion. Enfin, la présence de M. Bilak, secrétaire du comité central chargé des questions internationales, à la préparation de la conférence européenne des partis communistes, sera abordée. Sur point encore, le P.C. tchécoslovaque s'est toujours montré fidèle allié des Soviétiques. La résistance aux tentatives « zionistes » italo-yougoslaves sera intéressant de noter ; communiqué final mention la nécessité de réunir par suite une conférence mondiale comme cela a été fait récemment lors de la visite d'une députation du P.C. ouest-allemand. La relance de ce projet a été avec la publication ces derniers jours dans la presse tchécoslovaque de plusieurs articles violentement anti-zionistes. (1)

MANUEL LUCBERT

(1) Ainsi, le « Rude Pravo » 21 novembre publia une page de déclarations faites, à un moment d'un autre, par différents dirigeants des communistes tchécoslovaques pour démontrer qu'il n'y avait pas de P.C. communistes politiques d'aventure.

Invokant les accords d'Helsinki

TROIS ANCIENS DÉPUTÉS, DONT M. KRIEGL, DEMANDENT LE RETRAIT DES TROUPES SOVIÉTIQUES DE TCHÉCOSLOVAQUIE.

Prague (A.F.P.). — Trois des quatre députés de l'ancienne Assemblée nationale tchécoslovaque qui avaient voté en septembre 1968 contre le traité sur le stationnement provisoire des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie, viennent d'adresser une lettre à l'Assemblée fédérale lui demandant notamment d'obtenir le retrait de ces troupes. Dans leur lettre, parvenue aux correspondants à Paris et à Prague, Mme Gertruda Šekaničová, M. František Kriegl, ancien président du Front national, et František Vodňanský, soulignent que « trois mois se sont écoulés depuis la signature de l'acte final d'Helsinki, sans que l'on dénote le moindre signe de sa mise en application en Tchécoslovaquie ». Pour eux, la situation actuelle en Tchécoslovaquie est en contradiction formelle avec les principes de la C.S.C.E. de la charte des Nations unies et de la Constitution du pays. Ils s'élèvent aussi contre diverses atteintes aux droits et aux libertés des citoyens et contre les mesures de répression prises après les événements de 1968 « contre une partie importante de la population ». Ces mesures ont frappé aussi bien « les savants, les écrivains et les artistes mondialement connus et dont l'œuvre a enrichi les trésors de notre nation » et les membres de leur famille, y compris les enfants.

M. Brejnev : nous ripostons aux adversaires de la détente où qu'ils se fassent entendre

De notre correspondant

Moscou. — M. Brejnev a lancé, mardi 25 novembre, un avertissement à ceux que l'on appelle à Moscou « les ennemis de la détente » au cours d'un dîner offert au Kremlin en l'honneur de M. Husak, secrétaire général du P.C. tchécoslovaque, qui fait une visite officielle en U.R.S.S. M. Brejnev a affirmé qu'il n'existe pas d'autre alternative à la politique de détente que « le retour à la guerre froide » et au risque d'une « guerre chaude ».

Son bref discours constitue la première réaction officielle enregistrée à Moscou depuis les déclarations de M. Ford et Kissinger à propos de difficultés dans les relations soviéto-américaines, notamment pour les négociations sur la limitation des armements stratégiques, du Proche-Orient et de l'Angola. Le secrétaire général n'a, cependant, cité aucun pays ni aucune personnalité dans son intervention.

Après avoir déclaré que de « notables progrès » avaient été réalisés dans la lutte « importante et ardue » pour « l'établissement du climat international », M. Brejnev a ajouté : « L'expérience montre de plus en plus clairement qu'on ne peut pas s'arrêter dans cette voie, car les succès de la détente et l'amélioration des rapports entre les pays à différents systèmes sociaux s'accompagnent d'une résistance accrue opposée à la détente par les milieux impérialistes les plus agressifs, aveuglés par leur haine de classe ainsi que leurs théoriciens parmi renégats qui ont trahi la cause du socialisme ».

Cette dernière remarque fut apparemment une référence à André Sakharov, que la presse continue d'attaquer éprouvément, et auquel elle oppose maintenant E. Brejnev lui-même, vient de recevoir la Médaille de la paix, attribuée par le gouvernement de la paix.

« Les ennemis de la détente », poursuivit M. Brejnev, « les tenants d'un durcissement et de la politique de force en Occident ont manifestement dans le monde entier l'objectif de l'écart de la détente. Ils cherchent à pousser les pays sur une voie dangereuse. Que peuvent-ils proposer au peuple en échange de la consolidation de la paix, du développement de la coopération pacifique entre Etats à systèmes sociaux différents ? Une chose : le retour à la guerre froide et à la haute volée de plus plus dangereuse au seul objectif de la guerre chaude. Il n'existe pas de troisième voie. Il convient tout le monde s'en rendre compte ».

« Néanmoins, nous croyons au triomphe du bon sens, de la paix. En copiant une route aux adversaires de la détente où qu'ils se fassent entendre, nous continuerons à travailler incessamment au nom de l'objectif laïque consistant à consolider la paix sur terre ».

JACQUES AMALRI

Au pays du matin calme, les affaires bougent.

Le pays du matin calme, c'est la Corée. Un pays où, à côté des temples et des bonzes, il y a des usines et des consommateurs.

La Corée vit actuellement une expansion économique foudroyante. Vos affaires ont sûrement intérêt à vous voir prendre un Boeing 707 de la Korean Air Lines. Pour la Corée où pour ses pays voisins où les affaires n'attendent que vous pour bouger.

Deux vols directs par semaine Paris-Séoul.

KOREAN AIR LINES
9, bd de la Madeleine - 75001 Paris - Tél. : 261.58.45

مكتبة الأمل

DIPLOMATIE

Les États-Unis entre la puissance et l'inquiétude

II. — DES CRAINTES POUR L'EUROPE

par JACQUES HUNZINGER

Dans un premier article, Jacques Huslender, professeur à l'université de Besançon et membre du P.S., a indiqué que l'Union soviétique restait, aujourd'hui comme hier, l'obsession majeure des États-Unis. Le fait nouveau, est que l'U.R.S.S. est parvenue à la parité nucléaire. Accepter la parité n'est-ce pas un jour réviser l'infériorité ? Ces questions et ces inquiétudes interviennent alors que M. Ford entre en année électorale (à la fin du 26 novembre).

Si l'Union soviétique reste adversaire dont la force est soignée à prendre au sérieux, l'Europe occidentale est l'allié

dont les faiblesses actuelles inquiètent l'Amérique. Les objectifs des États-Unis et ceux des Européens sont fondamentalement les mêmes : maintien de la démocratie et de la liberté, indigement du communisme, préservation du système économique mondial. Bref, qu'il soit socialiste ou conservateur, un Européen vu de Washington et de Denver ne peut qu'être un allié et un ami. Une coupure entre l'Europe occidentale et l'Amérique est impensable. Pour toutes ces raisons l'Europe, rouage essentiel du système occidental, n'est pas négligée dans les préoccupations américaines.

La standardisation des armements

Dans le domaine de la sécurité, les États-Unis ne conçoivent pas autre système que celui de l'alliance atlantique ; qui d'ailleurs en Europe la remet en cause ? Mais il s'agit de franchir la étape nouvelle. Deux voies semblent devoir être explorées : celle d'une « défense européenne » pleinement indépendante des États-Unis parait exclue à ces derniers sur les plans politique, militaire et commercial. Washington est trop attaché au destin de l'Europe et trop intéressé à l'indépendance atlantique pour admettre cette perspective, qui ne paraît qu'à la seule volonté terminée des Européens. De l'idée d'une « posture militaire » plus basse en Europe, d'un achèvement de l'effort de défense, parait incompatible avec le maintien de l'équilibre des forces dans cette région, à l'heure des incertitudes soviétiques d'une certaine déliquescence des Européens. L'heure est contrainte au renforcement de l'alliance, et d'abord un accroissement sensible de l'effort d'armement classique européen. Pourquoi ? Compte tenu de la parité stratégique entre les deux Grands, le jeu de la menace de la force risque ainsi de se

développer sur le théâtre régional qu'est l'Europe, mais à des niveaux inférieurs, et notamment au niveau classique. Cela d'autant plus que l'Union soviétique dispose en ce domaine d'une palette très développée. Les futurs tensions et conflits en Europe feront appel à un arsenal classique de dissuasion tout aussi diversifié et effectif que celui de la dissuasion atomique (manœuvres d'intimidation, pressions frontalières, déploiement de forces navales, utilisation politique des déséquilibres de forces, etc.). Il faut donc que l'Europe occidentale ne puisse pas trop facilement se laisser impressionner par le échantillon classique du pacte de Varsovie et puisse disposer également d'une force classique de dissuasion efficace.

Dans ce domaine, il importe que l'Europe rattrape rapidement l'écart qui la sépare du bloc de l'Est. Tout est fait pour cela actuellement, et on comprend à quel point cette perspective intéresse l'ensemble des industries d'armements américaines, qui sont l'un des moteurs de l'expansion économique et de la balance commerciale des États-Unis.

Les querelles dogmatiques sur l'intégration n'intéressent plus du tout l'Amérique ; les États-Unis ont désormais parfaitement compris que la sortie de la France de l'O.T.A.N. était un fait irréversible et en définitive non dramatique dans la mesure où il n'entraîne pas de difficultés insurmontables dans les rapports pratiques. De même, la force nucléaire française ne fait plus l'objet de commentaires critiques et elle est prise au sérieux. Personne ne pense que quelqu'un la détruira un jour, mais il serait bon de savoir ce que la France en ferait en cas de crise ou de conflit régional. L'heure est donc au pragmatisme ; les thèmes dominants sont ceux de la coordination, de la coproduction et de la modernisation des systèmes d'armes.

La grande affaire des prochaines années sera celle de la production de l'acquisition et du mode d'emploi de tous les armements classiques actuellement à l'essai ou déjà sur le marché. Cela comprend déjà le YF-18 et le tank allemand Leopard, bientôt les « arava bombs » (armes envoyées à grande distance) et destructrices de très grandes surfaces comme celles utilisées au Vietnam, et surtout les P.G.M. (« precision guided munitions ») conduisant à une véritable petite révolution du combat classique. Mais tout cela coûte très cher, surtout dans les circonstances

La réduction des forces

Toute cette mobilisation signifie-t-elle que l'heure est essentiellement au renforcement de l'appareil militaire ? Non, car il s'agit de parvenir à une détente également militaire en Europe, c'est-à-dire de réduire les tensions et le niveau des forces existantes. C'est l'objet de la négociation sur les réductions des forces en Europe, négociation voulue par les États-Unis pour concilier trois impératifs : intérieur (satisfaire le Congrès en réduisant le coût financier et humain des engagements américains extérieurs) ; militaire (réaliser un équilibre satisfaisant en Europe centrale) ; diplomatique (poursuivre la détente avec l'U.R.S.S.). Pour le moment la négociation semble en suspens, dans l'attente des entretiens SALT, mais les États-Unis tiennent à aboutir. Les positions des États-Unis dans cette affaire s'inspirent du souci de rééquilibrer la balance régionale et notamment d'obtenir une diminution de ce qui constitue l'élément premier de la menace militaire soviétique en Europe, telle qu'elle est perçue par les Européens de l'Ouest : les tanks soviétiques « positionnés » en Europe centrale. L'objectif général consisterait à aboutir à des plafonds communs de force, et à réaliser une équivalence essentielle des systèmes d'armements respectifs. Sans croire du tout au danger présent d'une agression militaire soviétique en Europe, les États-Unis sont très impressionnés par les risques de pression politique représentés par les forces classiques de l'U.R.S.S. Le danger, à leurs yeux, est celui d'une certaine « finlandisation », et un moyen de le prévenir est un bon accord sur les réductions des forces. Les préventions des Européens contre la création d'une zone spéciale en Europe limitant leur liberté d'action ne sont pas très bien comprises ou admises à Washington. La recherche d'une meilleure sécurité pour l'Europe occiden-

économiques actuelles. Aussi, la seule voie possible est celle de la « standardisation » industrielle et économique.

Qui produira et qui achètera quoi ? C'est un premier ordre de questions ; des réponses fournies à ces questions dépend l'avenir de l'industrie d'armement française, britannique ou allemande. Notamment à l'égard de la France, les interrogations américaines sont très précises : quelle sera la politique française vis-à-vis des perspectives de coproduction ? Quelle sera la place de la France dans d'éventuels consortiums européens ou atlantiques ? Quelle politique suivra la France dans le domaine de la recherche et de la production aéronautique ?

Un second groupe de questions a trait à la stratégie classique et à la coordination des forces classiques de l'O.T.A.N. Sur ce domaine on retrouve l'idée d'une diversification des options appliquées au théâtre européen et notamment l'emploi des forces non nucléaires. Là encore des questions précises sont posées à la France : quel peut être le rôle des forces françaises en Allemagne dans la « défense à l'avant », le plus à l'est possible ? Quel serait le rôle de l'arme nucléaire tactique française en cas de bataille classique ? Quelles missions seront assignées aux forces navales françaises déployées en Méditerranée ? Quelle coopération est possible dans les exercices et les manœuvres ?

tale s'accompagne d'inquiétudes toutes récentes et inédites sur la stabilité interne des démocraties européennes. L'attitude des Européens vis-à-vis des États producteurs de pétrole, la grave crise de la Grande-Bretagne, qui semble perdre un peu de sa substance tous les jours, la situation actuelle du Portugal, l'évolution de l'Italie, sont autant d'éléments alimentant la thèse de l'affaiblissement de l'Europe. Notamment, le développement de situations nouvelles met en jeu des partis communistes dans l'Europe du Sud proprement dite, ce qui rappelle celle de l'occupation soviétique d'États européens gouvernés même en partie par des communistes. Il faut comprendre que, pour l'Amérique, la distinction entre « communisme » et « socialisme », marxisme et léninisme, parti « modérateur » et parti « national » et même celle entre socialisme et communisme sont inexistantes : les États-Unis n'ont jamais été confrontés à des situations de ce genre, et un Américain ne peut comprendre qu'un développement de l'idéologie socialiste en Europe occidentale ne signifie pas automatiquement une victoire de l'Union soviétique. La sophistication très utilisée dans le domaine de la stratégie nucléaire n'est pas de mise ici. Dans ce domaine le langage est encore très primaire et les réflexes instinctifs et viscéraux. En définitive, cette vision d'ensemble n'est pas très rassurante. En fait, le drame de ce pays est de ne plus avoir depuis des dizaines d'années de véritable contre-poids légal aux pesanteurs existantes, alors même qu'il est peuplé d'individus naturellement ouverts et de bonne volonté. Or est l'Amérique libérale, tolérante et ouverte. Or en l'Amérique prête à accepter le droit à la parité pour l'adversaire et le droit à la différence pour l'allié ? Gulliver est toujours empêtré dans sa puissance. FIN

GSCX Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit.

Demandez Monsieur Lemaire.

3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51



AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

JEAN PIERRE

CHEMISIER - PRÊT-A-PORTER

18, BD HAUSSMANN - PARIS 9^e

LIQUIDATION TOTALE

Par Autorisation Préfectorale (Loi du 30 décembre 1966)

Ses stocks de Chemiserie, Bonneterie, Prêt-à-Porter de luxe pour Hommes

mercredi 26, jeudi 27, vendredi 28, samedi 29 novembre

(et jours suivants)

APERÇU DES ARTICLES

CHEMISES LUXE	COSTUMES HABILLES
CRAVATES COUTURIERS	COSTUMES SPORTS
PULLS CACHEMIRE	VESTES ET BLAZERS
PULLS JACQUARDS	MANTEAUX IMPERMÉABLES
ACCESSOIRES DIVERS	
CUIRS ET PEAUX	

PRIX SACRIFIÉS

ouvert de 10h à 19h

Nouvelle collection boutique "Les Désirables"

des cadeaux originaux et de bon goût.

Coupe cigares Style 2.100 F

2.100 F

Boîte à bijoux 1.600 F

Trèfle à 4 feuilles Or et Brillants en tour de cou : 2.900 F ou en clips d'oreilles : 5.900 F

Boutique **JACQUES SERRA** JOAILLER

40, fg Saint-Honoré - Paris - Tél. : 265.05.15.

le refuge formation

Organisme de formation professionnelle continue

30, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. : 824.75.60, 66.12

De septembre à juin

ALLEMAND ANGLAIS ARABE - ESPAGNOL HEBREU - ITALIEN

Cours de langues tous niveaux par la méthode active.

Autres départements :

Gestion des entreprises	Mathématiques - Informatique
Comptabilité	Statist. & calcul des probabilités
Fiscalité	Recherches opérationnelles
Marketing & commercial	Culture générale de l'Entreprise
Formation humaine	Techniques particulières
Video-management	Scénarisation

Cycle long : préparation intensive au DECS

Vous pourrez obtenir, sur simple demande, le calendrier de nos stages dans les départements ci-dessus.

Destination **neige et soleil au TYROL**

10 jours, train + pension complète à partir de **845 F**

France-Tourisme

rue Auber - 75009 Paris, Tél. 742.27.40

= pour une journée... ou pour trois mois... **Ne restez plus sans chauffeur**

Les Chauffeurs de France

maitre ou direction 7, rue Lincoln, Paris (9^e)

pour voitures françaises et étrangères 359-30-59 - 225-04-00

Sachez offrir

COMPTOIR D'ORLÉANS 114, av. du Gal.-Leclerc Paris 14 ^e	LE ROY 4, fg Saint-Honoré Paris 8 ^e	COMPTOIR DES 4 RUES 82 bis, rue Gabriel Péri 93 Saint-Denis
BIJOUTERIE BABYLONE 2, rue de Babylone Paris 7 ^e		COMPTOIR DE ST-CLOUD 2, pl. de la Porte de St-Cloud Paris 16 ^e

ces bijoutiers vous aident à choisir ce que vous aimerez à deux

Guides des Offres

POLITIQUE

Le Sénat vote les crédits militaires

Le Sénat a adopté, mardi 25 novembre, les crédits de la défense après avoir repoussé deux amendements, l'un du P.S., l'autre du P.C., qui visaient respectivement les fusées Pluton et la force de frappe nucléaire.

quitteraient le service au bout de quinze ans. Le général Berger, de son côté, connaît bien la question des sous-officiers retraités avant 1948 et dont le classement indiciaire ne correspond pas aux mérites.

« Les manifestations auxquelles nous assistons ici ou là obéissent à un même processus de manipulations et de montages éditoriaux aux vertus. Il consiste même parfois à utiliser, au-delà des casernes, des militaires accomplissant leur service qui se réservent le plus souvent le confort de la clandestinité. »

« L'armée n'est pas l'ennemie des agriculteurs ; les agriculteurs ne sont pas les adversaires de l'armée. L'orientation que je propose, railleur, j'en suis sûr, tout le monde, à l'exclusion peut-être des professionnels de l'antimilitarisme ou de la manipulation politique, qui devront alors abandonner leur jeu et qui montreront que l'intérêt réel des paysans du Larzac n'est pour eux qu'un masque et un alibi. »

1976: l'année du choix

M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER (U.D.R.) exprime l'avis de la commission de la défense sur le budget des forces terrestres. « Nous ne connaissons pas encore, déclare-t-il, tous les détails de l'exécution de la troisième loi de programme, 1976 va marquer une pause en attendant la quatrième. Que sera celle-ci ? Je souhaiterais qu'elle soit articulée sur une conception modernisée de notre stratégie, sans donner dans le travers du perfectionnisme technologique. (...) Il y a une option à prendre ou bien nous ne consumerons à notre armée qu'une part aussi modeste de notre P.I.B. et alors nous allons vers l'armée de métier, ou bien nous doublons ce pourcentage; ou bien, encore, nous réduisons nos ambitions à la mesure de nos moyens. L'année 1976 sera celle du choix. »

M. MAURICE-BOKANOWSKI (U.D.R.), rapporteur pour avis des crédits de la marine, ne cache pas son inquiétude au sujet des restrictions envisagées, notamment dans le renouvellement des appareils de l'aviation embarquée. Le porte-hélicoptères à propulsion nucléaire serait certainement exportable, estime-t-il. Or aucun crédit ne figure pour sa mise en chantier.

On entend ensuite M. BERGEARD, secrétaire d'Etat à la défense. « Pourquoi suis-je là ? se demande-t-il. J'ai pas eu le temps, en quarante années de combat, d'être U.D.R., communiste ou autre chose. Je me considère comme en mission, la dernière de ma carrière. Elle m'a permis de assister au moment où était l'indice de traitement d'un général, ce dont je ne m'étais jamais préoccupé (...). »

« Rien sûr, le budget est faible. En quelques jours, j'ai appris à

EN CRÉANT L'ARAP

Des fonctionnaires veulent améliorer leurs relations avec le public

Depuis fort longtemps les rapports entre l'administration et les administrés ont préoccupé tantôt les pouvoirs publics, tantôt les usagers. Diverses tentatives ont été faites pour les améliorer.

Une initiative nouvelle et originale vient d'être prise par un groupe d'une cinquantaine de hauts fonctionnaires animés par MM. André Holleaux, conseiller d'Etat, et Paul Ripocha, chef de la mission Entreprises-Administration, et par Mlle Claude Bois, inspecteur des directions régionales de sécurité sociale.

« Le bâtiment des Invalides va être prochainement rendu dans sa totalité à ses titulaires eux-mêmes. C'est dans le cadre de ce mouvement que s'est posé le problème de l'implantation de la sécurité militaire. Les services de la sécurité militaire seront définitivement installés dans les bâtiments Saint-Thomas-d'Aquin, dont la réfection était prévue.

M. Michel Desmet, sous-préfet, est nommé directeur du cabinet de M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux P.T.T., en remplacement de M. Louis Boulet.

M. DESMET DIRECTEUR DU CABINET DE M. ACHILLE-FOULD

M. Michel Desmet, sous-préfet, est nommé directeur du cabinet de M. Aymar Achille-Fould, secrétaire d'Etat aux P.T.T., en remplacement de M. Louis Boulet.

Le second rapporteur, M. LEROUEZ (ind.), présente les crédits de fonctionnement des ars armées. Il rappelle les assurances qui viennent d'être déclarées en faveur du personnel militaire, et marque sa satisfaction.

Après le rapport de M. CHAZELLE (P.S.) sur le budget annexé des essences, on entend le ministre de la défense.

M. YVON BOURGES souligne l'effort de revalorisation qui a été décidé en faveur des retraités, les veuves et de leurs ayants droit. Pour les seuls retraités militaires, il en coûtera 460 millions à l'Etat.

« Bien sûr, le budget est faible. En quelques jours, j'ai appris à

PLACEMENT-PIERRE À AIX-EN-PROVENCE

Les studios de La Parade, aussi complets que compacts: un très bon investissement.



Aix, zone de plus-value. Notoriété. Université en plein essor. Croissance spectaculaire: Aix est en vedette pour un investissement immobilier.

Un ensemble résidentiel unique. Construite sur l'ancien hippodrome, la Résidence La Parade est magnifiquement située: sur portes d'Aix.

Petits, ils sont faciles à louer. Faciles à négocier. Et surtout... faciles à acheter: 13500 F.

Une rentabilité assurée par une convention de location d'une durée de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction.

La Résidence LA PARADE

Form for requesting information: Envoyez ce bon ou votre carte de visite à la Société des Grands Ports de France S.A., 24, rue de la Trémoille, 75008 Paris.

INVESTISSEZ DANS LA LAINE



Un costume en pure laine vierge, c'est une valeur sûre: la laine reste longtemps élégante, chaude, confortable comme au premier jour.

Woolmark: la laine vraie. Pour connaître le détaillant TEEN-MAN le plus proche, écrivez ou téléphonez à: COMPAGNIE GÉNÉRALE DU VETEMENT, 15, rue de la Banque, 75002 PARIS tél.: 261.52.00

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DEVANT LE GROUPE U.D.R.

Le problème de l'absentéisme à l'ordre du jour

M. Chirac insiste sur la nécessité de faire des choix

Le Parlement se languit, chacun en convient. Mais il est des députés, la majorité, semble-t-il, qui s'y résignent, voire s'en accommodent, alors que d'autres, une minorité, refusent de fermer les yeux devant ce qui leur apparaît comme une mort lente.

Personnellement, ces derniers élèvent la voix, préchant le sursaut dans un bémol, cycle trop souvent désert. Un incident, et ces Cassandre se dressent. Ainsi, mardi soir à l'Assemblée, il a suffi d'un vote à main levée, contesté par l'opposition, pour que soit soulevé, une nouvelle fois, le problème de l'absentéisme en séance publique.

Afin de contrecarrer les « stratagèmes » majoritaires « physiquement minoritaires », c'est-à-dire le recours, par le gouvernement, à des scrutins publics, M. Gau (P.S.) a demandé que soit appliqué, dans la suite du débat, l'article 62 du règlement de l'Assemblée, qui précise que « le vote des députés est personnel ».

An cours de la réunion du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, qui s'est tenue mardi 25 novembre, de 11 heures à 16 heures, M. Jacques Chirac a rappelé la nécessité de faire des choix dans une période de baisse mondiale de croissance à laquelle la France n'échappera pas. Énumérant les trois directions prioritaires arrêtées lors du dernier comité central de l'U.D.R. (le Monde du 25 novembre), à savoir la famille, les personnes âgées et la défense, le premier ministre a souligné la nécessité de ne pas maintenir les inégalités sociales dans une situation qui impose une certaine rigueur.

Mardi 25 novembre, l'Assemblée nationale examine le projet de loi relatif à la Sécurité sociale. Les écrivains des compositeurs de musique et des artistes créateurs, illustrateurs, graveurs, sculpteurs et graphistes.

M. Charles Bignon (U.D.R.), qui présidait la séance, estima nécessaire de consulter le bureau. M. Gau se déclara surpris qu'il faille procéder ainsi pour appliquer ce qui n'est, après tout, que le règlement. M. Bécam (app. U.D.R.) releva le manque de courtoisie de son collègue socialiste à l'égard des absents. Le président, lui, évoqua l'usage et l'habitude de votes émis au scrutin public et considérés comme des votes

personnels, les présents votant pour les absents. Autant de beaux discours qui laisseront M. Hamel (R.I.) indifférent. - Il est de fait, déclara-t-il, qu'un nombre considérable de lois sont votées en présence d'un nombre infime de parlementaires. Cet absentéisme nuit à l'exercice de la haute mission du Parlement.

Après avoir placé cette réunion sous le signe de la « responsabilité » et de l'« action », M. Claude Labbé, président du groupe, a ajouté qu'est venue « l'heure des choix politiques » et que l'U.D.R. est « décidée à les faire aboutir », qu'il s'agisse de la famille, des personnes âgées ou de la lutte contre les inégalités sociales.

Dans la discussion générale, M. RALITE (P.C., Seine-Saint-Denis) estime que les créateurs « ont été oubliés dans un état marginal ». « Ce texte, conclut-il, est la cause de la culture et de la justice sociale. Il repartie l'artiste dans la société ».

En séance de nuit, l'Assemblée repousse un amendement communiste qui rendait obligatoire la consultation des organisations syndicales et professionnelles intéressées avant la rédaction du décret déterminant les modalités d'application de la loi.

Le gouvernement propose ensuite une nouvelle rédaction de l'article 4, sous-amendée par la commission et adoptée par l'Assemblée. Les régimes complémentaires existants seront maintenus aussi longtemps que les bénéficiaires le souhaiteront.

SELON M. PINAY, M. GISCARD D'ESTAING « NE FAIT PAS ASSEZ DE PSYCHOLOGIE ». Dans une interview accordée au journal Le Réseau français, M. Antoine Pinay, ancien président du conseil, ancien ministre des finances du général de Gaulle, évoque en ces termes M. Valéry Giscard d'Estaing : « C'est un garçon très brillant. Mais il a un esprit mathématique et ne fait pas assez de psychologie ».

M. DURAFOR, ministre du travail, reconnaît que la protection actuelle est « trop complexe », parfois peu équilibrée. Il s'agit de la rendre « plus simple, plus juste et plus efficace » en élargissant et en améliorant la situation de tous les artistes créateurs. Leurs revenus seront assés à des salaires au regard de la législation sociale et ils bénéficieront de l'ensemble des prestations servies par le régime général, à l'exception des prestations espèces de l'assurance-maladie de l'assurance maternité et des accidents de travail, qui « ne répondent pas aux conditions de travail qui leur sont propres ».

Un amendement de la commission qui donne une définition plus précise des catégories intéressées : « Les artistes auteurs d'œuvres littéraires et dramatiques, musicales et chorégraphiques, audiovisuelles et cinématographiques, graphiques et plastiques ». Elle adopte également un amendement de la commission qui prévoit l'attribution au futur régime des artistes disposant de ressources insuffisantes (artistes en déficit se trouvant dans une période de pénurie) et la suite d'un contrôle de leur qualité d'artistes professionnels par une commission dans laquelle sont représentés les ministères intéressés et les organismes professionnels des artistes.

Après une intervention de M. ROHIER (R.I., Finistère), qui attire l'attention sur la situation des artistes de l'Opéra, « dont l'emploi est de plus en plus aléatoire », l'Assemblée adopte un amendement de la commission maintenant aux écrivains non salariés les prestations en espèces des assurances-maladie et maternité. Plusieurs orateurs regrettent que l'on n'accorde pas ces prestations à l'ensemble des artistes.

M. BORD : il n'est pas de bonno ou de mauvaise opposition. M. André Bord, secrétaire général de l'U.D.R., prenant la parole mardi 25 novembre au Havre, devant la fédération U.D.R. du Vaucluse, a déclaré : « Le parti socialiste se veut rassurant et cherche par tous les moyens à se démarquer du parti communiste, son frère, qui, à son tour, professe son indépendance de corps et d'esprit envers les partis communistes dont l'exercice du pouvoir a conduit à l'instauration de régimes totalitaires. Nous ne sommes pas dupes ! Nous sommes dans l'opposition et le danger d'une société collectiviste pèse sur la France, terre de liberté, c'est du fait de la progression des socialistes et des communistes ».

Prochaines séances : LE STATUT DE PARIS ET LE VOTE PAR CORRESPONDANCE. La conférence des présidents s'est établie mardi 25 novembre l'ordre du jour des prochaines séances de l'Assemblée nationale.

PRECISION. - Au terme de la discussion de la deuxième partie de la loi de finances pour 1976 à l'Assemblée nationale, il était indiqué dans un encadré paru dans le Monde du 21 novembre, d'une part, que l'exécutif net de ressources s'établirait finalement à 75 millions (116 millions ayant été dégagés au cours de la discussion) ; d'autre part, qu'un effort avait été consenti pour le réseau routier départementales, les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre et l'aide au carburant pour les pêcheurs. Cet effort, qui résulte du simple transfert de crédits existant, n'entraîne donc aucune dépense supplémentaire et n'affecte pas l'exécutable budgétaire.

Le premier ministre a déclaré : « Je trouve qu'aujourd'hui les hommes d'Etat cherchent trop la popularité à tout prix ». A propos de l'action du gouvernement, l'ancien président du conseil estime que « le gouvernement actuel fait trop de politique et pas assez d'économie politique ».

M. Pinay conclut : « Il faudra bien réagir tôt ou tard. Si on laisse les choses se dégrader, la situation va s'aggraver. Les mesures que l'on a prises ont été prises dans la liberté, mais elles ne peuvent être maintenues que dans un régime d'autorité. Il faut être d'accord sur la volonté aux Français pour qu'ils participent à l'effort de redressement. Le pire des maux serait la démagogie ».

MERCREDI 26 : projets sur allocation chômage des déjeunés libérés, la limite d'âge des fonctionnaires, le statut de la magistrature, les travailleurs familiaux, la protection des postales. JEUDI 27 : réforme foncière (deuxième lecture), projets sur la formation professionnelle continue et sur les infractions en matière de transport. VENDREDI 28 : questions orales. MARDI 2 DECEMBRE et MERCREDI 3 DECEMBRE : projet de réforme du statut de l'ars, suivi du projet modifiant le soda électoral pour Paris, Lyon et Marseille. JEUDI 4 : projets sur le vote et correspondance et sur la législation électorale dans les OM. VENDREDI 5 : proposition de loi de M. Neuwirth sur la ma-traitance, questions orales.

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a évoqué mardi 25 novembre, le congrès des radicaux « valaisiens » qui s'ouvrira à Lyon du 28 au 30 novembre, et les diverses tentatives de regroupement de la famille radicale. Condamnant « le retour aux garnouilles d'une époque révolue », M. Robert Fabre a déclaré : « Nous sommes dans l'opposition et entendons y rester. Nous avons des choses plus importantes à réaliser que la réunification des radicaux qui se fera un jour, mais à gauche, car les radicaux sont, de tradition, à gauche ».

Le bureau national a décidé en conséquence que les membres du Mouvement des radicaux de gauche ne devaient plus participer aux activités des Amitiés radicales dont le président, M. Achille Fickler, vient de donner sa démission au M.R.G., sa démission acceptée par le bureau national. Les dirigeants radicaux de gauche justifient leur décision par le fait que les Amitiés radicales, qui entendent œuvrer à la réunification de la famille radicale, ne regroupent plus que des radicaux se situant dans la majorité. De même, le bureau national unanime a condamné la renouveau du Comité Cadillac (le Monde du 20 novembre), comités aujourd'hui mort-nés : les deux représentants des radicaux de gauche - Mme Thome-Patenôtre, députée, et M. Brousse, sénateur - ont approuvé la décision de leur mouvement et ne participeront donc pas aux activités du comité recréé à l'initiative des Amitiés radicales.

LES RADICAUX DE GAUCHE ROMPENT AVEC LES « AMITIÉS RADICALES ». Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a évoqué mardi 25 novembre, le congrès des radicaux « valaisiens » qui s'ouvrira à Lyon du 28 au 30 novembre, et les diverses tentatives de regroupement de la famille radicale. Condamnant « le retour aux garnouilles d'une époque révolue », M. Robert Fabre a déclaré : « Nous sommes dans l'opposition et entendons y rester. Nous avons des choses plus importantes à réaliser que la réunification des radicaux qui se fera un jour, mais à gauche, car les radicaux sont, de tradition, à gauche ».

MEL. DIRECTEUR GENERAL 150.000 F. + intéressement Voiture PARIS. CHEF DES ACHATS ET DE L'ORDONNANCEMENT 80/100.000 F. NORMANDIE. Un laboratoire pharmaceutique français (30 M.F.) fabriquant et distribuant un produit de grande consommation, restructure ses opérations et recherche un directeur général... Filiale d'un groupe européen mondialement connu, une société française (CA 100 millions F, effectif 700) spécialisée dans la production et le vente d'équipements électroniques pour l'automobile recherche le chef de son service logistique...

Un crédit préférentiel. C'est parce que le Crédit Commercial de France est l'un des principaux associés du groupe constructeur, qu'il réserve aux acquéreurs de Barrault 69 un crédit spécialement étudié à des taux préférentiels. Test Qualitel. Mais dans l'achat d'un appartement, il n'y a pas que le prix qui compte. Barrault 69 s'est soumis volontairement au Test Qualitel, seule garantie officielle de la qualité d'un programme immobilier, et a accepté d'en publier les résultats. Venez sur place au 69 rue Barrault, Paris 13^e, entre 11 h et 19 h. Vous visiterez l'appartement témoin : tous ses éléments sont contractuels. Vous pourrez consulter les notes Qualitel obtenues par le programme. Vous serez convaincu. Prix fermes et non révisables, appartements en cours d'achèvement. SEFRI-CIME 538 52 52

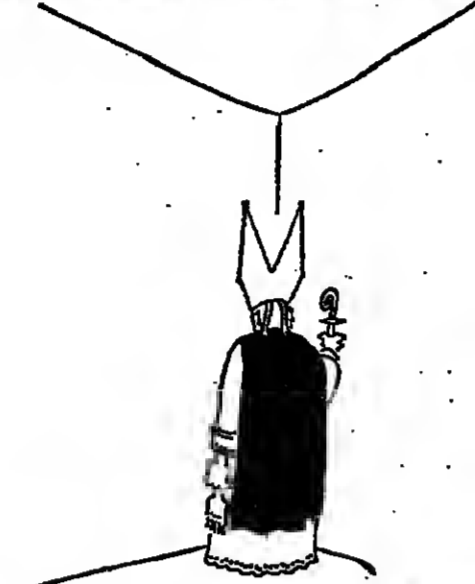
SAINT-D... par le... MERCE... JEUDI 27... MARDI 2 DECEMBRE... VENDREDI 5...

RELIGION

Le supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit désavoue publiquement les positions de Mgr Lefebvre

Le cercle se resserre autour de Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire d'Ecône (Suisse), désavoué en mai par Rome. Le nonce de Berne lui a remis, le 10 juillet dernier, une lettre autographe de Paul VI lui demandant un acte public de soumission et au concile, aux réformes postconciliaires et aux orientations qui engagent le pape lui-même.

Le cardinal Villot, secrétaire d'Etat, a enjoint au tribunal de la signature apostolique d'interdire tout recours dans le procès intenté à Mgr Lefebvre. En date du 15 novembre, le supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit (dont Mgr Lefebvre fut lui-même supérieur général de 1963 à 1968) écrit notamment, dans une lettre dont



(Dessin de KONK.)

Restée sans réponse, cette lettre a été suivie d'une deuxième, reçue le 10 septembre. Cette fois, Mgr Lefebvre a répondu en affirmant sa soumission au successeur de Pierre dans sa fonction essentielle, qui est de nous transmettre fidèlement le dépôt de la foi.

Mgr Lefebvre, qui avait demandé — à une date non précisée — une audience au pape, se l'est vu refuser. D'autre part,

le contenu vient d'être rendu public :

« 1) Mgr Lefebvre a fondé ses œuvres indépendamment de la congrégation ;

« 2) La congrégation a toujours été et reste entièrement étrangère aux évolutions et aux options des fondations de Mgr Lefebvre ;

« 3) Fidèles au concile Vatican II et à l'autorité de Paul VI, les membres de la congrégation ne peuvent qu'être en désaccord avec les prises de position de Mgr Lefebvre ;

« 4) Etant donné que la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X et les fondations qui en dépendent n'ont plus d'existence juridique depuis les mesures prises en mai dernier par les autorités compétentes de l'Eglise, le supérieur général et les autres supérieurs majeurs de la congrégation refusent à tout complot l'autorisation de rejoindre ces œuvres. Un membre de la congrégation qui passerait outre à cette interdiction le ferait de sa propre initiative, avec toutes les conséquences qui en découlent selon le droit et nos constitutions. »

Cette lettre a été formellement approuvée par le provincial de France et son équipe le 24 novembre.

Satan et le communisme

Mgr Marcel Lefebvre — né en 1905 — reconnaît que ses démêlés avec Rome lui ont valu quelques départs de son séminaire, mais que vingt-cinq nouveaux candidats au sacerdoce sont entrés à Ecône au début de l'année scolaire. Dans la lettre adressée récemment aux amis d'Ecône, Mgr Lefebvre, qui s'en prend notamment au passage au « libéralisme » de l'informateur religieux du Monde, affirme que le communisme est « le plus monstrueux erreur jamais sortie de l'esprit de Satan ».

« Le communisme, ajoute-t-il, a ses entrées officielles au Vatican et sa révolution mondiale est singulièrement facilitée par la non-résistance officielle de l'Eglise, bien plus, par des soutiens présents à la révolution, malgré les avertissements désemparés des cardinaux qui ont subi les poètes communistes. »

Précisons que la congrégation du Saint-Esprit compte quatre mille deux cents membres, dont huit cents frères, et qu'elle est implantée dans les deux Amériques et en Afrique noire. Cinq cent cinquante pères résident en France.

Mgr Etcheberry, archevêque de Marseille, vient d'être nommé par le pape évêque de la Mission de France, fonction qui lui revient en tant que président de la conférence épiscopale de France. Mgr Jean Rémond sera son auxiliaire. A noter que des jeunes de plus en plus nombreux sont attirés par la Mission de France.

Safari Moto 3 jours Tel-Aviv - Eilat - Charm el Cheikh
(Lic. 512A) 2.000 F

Israël en voiture : 3 jours, avion + voiture + hôtel... L.790 F
(Lic. 308A)

En Israël, la banlieue c'est le désert.

AIR FRANCE
Paris - Tel-Aviv - Eilat - Charm el Cheikh

119 Champs-Élysées, Tél. 235.00.00

LENTILLES DE CONTACT : des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous ?

Ne dites plus "je n'ose pas" : des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi" : chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir ?" : chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

L'Action catholique ouvrière ne trouve pas son compte dans le texte épiscopal de Lourdes

Après la Jeunesse indépendante chrétienne, l'Action catholique ouvrière (ACO) commente les décisions de l'épiscopat français prises à Lourdes en octobre dernier et tendant notamment à accorder une plus grande autonomie aux mouvements d'Action catholique (Le Monde du 31 octobre et du 14 novembre).

Dans un texte remis au Monde, l'ACO déclare notamment « ne trouver son compte ni dans la problématique adoptée par les évêques, ni dans les positions que lui attribuent habituellement les commentateurs ».

L'ACO précise que ses trente mille membres participent à des organisations politiques, syndicales et familiales que la classe ouvrière s'est données, qu'ils en vivent les débats, les tensions et les affrontements. « L'ACO se garde de désarmer quel que soit au sur d'un projet politique particulier ou au nom d'une fausse conception de l'unité ecclésiale. »

Lorsque les membres de l'ACO se retrouvent, ils n'ont pas besoin du mouvement pour faire des analyses, pour chercher des moyens de lutte, pour « prendre des positions politiques ». « Nous nous réunissons en communauté de croyants pour chercher Dieu. Un Dieu [...] qui aurait pris le visage de Jésus-Christ et qui se manifesterait aujourd'hui par les signes de son esprit au cœur du dynamisme du mouve-

ment ouvrier. Et cette Bonne Nouvelle, nous voudrions la partager avec l'ensemble des travailleurs, car déjà ils en vivent. »

L'ACO affirme avoir toujours refusé de chercher dans l'évangile un modèle de société, fût-ce le socialisme. « Que veut dire alors pour nous la « liberté laissée aux mouvements de faire de la politique » ? On voudra bien nous permettre de continuer à penser que notre foi doit se vivre jusqu'au cœur de la politique, mais que notre foi ne se confondra jamais avec un projet précis. »

Du 28 novembre au 1^{er} décembre
L'ÉVÊQUE DE LONDRES A PARIS

Mgr Gerald Ellison, évêque de Londres, accompagné de son épouse, fera une visite officielle à Paris du 28 novembre au 1^{er} décembre. Le prélat inaugurerait notamment la nouvelle église de Saint-Michel, 5, rue d'Aguesseau (8^e), terminée depuis juin dernier. Le 30 novembre, l'évêque présidera l'eucharistie de la communauté anglaise de Saint-George à 11 h. 15 à la chapelle de l'Institut de l'Assomption, 4, rue de Lubek (16^e).

SOCIÉTÉ

Les femmes chefs de famille réclament un revenu garanti

L'assemblée générale de la Fédération nationale des femmes chefs de famille a eu lieu les 22 et 23 novembre à Paris. Cette association, créée en 1967 à l'initiative de la Confédération syndicale des familles, à laquelle elle est rattachée, regroupe trois mille cinq cents veuves, divorcées et mères célibataires. Elle s'efforce, par un réseau de permanences d'information et au niveau de ses diverses instances de réflexion, de faire face aux problèmes matériels de toute nature que rencontrent les femmes seules qui ont des enfants à élever et de promouvoir un véritable statut de la femme chef de famille.

Pour éviter que « les conditions de vie des mères seules restent des plus précaires et souvent vouées à l'assistance », la Fédération réclame la mise en place d'une politique d'ensemble en faveur des femmes chefs de famille. Elle met l'accent sur les points suivants : « Un revenu minimum garanti pour tous, à chaque période de la vie de

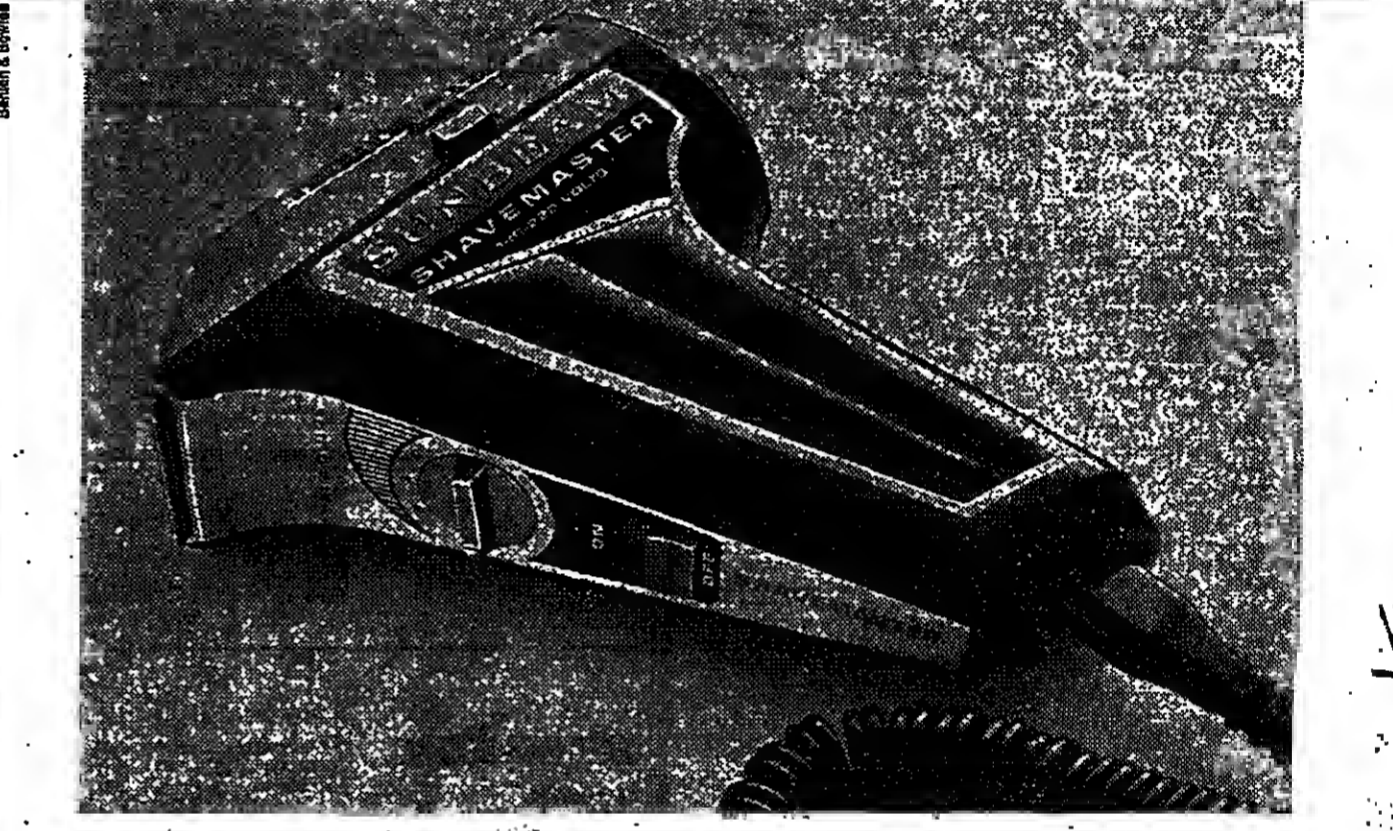
jamais des mères seules et de leur famille. Elle succède à Mme Yvonne Perré, présidente de la Fédération nationale des femmes de famille. Elle succède à Mme Paule Grail, qui en jusqu'à ce jour la présidente fondatrice. — M. K.

« Le mouvement Aide à toute détresse-Science et Service organise les 6 et 7 décembre, à Pierrelaye (Val-d'Oise) un « congrès des femmes du « quart-monde », à l'occasion de l'Année internationale de la femme. Le thème de ces deux journées, ouvertes à tous, et auxquelles participeront des familles des cités d'urgence, sera : « Une chance pour la femme du « quart-monde » ? »

* 122, avenue du Général-Leclerc, Pierrelaye (95).

médomanes.
le guide de la haute fidélité 75 76 est paru

promédit
34000-Montpellier



VOICI LE PLUS PERFECTIONNÉ DES PRODUITS DE BEAUTE POUR HOMME.

Etre bien rasé, se sentir bien rasé, c'est une espèce d'état de grâce.

Un état où on se sent propre, frais, léger, bondissant. C'est ce que vous apportera, à chaque rasage, le dernier rasoir de Sunbeam. Parce que tout y a été conçu pour que le rasage soit parfait. Chaque rasage.

Regardez-le un peu de près.

La grille :
fine, solide et bien dessinée. Une grille fine, c'est bien ; c'est même indispensable. Tous les rasoirs valent la finesse de leur grille. Seulement, une grille fine ça casse facilement. Tandis que la grille du rasoir Sunbeam est soutenue par des arceaux d'acier.

Etre est donc à la fois solide et très fine même (50 microns).

Quant au dessin de la grille, il a été étudié pour ne laisser aucune chance à vos poils, qu'ils soient courts ou plus longs. C'est pour cela que vous voyez des alvéoles, pour les poils courts, et des fentes, pour les poils plus longs.

Un moteur qui tourne à 9.700 tours/minute. C'est très simple, plus un moteur tourne vite, plus le poil est tranché net. Et 9.700 tours/minute, c'est beaucoup plus vite que les autres rasoirs.

Une nouvelle tondeuse qui s'adapte à tout. Pour la première fois, un rasoir électrique est équipé d'un guide de tondeuse réglable sur 5 positions. Vous réglez ce guide suivant la longueur souhaitée, et vous taillez vos moustaches, barbe et autres favoris, impeccablement. C'est une exclusivité Sunbeam.

Quand vous aurez le dernier rasoir de Sunbeam en main, vous aimerez aussi sa forme, car votre main le tient

tout naturellement, sans effort. Et vous verrez que tous ces perfectionnements ne sont pas des gadgets. Que votre confort tient à tout cela.

Le dernier rasoir de Sunbeam coûte 359 F. Votre bien-être ne le vaut-il pas ? Le dernier rasoir de Sunbeam s'appelle le SM 9.

Voici la liste des spécialistes chez qui vous trouverez déjà le SM 9.

Grands magasins : Bercy de l'Est de Paris Boulevard de la Chapelle Café Lafayette FNAC-Macys Nouvelles Galeries Printemps-Saint-Hippolyte Société 10, rue de Valenciennes 10, rue de Valenciennes 10, rue de Valenciennes	21. Carroussel - Ecole-Magasin 22. L'Éclair - Les Galeries 23. L'Éclair - Les Galeries 24. L'Éclair - Les Galeries 25. L'Éclair - Les Galeries 26. L'Éclair - Les Galeries 27. L'Éclair - Les Galeries 28. L'Éclair - Les Galeries 29. L'Éclair - Les Galeries 30. L'Éclair - Les Galeries 31. L'Éclair - Les Galeries 32. L'Éclair - Les Galeries 33. L'Éclair - Les Galeries 34. L'Éclair - Les Galeries 35. L'Éclair - Les Galeries 36. L'Éclair - Les Galeries 37. L'Éclair - Les Galeries 38. L'Éclair - Les Galeries 39. L'Éclair - Les Galeries 40. L'Éclair - Les Galeries 41. L'Éclair - Les Galeries 42. L'Éclair - Les Galeries 43. L'Éclair - Les Galeries 44. L'Éclair - Les Galeries 45. L'Éclair - Les Galeries 46. L'Éclair - Les Galeries 47. L'Éclair - Les Galeries 48. L'Éclair - Les Galeries 49. L'Éclair - Les Galeries 50. L'Éclair - Les Galeries 51. L'Éclair - Les Galeries 52. L'Éclair - Les Galeries 53. L'Éclair - Les Galeries 54. L'Éclair - Les Galeries 55. L'Éclair - Les Galeries 56. L'Éclair - Les Galeries 57. L'Éclair - Les Galeries 58. L'Éclair - Les Galeries 59. L'Éclair - Les Galeries 60. L'Éclair - Les Galeries 61. L'Éclair - Les Galeries 62. L'Éclair - Les Galeries 63. L'Éclair - Les Galeries 64. L'Éclair - Les Galeries 65. L'Éclair - Les Galeries 66. L'Éclair - Les Galeries 67. L'Éclair - Les Galeries 68. L'Éclair - Les Galeries 69. L'Éclair - Les Galeries 70. L'Éclair - Les Galeries 71. L'Éclair - Les Galeries 72. L'Éclair - Les Galeries 73. L'Éclair - Les Galeries 74. L'Éclair - Les Galeries 75. L'Éclair - Les Galeries 76. L'Éclair - Les Galeries 77. L'Éclair - Les Galeries 78. L'Éclair - Les Galeries 79. L'Éclair - Les Galeries 80. L'Éclair - Les Galeries 81. L'Éclair - Les Galeries 82. L'Éclair - Les Galeries 83. L'Éclair - Les Galeries 84. L'Éclair - Les Galeries 85. L'Éclair - Les Galeries 86. L'Éclair - Les Galeries 87. L'Éclair - Les Galeries 88. L'Éclair - Les Galeries 89. L'Éclair - Les Galeries 90. L'Éclair - Les Galeries 91. L'Éclair - Les Galeries 92. L'Éclair - Les Galeries 93. L'Éclair - Les Galeries 94. L'Éclair - Les Galeries 95. L'Éclair - Les Galeries 96. L'Éclair - Les Galeries 97. L'Éclair - Les Galeries 98. L'Éclair - Les Galeries 99. L'Éclair - Les Galeries 100. L'Éclair - Les Galeries	101. L'Éclair - Les Galeries 102. L'Éclair - Les Galeries 103. L'Éclair - Les Galeries 104. L'Éclair - Les Galeries 105. L'Éclair - Les Galeries 106. L'Éclair - Les Galeries 107. L'Éclair - Les Galeries 108. L'Éclair - Les Galeries 109. L'Éclair - Les Galeries 110. L'Éclair - Les Galeries 111. L'Éclair - Les Galeries 112. L'Éclair - Les Galeries 113. L'Éclair - Les Galeries 114. L'Éclair - Les Galeries 115. L'Éclair - Les Galeries 116. L'Éclair - Les Galeries 117. L'Éclair - Les Galeries 118. L'Éclair - Les Galeries 119. L'Éclair - Les Galeries 120. L'Éclair - Les Galeries 121. L'Éclair - Les Galeries 122. L'Éclair - Les Galeries 123. L'Éclair - Les Galeries 124. L'Éclair - Les Galeries 125. L'Éclair - Les Galeries 126. L'Éclair - Les Galeries 127. L'Éclair - Les Galeries 128. L'Éclair - Les Galeries 129. L'Éclair - Les Galeries 130. L'Éclair - Les Galeries 131. L'Éclair - Les Galeries 132. L'Éclair - Les Galeries 133. L'Éclair - Les Galeries 134. L'Éclair - Les Galeries 135. L'Éclair - Les Galeries 136. L'Éclair - Les Galeries 137. L'Éclair - Les Galeries 138. L'Éclair - Les Galeries 139. L'Éclair - Les Galeries 140. L'Éclair - Les Galeries 141. L'Éclair - Les Galeries 142. L'Éclair - Les Galeries 143. L'Éclair - Les Galeries 144. L'Éclair - Les Galeries 145. L'Éclair - Les Galeries 146. L'Éclair - Les Galeries 147. L'Éclair - Les Galeries 148. L'Éclair - Les Galeries 149. L'Éclair - Les Galeries 150. L'Éclair - Les Galeries
---	--	--

مکان الکترونیک

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

Le prix d'une maîtrise au CELSA

M. Charles-Pierre Guillebeau, professeur à l'université de Paris-Sorbonne, directeur du Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées (CELSA)...

appartient d'avoir le souci constant de la formation des hommes et, partant, de disposer des moyens les mieux appropriés, comme celui de décerner un titre universitaire...

Un nouveau projet d'organisation du deuxième cycle universitaire va être présenté par M. Soisson

Un nouveau projet de réglementation des études universitaires de deuxième cycle (1), mis au point par le secrétaire d'Etat aux universités...

Les titulaires du diplôme d'études universitaires générales (DEUG), correspondant à la fin du premier cycle...

Comment ce projet sera-t-il accueilli par le C.N.E.S.E.R. ? Celui-ci montrera vraisemblablement peu d'enthousiasme...

APPRENEZ L'ANGLAIS REGENCY

REGENCY RAMSGATE, KENT G.B. ou Mme BOUILLON, 4, r. de la Persévérance, 25-Sarabando

AIDE-MEMOIRE DUNOD Banque 35 F Assurances 23 F Responsabilités 23 F Exportation 28 F Aspect financier et administratif 28 F Aspect commercial 28 F Organisation 38 F

INITIATION A LA LANGUE PORTUGAISE PARLEE AU BRÉSIL

PARENTS - ÉLÈVES Il n'y a pas de mauvais élèves au MATH. Il n'y a que des élèves qui n'ont pas compris ou pas retenu.

LES AUDIO-MANUELS CASSENTIEL L'ESSENTIEL EN CASSETTE

NOUVEAUTES Droit Les règles matrimoniales, par Pierre Spierl. Successions, libéralités, par Pierre Spierl.

Formation permanente L'Informatique, par René Moreau et Pierre Demarne.

MÉDECINE

En Grande-Bretagne

NOUVELLES MENACES DE GRÈVE DES MÉDECINS DES HOPITAUX

Londres (A.F.P., A.P.). — Les représentants des cinq mille médecins résidents des hôpitaux et des six mille six cents spécialistes britanniques...

Rectificatif

L'ASSISTANCE PUBLIQUE LES DOUBLES ET L'ORTHOGRAPHE

ans notre première édition du 26 novembre, une phrase a été par suite d'une erreur orthographique a laissé sans nom l'auteur...

Promex constate que ses appartements sont recherchés pour 4 raisons principales :

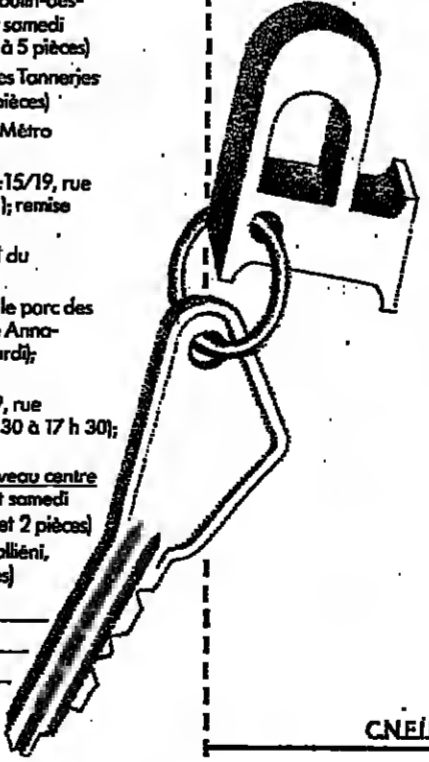
- Le choix des emplacements: Il est vrai que Promex construit, dans Paris ou près de Paris, dans des quartiers vivants... Les proportions raisonnables des immeubles: Les 40 immeubles réalisés par Promex sont tous à l'échelle humaine... Le sérieux de la construction: Les architectes, les entrepreneurs vous le confirmeront.

PROGRAMMES EN COURS

- 12° entre les stations de métro Reuilly-Diderot et Gare de Lyon; 21, rue Crozatier; remise des clés fin 1976 (Studio à 5 pièces) 13° près de la Place d'Italie, côté bd Blanqui; 10/12, rue du Moulin-des-Prés...

M. adresse _____ désire recevoir une documentation sur le ou les immeubles cochés ci-dessus pour : St. 2 p. 3 p. 4 p. 5 p. 6 p.

Promex 65, rue Rennequin, 75017 Paris. Tél. 755.82.10



L'organisation de vos voyages a pu être perturbée au début du mois. Nous tenons donc à vous préciser que tous les vols Air France, longs et moyens-courriers, sont exploités normalement depuis le 16 Novembre. Vous pouvez réserver vos places sur l'ensemble de notre réseau auprès de votre Agent de voyages ou d'Air France (tél. 535.61.61 ou 535.66.00).

Nos services seront attentifs à ce que vos prochains voyages se déroulent à votre entière satisfaction.

II AIR FRANCE

Estimez-vous votre entreprise "trop petite" pour un ordinateur IBM?

...Ce fabricant de coffrets qui emploie 130 personnes en utilise un.

FRANCE-COFFRETS, une entreprise fabriquant des coffrets de présentation pour confiserie, jouets, accessoires de couture, etc.

Son effectif: 130 personnes, 6000 articles référencés. M. Poisson, responsable de la société, s'intéressait depuis longtemps à l'informatique. La croissance rapide de ses affaires l'incita peu à peu à mieux s'organiser et, pour l'aider, il décida de s'équiper d'un petit ordinateur IBM.

Installé depuis trois ans et bien accueilli par tous, l'ordinateur assure aujourd'hui l'ensemble de la gestion commerciale: émission de bons de livraison chiffrés et facturation simultanée favorisant une vente directe aux utilisateurs, tenue

des comptes clients (liste des impayés et relances), calcul des prix de revient, statistiques commerciales par département, gestion des stocks, ainsi que le routage et la paie du personnel.

Pour M. Poisson, l'informatique n'est pas un grand mot, mais une réalité quotidienne présentant de nombreux avantages: diminution de la «paperasserie», recherche plus facile de l'information voulue, gain de temps dans l'établissement des documents, meilleure organisation administrative et, dans l'ensemble, contribution efficace au bon développement de l'entreprise.

Ce que l'ordinateur fait chez ce fabricant de coffrets, il peut le faire dans toutes les entreprises de taille comparable. Pourquoi pas dans la vôtre?



IBM Pour les petites entreprises comme pour les grandes.

Division des Systèmes de Grande Diffusion - Soc 3002 - 21 rue des Bonnardais - 75001 Paris

PRESSE

POINT DE VUE

UNE culture est-elle pour le journaliste une arme ou une encombrante armure ?

Pour saisir le sens de l'actualité aujourd'hui, faut-il auparavant avoir beaucoup appris et compris ou est-il plus efficace de se contenter des données sans lesquels il n'y a pas de journaliste ? curiosité, instinct, vitesse et liberté du regard, respect quasi sacré du fait. Un journaliste peut-il ne pas avoir de mémoire et d'archives mentales ? Peut-il se passer d'une culture ?

Qu'est-ce qu'une culture ? Tantôt une réponse: c'est un système de références. L'homme cultivé est celui qui peut, en face d'un fait, d'une opinion, d'une forme (sonore, visuelle ou poétique), affirmer une identité et une permanence, opposer une épaisseur et une cohérence, formuler un jugement.

La force de l'homme cultivé ne repose pas seulement sur une masse de connaissances qui lui feraient reconnaître l'objet perçu, mais surtout sur une aptitude et une méthode permettant d'aborder ce qui est nouveau ou différent et de ne pas s'y dissoudre.

Une culture peut s'acquérir à partir de sources très diverses, dont les études et les informations de deuxième main ne sont pas nécessairement les plus sûres. Les expériences qu'apportent et apportent encore la maîtrise d'un métier, la pratique de la nature et de la société, l'exercice d'un sport, peuvent aussi s'épanouir en culture. L'esprit et le jugement trouvent alors où s'ancrez.

Dans un monde où profitèrent et s'entrechoient les informations, les objets nouveaux, les modes; dans

JOURNALISME ET CULTURE

par PHILIPPE VIANNAY (*)

une société fondée sur de multiples hiérarchies laissant peu de place à l'initiative et à la responsabilité et quadrillée de trames qu'ordonnent des pouvoirs anonymes; dans une vie privée de plus en plus nomade et peu soutenue par des solidarités de voisinage, la culture devient plus que jamais une condition de survie. Sans capacité d'établir une distance entre soi et ce qu'apporte à chaque instant l'actualité, l'homme d'aujourd'hui — le journaliste plus qu'aucun autre — perd toute constance et ne connaît plus aucune stabilité de l'esprit. Il ne peut plus dire un « oui », un « non » ou un « peut-être » qui soient fondés sur autre chose que le sensation au moment.

A cela s'ajoute le déséquilibre croissant entre le pouvoir exécutif et les pouvoirs représentatifs, tandis que se compliquent à l'extrême les circuits de la décision. Le Parlement, en particulier, n'est plus, sauf pour les grands débats où les enjeux apparaissent clairement, le lieu obligé où se discutent les formes nouvelles de la société. Le citoyen risque de rester seul face aux déterminants qui l'écrasent.

Dans tout ce contexte le rôle de la presse, et donc des journalistes, peut être considérable si la condition d'avoir le tête solide et de ne pas se contenter de flotter comme un bouchon sur l'événement. Véhicule essentiel de culture, médiateur entre le public et les pouvoirs, moyen privilégié de faire connaître l'action officielle et d'en faire apparaître les conséquences, la presse se doit aussi d'être à l'écoute de tous les groupes intermédiaires, sociaux ou culturels, traditionnels ou spontanés, comme de chacun des citoyens, notables ou individus perdus dans la masse. La presse conditionne plus que jamais la vie démocratique et devient même trop souvent son recours ultime: clarification de choix enfouis dans la complexité de formulations inutilement savantes ou dangereusement banales, voix de ceux qui ne peuvent se faire entendre, conscience de l'opinion. Encore faut-il qu'elle en soit capable.

Trois dangers guettent alors le journaliste, s'il n'est pas doté d'une venue et d'un esprit culture. Lui permettant à la fois de capter les moindres signes et de garder une distance sereine.

Le premier est de ne s'arrêter qu'à la surface des choses, parce qu'il n'est pas même capable de comprendre les enjeux ou qu'il n'en a pas le temps. Cus de plaintes justifiées de hauts fonctionnaires ou de divers responsables sociaux de communiquer avec le public sur des

sujets essentiels et qui violent propos déformés, vides de leur sens, rendus absurdes; ou qui simplement ne parviennent pas à se faire lire et à retenir l'attention.

Le second consiste à devoir simple raisie entre les pouvoirs le public. Le journaliste se voit de braquer le projecteur sur l qui lui est présenté et, souvent sachant pas se recevoir du détour d'un texte une dispa essentialle, endormir le lecteur un commentaire rassurant. Plus vement, même de consciencieu cialistes deviennent, sans s'en rendre compte, complices de leurs, ces, et une véritable symbiose, bit entre Informateurs et journe Forts contents l'un de l'autre, et et aussi-là commencent alors di compétence, mot bien franc qui masque sous sa suffisance d'insuffisance.

La troisième consiste à prè un manichéisme tout aussi co ble et qui dispense de l'effc savoir véritable. Tout devient texte à dénonciation, amerun démonstration. Le journaliste se au prétexte ou se comporte o un idéologue en mission. L'ac n'est plus que le croc où sup son obsession ou sa marche. La propos prétend à démythifi problèmes, à faire découvrir l sort caché de l'événement et é rar le lecteur; il ne fait que r sa richesse à le rélé.

Pouvoir donc, tout en se plaie à faire vendre, être une rence pour le lecteur parce a en soi la capacité de c même dans un tourbillon d'ni tions et de mesurer à chaque l dans l'événement qui passe ou la décision qui se lèpre. Implications au présent et leur d'avenir: pouvoir aussi, quand faut, s'opposer et combattre, d redire, tel est le pari impossibi posé au journaliste. Une mené le tenir quand même — saché n'y a pas de culture, si vaste elle, qui puisse ne se nourri d'elle-même — est de se placer une exigence de formation co et de se méfier de tout savoir constamment renouvelé ou troj tonné dans un seul domaine. E faut-il que le besoin en soit re par les journalistes dont le l pourtant requiert la culture l difficile qui soit, celle de l'acu

Un pays démocratique ne vivre longtemps sans échanges tables. Si le pari n'est pas tenu, la presse, par quels canaux travers quels dangers se forme e'exprimer l'opinion ?

(*) Vice-président du Centre formation et de perfectionne des Journalistes.

En Italie

Création d'un quotidien de centre gauche la

De notre correspondant

Rome. — Un nouveau quotidien, la Repubblica, paraîtra en Italie à partir du 15 janvier 1976. Il est lancé conjointement par l'hebdomadaire L'Espresso et le groupe

Mondadori, lequel contrôle important secteur d'édition plusieurs périodiques dont L'Espresso et Panorama.

Parmi les soixantaine de r teurs que comporte la Reput figurent des journalistes co comme Eugenio Scalfari, q sera le directeur; Andrea bato (vice-directeur); Luigi lega; Mario Pisanì et Pi Pierini.

A propos du conflit du « Parisien libéré »

« LE MARBRE ET LA PLUME » Si les lecteurs du Monde ont eu le privilège de suivre, depuis dix mois, l'évolution du conflit du Parisien libéré à travers les informations que nous avons publiées, Serge Griffoeur a pensé, non sans raison, que beaucoup d'au tres en ignoraient les causes profondes.

Le livre de Serge Griffoeur, qui journaliste depuis 1948, a collaboré au Parisien libéré jusqu'au mois de juin 1975, a le grand mérite de rassembler les principales pièces du dossier, de les remettre en mémoire, alors même que le conflit menace de s'enlisar dans les sables de l'indifférence générale. Qui connaît ces fautes et annexes techniques qui ont servi de détonateur au conflit ?

Au-delà, comme l'écrit Paul Merle dans la préface, certains lecteurs « pourront déplorer que le portrait d'Emilien Ansaury ne fut pas plus poussé dans le sens de la charge ou que le point de vue des ouvriers du Livre ne fut pas défendu avec plus de solidité ».

Le ton un peu trop révérenciel du livre de Serge Griffoeur affaiblit en effet son témoignage. Négligeant l'aspect éminemment politique pris désormais par le conflit, il renvoie les antagonistes des à des. S'interrogeant à peine sur le « produit Parisien libéré », en fonction d'une certaine conception de la presse, il souhaite qu'une solution rapide soit apportée à ce conflit du travail, pour assurer « l'avenir d'une grande entreprise ». Est-ce si simple ?

Ce journal, publié simultanément à Rome et à Milan grâce à deux rédactions e système de télé-transmission revendiquera la qualité de « bidien national » dans un où le caractère régional des p catious est très marqué. Son mat sera légèrement plus que celui du Monde, et la nation n'excèdera pas une taine de pages. C'est dire qu'il n'aura pas le même tirage global de dix mille cent soixante-douze mille exemplaires. Mais la rédaction en se rattrape en ne publiant peu de photographies et en trant tous ses efforts au politique, l'économie et la ture. Les faits divers et les le ne seront traités que dan mesure où ils auront une sig cation particulière et se r cherrent à ces trois rubriques.

Ce quotidien, « profondé ment sélectif », s'adressera aux cas avec l'ambition d'être « le l val de la gauche italienne ». F les projets ultérieurs figure création d'une « association amis de la Repubblica » pour participer les lecteurs à la ma du journal.

L'Espresso et Mondadori dément chacun 50 % des part est prévu à milliards de lire (soixante-sept millions de francs) au cours des trois années. L'objectif est de teindre, au terme de cette péri une diffusion effective de cinquante mille exemplaires.

Le Marbre et la Plume, Tama éditeur, 4, rue de la Michodière, 75002 Paris. Prix : 25 F.

مكتبة الأمل

JUSTICE

INCARCÉRÉ A LA MAISON D'ARRÊT DE RENNES

M. André Louazel a interjeté appel

De notre correspondant

Rennes. — An nom de son client, M. André Louazel, entrepreneur de travaux publics et maire de La Bouëzière — placé en détention lundi 24 novembre à la maison d'arrêt de Rennes, — le bâtonnier de Siguay a interjeté appel de cette décision de Mme Brigitte Burdeau, juge d'instruction. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes doit statuer jeudi 27 novembre, à 9 h. 30, sur la demande de mise en liberté de M. Louazel.

An nom du bureau rennais, le bâtonnier de Siguay s'est déclaré ému des atteintes à la liberté individuelle provoquées par l'incarcération de la détention provisoire.

M. JEAN FOYER RECLAME LA LIMITATION DE LA DETENTION PROVISOIRE

M. Jean Foyer, député U.D.R. du Maine-et-Loire et président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a déposé, mardi 25 novembre, une proposition de loi que le groupe U.D.R. a approuvée instamment un « habes corpus » à l'Assemblée de l'Assemblée nationale. La proposition de loi vise à limiter la durée de la détention provisoire. Elle prévoit que la durée de la détention provisoire ne peut excéder 45 jours, sauf prolongation exceptionnelle de 15 jours, et que la durée totale ne peut dépasser 60 jours.

Dans l'exposé des motifs qui accompagne cette proposition, son auteur souligne qu'« l'exception de la présomption d'innocence, la détention provisoire doit être exceptionnellement ordonnée, surtout en matière correctionnelle ». Après avoir indiqué que « certaines applications faites de la loi traduisent la volonté du législateur de limiter la durée de la détention provisoire », il conclut que « le renforcement des garanties de la liberté individuelle » est « d'autant plus nécessaire que certaines décisions sont motivées moins par les circonstances de la cause que par une organisation dont le caractère et les conditions ne sont mystérieux pour personne ».

N.D.L.R. — M. Foyer, ancien garde des sceaux, du 15 avril 1962 au 1^{er} avril 1967, n'avait jamais, jusqu'alors, manifesté son active sympathie à ceux qui ont à souffrir des abus de la détention provisoire. Sa révolte d'aujourd'hui, qui pourrait apparaître tardive, n'est évidemment pas sans relation avec les décisions prises par divers ministres, au cours des dernières semaines, à l'encontre de chefs d'entreprise. L'organisation que le député de Maine-et-Loire met en cause est le Syndicat national de la magistrature, qu'il avait critiqué en termes très vifs dans un article publié par « Le Figaro » le 2 octobre 1975. — R.B.

soire : de telles mesures ne devraient, selon lui, être employées que dans des cas extrêmement graves. Or, il estime que le dossier du double accident mortel qui s'est produit dans la carrière de La Bouëzière, vendredi 21 novembre, ne présente pas ce caractère. Si l'ordre public a été troublé, a dit M. de Siguay, il semble bien que ce soit par l'arrestation du maire.

Les prises de position se sont multipliées dans la journée de mardi. En premier lieu, trois conseillers municipaux sur dix ont voté une motion affirmant leur soutien au maire et exigeant sa libération; cette motion a été adoptée par une délégation du conseil municipal au sous-préfet de Rennes. De leur côté, une quarantaine d'ouvriers de l'entreprise Louazel se sont rendus à la préfecture d'Ille-et-Vilaine pour demander la mise en liberté de leur patron. Un cahier de pétitions en faveur de M. Louazel, ouvert à la mairie de La Bouëzière, n'a toutefois recueilli que quarante signatures sur les deux mille cinquante habitants que compte la commune.

Reactions passionnées

Enfin, dans la soirée, les maires du canton de Laffré, dont fait partie La Bouëzière, se sont réunis pour examiner le problème posé par l'incarcération de M. Louazel, une incarcération qui suscite dans cette localité des réactions passionnées. « Quant à une femme de ménage pisseuse dans l'escalier, son employeur finira par se retrouver en prison », s'exclamait par exemple un chaud partisan du « camp » patronal.

Quant à l'union patronale interprofessionnelle de Bretagne, elle a adressé une lettre au garde des sceaux pour protester contre la détention de M. Louazel; dans cette lettre, les patrons d'Ille-et-Vilaine s'élevaient contre « l'abus de droit qui vient à nouveau d'être commis dans l'incarcération de M. Louazel » et demandent que cessent de tels abus, qui sont une parole de désespoir et de révolte, et qui ont à tout jamais l'esprit d'entreprise en Bretagne.

D'autre part, au cours d'une conférence de presse, l'union départementale du syndicat C.G.T. d'Ille-et-Vilaine a annoncé qu'elle se constituait partie civile dans cette affaire. Elle a aussi dénoncé « la levée de boucliers qui se fait de côté patronal, non pas parce qu'il y a eu des morts, mais parce que l'un d'entre eux a été incarcéré ».

Le casier judiciaire de Catherine Leguay

M. Valéry Giscard d'Estaing déclarait, en juillet 1974, que l'on ne devait pas « ajouter d'autres sanctions à la détention ». Deux semaines plus tard, en rencontrant des détenus à Lyon, le président de la République indiquait que le régime pénitentiaire, alors en préparation, « supprimerait l'exigibilité du casier judiciaire, sauf cas exceptionnel ». Un an après, une partie des mesures de libéralisation annoncées ont été inscrites dans la loi et, récemment encore, M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, faisait part au conseil des ministres de mesures d'aménagement du casier judiciaire.

Pourtant, au même moment, Mlle Catherine Leguay a été licenciée par l'administration de l'université Paris-VII, qui l'avait engagée en octobre au secrétariat du laboratoire d'anthropologie de l'Observatoire de Meudon. Ancienne étudiante, condamnée pour vols, cette jeune femme a reçu, le 6 novembre, cette lettre signée par le secrétaire général de l'université : « Je reçois aujourd'hui votre bulletin n° 2 de casier judiciaire et apprend ainsi que vous êtes condamnée [...] Je suis dans l'obligation de mettre fin à votre stage (en vue d'engagement définitif) à dater du 10 novembre 1975 ».

Cette décision se rapporte aux règles de la fonction publique qui ont toujours été des plus restrictives à l'égard des anciens condamnés et la demeurant à l'évidence, alors que l'Etat se doit de montrer l'exemple et que le gouvernement ne cesse d'affirmer sa volonté d'assurer la réinsertion sociale et le droit au travail des anciens détenus.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O., le F.E.M., le SNE-SUP, le Syndicat des enseignants de France et le Syndicat de la magistrature ont protesté contre ce licenciement et les contradictions qu'il leur apparaît. Ces organisations notent que cette

Le casier judiciaire de Catherine Leguay

mesure a été prise par M. Michel Allou, président de Paris-VII, alors que ce dernier, en 1972, avait participé à une campagne pour le recrutement par l'université de M. Alain Gelsmar, qui venait de subir une peine de dix-huit mois d'aménagement et dont le secteur de Paris refusait l'engagement.

A cette occasion, le conseil de l'université avait publié une motion soulignant que pour la première fois l'une des règles du recrutement des fonctionnaires (possession des droits civiques) était considérée comme applicable à tous les autres agents de la fonction publique, notamment aux agents contractuels (ce qui est le cas de Mlle Leguay). Les signataires laissent remarquer que cette extension, en dehors du cas de M. Gelsmar, « priverait les établissements publics de la possibilité de donner un emploi à d'anciens détenus ».

Dans l'exposé des motifs de la loi du 11 juillet 1975 modifiant le droit pénal, les « inconvénients » que présente l'utilisation des extraits de casier judiciaire sont clairement dénoncés et l'on peut y relever cette phrase : « La personne qui a purgé sa peine est entravée dans son reclassement professionnel par cette trace dont elle ne peut se débarrasser et cette entrave est fréquemment une cause de récidive ».

Dans deux questions écrites au ministre de la Justice et au premier ministre, M. Guy Ducloux, député des Hauts-de-Seine (P.C.), demande, à propos du licenciement de Mlle Leguay, que le statut des fonctionnaires soit mis en conformité avec le texte et l'esprit de la loi du 11 juillet. Car effectivement, les emplois de la fonction publique restent fermés aux anciens condamnés par la communication aux administrations du bulletin n° 2 du casier judiciaire et l'application du statut général des fonctionnaires. — F. C.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Détenus et prévenus : protection sociale acc...

Mardi 25 novembre, en séance de nuit, l'Assemblée examine le projet de loi reconnaissant aux détenus et aux prévenus qui travaillent un droit à l'assurance-vieillesse. Il s'agit de l'un des trois textes relatifs aux droits sociaux des détenus, actuellement soumis au Parlement.

À l'heure actuelle, ni les prévenus ni les condamnés n'ont droit à l'assurance-vieillesse. Le projet de loi a donc deux objets : (1^{er}) le maintien des droits à l'assurance-vieillesse qui peuvent jouir les prévenus à la triple condition qu'ils aient la qualité d'assurés sociaux au moment de leur incarcération; qu'ils aient travaillé au moins pendant un an, non lié au terme de leur détention provisoire; (2^e) l'ouverture de droits nouveaux à l'assurance-vieillesse dans le régime général au profit des détenus, prévenus ou condamnés qui exécutent un travail pénal.

M. GISSINGER (U.D.R.), rapporteur de la commission des affaires culturelles, relève que ce texte permettra au prisonnier de s'assurer par ses cotisations une pension convenable, pour un peu qu'il ne soit calé dans la prison. Cette pension lui évitera de recourir à l'assistance de l'Etat. Elle devrait donc, estime le rapporteur, contribuer au maintien des liens conjugaux pendant la détention et à la réinsertion sociale du détenu. M. GISSINGER précise, par ailleurs, que les dépenses de 1974 ont atteint 80 millions aux cotisations.

Pour M. DURAFOUR, ministre du travail, les mesures proposées devraient limiter les détenus à exercer une activité et les responsables des maisons d'arrêt à développer le travail pénal qui a généralement une influence bénéfique sur le comportement des détenus.

Dans la discussion générale, M. LABORDE (P.S. Gers) juge le projet insuffisant car il ne garantit pas vraiment un droit à la retraite. Il estime indispensable de permettre à l'ensemble des détenus de travailler. Dans la discussion des articles, l'Assemblée a adopté plusieurs amendements et décide notamment d'affilier tous les détenus au régime général; ce faire

prendre en charge par le national de l'emploi les conditions de formation professionnelle; de ne pas pénaliser les prévenus qui ont choisi de travailler en prison; d'étendre le champ d'application de la loi DOM-TOM. Le gouverneur précise que le texte s'appliquera au plus tard à compter du 1^{er} janvier 1977.

Dans les explications de M. HAMEL (R.I.) souligne ce projet ne sera pas populaire mais qu'il importe d'offrir notre solidarité avec les détenus. Le texte est adopté par l'Assemblée. La séance est levée à 23 h. 55.

LA POLEMIQUE CONTINUE AUTOUR DE LA REPRÉSENTATION NATIONALE DES AVOCATS

Le Syndicat des avocats de France s'oppose à la création d'un conseil national en déclarant, au communiqué qu'il a publié, qu'il ne veut pas être représenté par un organe mandaté et autoritaire du Vainqueur national des médias qui serait peiné sur les avocats. Le syndicat s'oppose à ce qu'il soit l'expression indépendante des ordres locaux et des organisations professionnelles. Le conseil national des avocats de France est une « mise en place » et ajoute que cette proposition intervient au moment où, dans d'autres professions, les ordres nationaux et conseils nationaux ont été supprimés de leur conservatisme leur incapacité (...) et en dépit de leur commodité pour pouvoir.

Le mouvement d'action juridique (MAJ) rejette également le projet, selon cette organisation, « apparaît comme un mode d'assurer un contrôle plus étendu sur les ordres ». Le MAJ dénonce, d'autre part, le projet de réforme du stage, car il s'agit d'une « politique sélective qui vise à éliminer les candidats les moins compétents ». Le MAJ recherche de la « soumission pour voir ».

Un groupe de gendarmes mobiles.

Mme Janine Dulac, qui avait été arrêtée à la suite d'un article paru le 5 août 1974, est condamnée respectivement, mardi 25 novembre, à 4 000 et 2 000 francs d'amende par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris. De leur côté, MM. Georges Bernier, directeur de « Charlie-Hebdo », et René Roussel, auteur d'un article paru le 9 août 1974, ont été condamnés à 1 500 francs d'amende chacun.

Les deux articles relatifs à la chute d'un jeune détenu de Fleury-Mérogis réfugié sur la toit lors d'une révolte qui s'était produite pendant la nuit du 27 au 28 juillet. Leurs auteurs prétendaient que les C.B.S. avaient obligé le garçon à lâcher prise; en réalité, l'intéressé, venu témoigner à l'audience, a indiqué qu'il s'était lui-même jeté dans le vide à l'ar-

rière d'un groupe de gendarmes mobiles.

Le ministre de la Justice a déclaré mardi 25 novembre dans une plus grande prison de New York, située dans l'île Riker sur l'East-River, mille deux cents détenus sur les 2 940 du pénitencier, armés de machettes à baïonnette et pris en otages cinq jours et se sont barricadés dans les cellules. Les mutins réclamaient notamment l'abolition de la peine de mort.

M. Claude Pineau, directeur de l'Association de sport scolaire universitaire (ASSU), a été élu par le conseil d'Etat des Jeunesse et aux sports pour diriger le futur Institut national du sport et de l'éducation physique, résultant de la fusion de l'Institut national du sport (I.N.S.P.) et de l'École normale supérieure d'éducation physique (E.N.S.E.P.). M. Pineau entrera en fonction le 1^{er} décembre prochain.

M. Jean Lottier, actuel directeur de l'I.N.S.P., se verra proposer un poste de directeur régional de la Jeunesse et des sports, tandis que M. Joly, directeur de l'EN S.E.P., deviendra inspecteur général de la Jeunesse et des sports.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

A TRIESTE

Le docteur Basaglia a été acquitté

De notre correspondant

Rome. — Acquitté du docteur Franco Basaglia, un an et quatre mois de prison, avec bénéfice du sursis, de M. Egidio de Michelini, autre médecin psychiatre poursuivi par le tribunal de Trieste (Le Monde du 25 novembre) parce qu'un malade mental, remis en liberté, avait assassiné ses parents; cette sentence a été généralement interprétée comme une reconnaissance de la légitimité des nouvelles méthodes en psychiatrie et en particulier de l'hôpital ouvert dont M. Basaglia est le principal promoteur en Italie.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

férent se présenter devant les juges comme un médecin ordinaire, en règle avec la loi; son malade n'avait été remis à la famille qu'après la disparition clinique des troubles qui l'attaquaient. Et un tel crime, prévu par la loi de 1964, ne pouvait être appliqué, a remarqué l'accusé, au malade libéré jamais malade, et les hôpitaux psychiatriques deviendraient des prisons à vie.

Les juges se sont bien gardés d'engager un débat sur l'antipsychiatrie. Constatant que « le fait de libérer un malade ne constitue pas un crime », ils ont acquitté le docteur Basaglia. — R.S.

Accusant les deux psychiatres d'imprudence et de négligence, le tribunal de Trieste avait, mardi 25 novembre, dix mois de réclusion pour M. Basaglia et huit mois pour M. de Michelini. Ce dernier ne contestait pas devant le tribunal que des raisons administratives l'avaient empêché de prendre en charge et même de reconnaître le malade, qui était placé sous la surveillance des sept membres de la petite ville de Muggia. Pour sa part, le docteur Basaglia a pré-

SPORTS

JEUX OLYMPIQUES

PERQUISITIONS AU DOMICILE DE QUATRE DIRIGEANTS DU COMITÉ DE MONTRÉAL

Montréal (A.F.P.). — La soirée du Québec et le gendarmes royal du Canada ont opéré, mardi 25 novembre, des perquisitions au siège des Terrasses Zorzi, consortium responsable de la construction du village olympique, ainsi qu'aux domiciles de quatre dirigeants du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO), dont celui de M. Simon Saint-Pierre, vice-président exécutif. De nombreux documents ont été saisis.

Selon les porte-parole de la police, une enquête a été ouverte il y a plusieurs mois à propos d'une fraude de 30 millions de dollars concernant la construction du village olympique. Le village devra abriter environ neuf mille athlètes durant les Jeux d'été de 1976; il coûtera 50 millions de dollars.

M. Roger Roussau, président du COJO, a affirmé, lors d'une conférence de presse rapidement convoquée, que le COJO avait « les mains nettes », et a offert ses collaborateurs aux enquêteurs.

LE COUT DE MUNICH : 3.7 MILLIARDS DE FRANCS

Munich. — Les Jeux olympiques de 1972 sont finalement revenus à leur coût réel, soit 3 700 millions de francs (3,7 milliards de francs). Les dépenses gouvernementales ont révélé ces chiffres mettent en cause le laxisme des organisateurs qui ont répondu trop favorablement aux demandes exagérées de diverses fédérations sportives.

Les experts ont félicité les constructeurs pour la remise à temps des installations, mais ont noté que celle-ci exorbitante, scrupuleusement respectée, avait toutefois contribué de façon marginale à la hausse du prix des installations. — (A.F.P.)

L'U.R.S.S. PRÊTE POUR INNSBRUCK

Moscou. — Pour nous, la participation aux Jeux olympiques d'hiver de 1976 dans le monde olympique est une question de principe, a déclaré M. Sergueï Pavlov, président du comité sportif de l'U.R.S.S., au cours d'une conférence de presse tenue à Moscou le 24 novembre.

M. Pavlov a indiqué que les sportifs soviétiques s'étaient longuement préparés pour les prochains Jeux d'hiver à Innsbruck, rappelant que plus de cinq millions de personnes pratiquent à l'heure actuelle des sports d'hiver en U.R.S.S. — (Tass.)

BASKET-BALL. — Le Mans, qui a été battu à Salonique par 69 à 67, après avoir gagné chez lui par 112 à 72, et Brest, vainqueur de Domier par 133 à 68 (101-85 au match « aller »), se sont qualifiés pour les huitièmes de finale de la coupe Korso.

En revanche, Caen, qui a été battu par 80 à 60 à Turin, a été éliminé, son succès au match « aller » (79 à 54) n'ayant pas été suffisant.

OMNISPORTS

M. CLAUDE PINEAU DÉSIGNÉ COMME DIRECTEUR DU FUTUR INSTITUT NATIONAL

M. Claude Pineau, directeur de l'Association de sport scolaire universitaire (ASSU), a été élu par le conseil d'Etat des Jeunesse et aux sports pour diriger le futur Institut national du sport et de l'éducation physique, résultant de la fusion de l'Institut national du sport (I.N.S.P.) et de l'École normale supérieure d'éducation physique (E.N.S.E.P.). M. Pineau entrera en fonction le 1^{er} décembre prochain.

M. Jean Lottier, actuel directeur de l'I.N.S.P., se verra proposer un poste de directeur régional de la Jeunesse et des sports, tandis que M. Joly, directeur de l'EN S.E.P., deviendra inspecteur général de la Jeunesse et des sports.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'enseignement d'Anvers. Chargé de cours de psychologie à l'EN S.E.P. (École normale supérieure d'éducation physique et sportive) de 1961 à 1964, il devient inspecteur de la Jeunesse et des sports en 1968. Il est alors nommé conseiller technique auprès de la direction de l'éducation physique (I.N.S.P.) et de l'éducation physique (I.N.S.E.P.) en 1970. Il est promu à la tête de l'ASSU (Association de sport scolaire et universitaire) sous son influence, les effectifs de l'association augmentent rapidement pour atteindre le million de licenciés.

M. Pineau est actuellement secrétaire général de la Fédération internationale de sport universitaire et professeur de la Fédération internationale du sport scolaire.

M. Claude Pineau est élu directeur de l'ASSU. Après des études secondaires à Poitiers, il passe un baccalauréat de philosophie et devient professeur d'éducation physique et sport.

Il enseigne à Châtelleraut, Poitiers et à l'école normale d'

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

Un point de vue sur la femme dans le cinéma français

Et Dieu créa la femme : Brigitte Bardot apparaissait sur les écrans français. Vivante, naturelle, élégante et décollée, qu'importe. Les autres femmes s'y trouvaient. Simone de Beauvoir, écrivainiers : « Les tentes moreses peuvent être corrigées, mais comment B.B. pouvait-elle être guérie de cette éblouissante vertu : l'authenticité ? » Seulement voilà, après l'authenticité e surgit l'ambiguïté. Certes, en ce qui concerne la femme au cinéma : profusion et à confusion. Adorables, adorables, mères, putains, et aussi libérées, qu'elles é l'occasion, les femmes sont parvenues. Meie les comédiennes, ballettées sous les caméras masculines, prises d'assaut aus les projecteurs, protestent : il n'y a plus le vraie rôles de femmes. Mais aujourd'hui, libérées, elles annoncent aussi un nouveau mensa : s'écote l'abandon de la ellucule, l'image de la femme est-elle innocente ?

Au premier abord, le cinéma français me comme paysage social les captions de emeu, les paumés du petit matin de otibi, les éventuriers d'Enrico, les discours andloquents de Lelouch sur la vie. Les mmes nequigant dans la même milieu, surgisse. Elles n'existent que dans le seure où elles représentent ce que l'on ar bien nous laisser entravé de la société angaise. La voci, sophistiquée. Auréolée tous les mythes, objet de leur luxe, la apparaît, inouchable. Elle revonne de santé, Catherine Deneuve, de la Sirène du Mississippi à Lisa, mais d'une beauté froide, une status. Sur un piédestal, le mme n'est plus rien. L'image l'ent-rède.

DES IMAGES POUR UN ALBUM A REFAIRE

par CLAUDINE SERRE



(Dessin de CHENEZ.)

Jeune bourgeoise, moderne, comme dans Vincent, François, Paul et les autres de Claude Sautet, elle ve à venir, en jeans ou en tailleur, entre la maison de campagne et l'appartement en ville — les aventures sans lendemain et les retrouvailles familiales. La référence est la famille est constante. La déconfection de le tanus vestimentaire reste esthétique et tendrait à faire oublier une vérité première : le libération s'arrête à l'habit, qui ne lait pas le femme. Il ne lait pas pour autant sous-estimer la portée idéologique du vêtement, surtout dit de le mode.

La mode rétro, au cinéma, nous renvoie, de décennie en décennie, aux années 30, 40, 50 — quand las femmes avaient moins de possibilités de s'épanouir qu'actuellement. Les rôles féminins dans Fic Story sont à cet égard éloquentes : Claudine Auger tient son intérieur, côté cuisine — et, si elle joue du charme magique de son regard pour troubler la frigidité, c'est pour faciliter la tâche de son ami. Fic Story se déroule en 1950. La référence au passé est parfois plus ambiguë : c'est en partie à cause d'Aurore, la jeune juive de Lacombe Lucien de Louis Malle, que les rues de Paris se sont peuplées de mannequins des années 40. En période de crise économique, c'est peut-être laisser ressurgir de l'ombre certains cauchemars. Au pire, c'est imposer (de manière détournée) la nostalgie d'un régime « fort » sans en restituer le contexte. Adaptable à volonté, le corps des femmes sert à tout horizon, physique ou politique. Si les lois sociales changent (contraception, interruption de

grossesse autorisées), le cinéma n'en rend pas compte et c'est, encore, l'éternel féminin.

Après le rétro, le porno. Pour Marie-Louise Fabre, de la Ligue du droit des femmes, la raison est simple : « Avec la mode rétro, la femme sert de véhicule si n'est déjà plus sujet ; mais cela ne servait que d'indice à ce qui allait se produire. Dans les films comme Histoire d'O ou Exhibition, l'image devient claire : rappelons-nous que James Bond et Tarzan ont fait du mal aux Américains ; leurs cliniques se remplissaient d'hommes qui ne se sentaient pas à la hauteur. Le cinéma français, lui, a résolu le problème par un abaissement constant de la violence. Au lieu de lutter pour séduire James Bond, elle cède à tout, et tout de suite ».

Cette position s'avère pour le moins délicate, en un moment historique où l'on songe à écorder la parole aux femmes. Une belle curieuse parole, parfois. Car si le discours se prétend celui d'une femme libérée, les images le contredisent aussitôt : on son de la libération, volé des femmes asservies au plaisir masculin, femmes-alibis.

Exhibition, film ambitieux à prétention sociologique, dups son public. Il débute par une déclaration de Claudine Beccarie : « Je suis libérée, la suis bisexuelle. » Mais, le récitation larmée, Exhibition ou la femme exhibée, sous le parade d'une libération de la sexualité, permet de glisser une image qui n'est qu'à la gloire de la pénétration de l'homme. Or, à femme-passoire, femme sans corps. Le fin du

film, en revanche, ne laisse plus de doute : Claudine Beccarie conclut : « J'ai toujours recherché l'homme. — Mais quel homme ? Claire Eicherelli, auteur du livre Elise ou le vraie vie, remarque : « Autrefois, on envisageait le question sous l'angle de la femme qui couche ou ne couche pas. Aujourd'hui, couche-t-elle bien, couche-t-elle mal ? Le reste est esot. Dans ce cinéma, le rôle de l'homme n'est guère plus brillant ; or le libération de la femme ne passe pas par la dégradation de l'homme. »

A corps torturé, bonheur assuré

Et, alors que des femmes commencent à oser parler du plaisir, de leur corps, de leurs sensations, le porno, par son expression é la fois crue et rétrograde, coupe court à tout épanouissement. Froideur à l'état pur, le porno n'a que faire de la tendresse ; son rôle se borne à bafouer désir, plaisir, émotion.

Parfois, dans l'aristocratie du porno, les cinéastes imaginent le plaisir que peuvent éprouver les femmes, les rêves qui les traversent ; bref, ils prennent leurs désirs d'hommes pour des réalités de femmes, et nous proposent, en couture, leur recette du bonheur, leur idéal de femme libérée. Mais si la proposition s'annonce généreuse, elle laisse tout de même à rêver. A femme torturée, bonheur assuré : nouveau programme commun aux femmes, proposé par Histoire d'O.

(Lire la suite page 18.)

ENTRETIEN AVEC ROBERT ALTMAN

Nashville, c'est un peu comme Hollywood il y a quarante ans >

ROBERT ALTMAN n'est pas venu présenter son dernier film, Nashville, à Paris. C'est donc New-York, à la fin de l'automne. Dans cet hôtel en face Central Park, il dit tantôt « Je suis un peu », tantôt « nous », un peu à la manière de ses personnages, ceux de M. C. et de M. S., du film de California Split. A la fois singulier au cinéma et collectif, car il représente autant de mythes américains. Robert Altman a cinquante ans.

« On a dit de Nashville que c'est un documentaire de fiction, moins que ce ne soit l'inverse ? »

— Chacun des deux a sa part dans le film, dit Robert Altman. Nous avons créé les situations, mais à l'intérieur de ces éléments ré-déterminés les comédiens se sont conduits librement, selon leur inspiration, selon ce qui leur semblait juste. Ce n'était pas vraiment de l'improvisation non plus, mais le véritable travail s'est fait site avant le tournage, au oment des répétitions, où tout est mis en place. Certaines scènes, celles de l'arrivée à l'aéroport, étaient entièrement écrites à vance, mais ici comme là la mètre a suivi l'action de la une manière que s'il s'était agi documentaire.

« Et pourtant c'est de la fiction. »

— Si nous n'avons pas réalisé reportage au sens strict du t, si nous avons dû faire jouer l'histoire par des acteurs qui, à exception près, ne sont pas Tennesseus, c'est que les gens Nashville ne réalisent pas

comment ils sont. D'ailleurs, si nous avions montré les véritables gens de là-bas, on ne nous aurait pas cru (à Nashville, vous savez, on n'aime pas le film). Cependant, je suis persuadé que l'image que nous donnons n'est pas une fausse image, simplement un portrait modifié.

« Le portrait d'une majorité silencieuse ? »

« Ça a à voir avec la majorité silencieuse. La country music, la musique qu'on chante à Nashville, parle du sexe avec l'idée que les femmes doivent être subjugées par les hommes. Elle parle de la famille. Elle dit : « Je préfère être un garçon de la campagne plutôt qu'un intellectuel. »

« C'est important, ici, la country music ? »

— Nous avons choisi de faire un film sur Nashville parce que tout le monde connaît cette musique. Ici on l'aime ou on la hait. Nashville, c'est un peu comme Hollywood il y a quarante ans, avec des gens trop riches et des idées très simples. Une expression réelle de la culture américaine.

« C'est pour établir un parallèle avec Hollywood qu'Eliot Gould et Julie Christie apparaissent dans le film ? »

— Je mets deux systèmes en présence : les vedettes de Nashville, qui prennent les stars d'Hollywood pour des « ringards », et réciproquement.

« Vous parlez de culture. »

— La culture de Nashville est une culture sans éducation qui

parle des racines de la terre, de la province... »

« Mais il y a des connotations politiques derrière cette glorification du territoire. »

— Quelques chansons du film, comme Deux Cents Ans, ont un propos directement politique. Cependant, en général, la country music préfère ne pas en parler. »

« Évidemment on ne peut pas séparer comme ça la culture et la politique ; dans chaque pays, dans chaque groupe, la politique est une expression de la culture, je dirais même son déguisement. »

« On est tenté de penser que Nashville est le portrait d'une Amérique. Pourtant vous vous moquez du personnage d'Opal, la journaliste de la B.B.C., qui dit : c'est ça l'Amérique. »

— Quand j'ai fait dire ça à Opal, c'est une manière de dire : un point de vue est aussi distorsion et pas plus pertinent que le sien. C'est non point de vue sur ce que j'ai vu. C'est juste pour moi mais pas forcément pour tout le monde.

Il est plus doux de travailler à l'Ouest

« Votre point de vue, on le sent partout. Jusque dans les images où n'apparaît jamais un rayon de soleil. »

— Vous voulez parler de la qualité de l'image. Nous avons tenté tout au long du film de démentir la lumière afin de la rendre bonhomme. La première chose dans un film, c'est de chercher ce qu'on peut contraindre. Ici, ce sont les couleurs. A Nashville, en été, les couleurs des vêtements sont franchement criardes, ridicules. Les dénaturer, c'était les rendre irréelles. Autrement les choses auraient devinées trop documentaires, insoutenables.

« Mais ce travail sur la lumière n'est pas propre à Nashville. Déjà, dans le Privé et dans California Split... »

— Toujours la même nécessité d'exercer un contrôle... Dans ces trois films, il était presque impossible de maîtriser des données comme les personnages de l'arrière-plan ou l'aspect du décor dans lequel on tournait.

« Croyez-vous réellement qu'il s'agit d'un point de vue exclusivement technique ? »

— Ces trois films expriment ma vision. Je tente de réfléchir ce que je vois, la manière dont les choses, les gens, m'apparaissent, un peu comme un peintre : l'espoir, la dérision, l'amour, tout ça.

« Un constat photographique ? »

— Plus que ça. Le peintre ajoute quelque chose à la réalité, plus de détails, davantage de couleurs. A chaque vision de mes films on peut voir un film différent. Je connais ici un médecin

viennois, un homme de culture européenne, très sérieux et très réputé. La première fois qu'il a vu Nashville, il l'a pris pour une satire. La seconde fois il a senti quelque chose de triste. Tous les films devraient être comme ça. On devrait pouvoir les voir de façon différente à des moments différents.

« Dans ces conditions, vous ne contrôlez pas la fiabilité. »

— Je n'ai pas de mise au point définitive à faire, car je n'ai rien à dire.

« Vous le pensez vraiment ? »

— C'est ce que je dis en tout cas. Tout le monde interprète tout. Si vous me demandez ce que j'ai vraiment voulu faire, je vous répondrais simplement : regardez le film, regardez-vous, regardez-moi, voici ce que nous sommes.

« Pourtant l'objectivité n'existe pas et il est très prévisible de savoir qu'il ne sera pas d'accord avec vous. »

— Oui, c'est la faillite relative de mon système.

« D'autre part, on peut vous reprocher d'avoir surtout filmé « efféurs » : dans le Middle-West, à Chicago, en Californie, mais de ne pas montrer ce qui se passe autour de vous, ici, sur la côte est. On peut vous accuser d'avoir des préjugés intellectuels. »

— C'est faux. Il est plus doux de travailler à l'Ouest. Ici, c'est très difficile physiquement. D'autre part, en ce qui concerne ma culture, elle va plutôt du Middle-West à la côte ouest.

« D'ailleurs le prochain film que je prépare traite de l'Europe arrivant en Amérique en 1908. C'est tiré d'un best-seller intitulé Rag Time et ce sera un commentaire sur la côte est. Je reconnais toutefois que même si je ne trouve pas les gens d'ici plus civilisés et moins stupides que les gens de Nashville c'est ici que je vis. »

« Somme toute, pour vous, c'est partout pareil. En politique, le parti du remplacement que vous avez inventé ne tient que des propos démagogiques. »

— Le parti du remplacement, ce n'est rien de nouveau. Il n'y a rien de nouveau, tout juste du remplacement. Ce sont d'autres gens qui apparaissent et disent exactement la même chose que ceux qui sont en place avec simplement des mots différents.

« Le tueur, dans le film, celui qui abat la chanteuse, croyez-vous qu'il en soit conscient ? Croyez-vous qu'il se trompe de cible ? »

— Il est un produit type de notre culture. Nous comprenons le meurtre politique alors qu'il nous semblerait absurde d'abattre Barbara Streisand. Il est curieux qu'on trouve logique de tuer les hommes politiques et pas les chanteurs : ce que chante le person-

nage assassiné, c'est la même chose que ce que dit le politicien.

« Dommage que la réalité soit si complexe. Ceux qui tentent d'abattre la philosophie simplifiée en vigueur ici n'ont personne à tuer en particulier. »

« Mais la violence de tous les jours est inscrite dans les rapports que vous décrivez, des rapports faits d'agressivité ou d'indifférence. »

— Je pense que la violence toujours présente doit apparaître à l'écran au moment où elle n'est pas attendue. Il n'en faut pas trop à la fois pour qu'elle puisse produire un effet. Je crois que la scène de violence que j'ai le mieux réussie, c'est dans le Privé, quand le gangster fait défigurer sa petite amie avec une bouteille de Coca.

« Le meurtre, dans Nashville, a aussi sur le public l'effet que l'attendais. »

« Pourtant, à ce moment-là, on n'est pas vraiment surpris. On a déjà le sentiment qu'il va se passer quelque chose. »

— Oui, c'est annoncé tout au long du film. Le tension est organisée, et c'est la première fois que tous les protagonistes sont réunis dans un même lieu. Lorsque tout le monde est enfin réuni, il va forcément se passer quelque chose.

L'histoire n'est pas linéaire

« C'est rare une vingtaine de personnages aussi importants les uns que les autres dans un film. Vous avez fait un échantillonnage sociologique ? »

— Au départ, on n'en avait que six ou huit, mais on a dû élargir pour être juste. Ainsi, puisqu'il y a un Noir qui chante de la country music, il fallait en montrer un autre qui se plaint qu'il ne se reconnaît dans aucune communauté et qui dénonce ce qui pourrait paraître normal autrement.

« Il y avait, avec tant de portraits, matière à un film-fleuve. »

— Le premier montage donnait un film de cinq heures trente, qui passera d'ailleurs en deux soirées à la télévision. On a tourné tant de scènes qu'il était difficile d'un éliminer une plutôt qu'une autre. L'histoire n'est pas linéaire, vous comprenez ? Il m'arrive la même chose en ce moment pour le montage de Buffalo Bill et les Indiens : mes films deviennent de plus en plus complexes et par conséquent de plus en plus difficiles à monter.

« C'est dû, pour une large part, à nos méthodes de travail. Nous construisons l'histoire par tranches, par secteurs indépendants, avec l'idée en tête qu'ils vont s'interpénétrer. Mais il se passe toujours quelque chose qui change le rythme, la couleur ou le sens d'une scène et qui fait



(Dessin de BONNAFFE.)

qu'elle n'entre pas dans le plan initial. Plus on va, plus le film dit lui-même où on va.

« Malgré tout, vous n'adonnez pas vraiment le contrôle. Vous produisez vous-même vos films. »

— Pour travailler de la manière qui me plaît, je dois beaucoup insister, donner beaucoup de moi-même. Mais je ne suis pas ce qu'on appelle un auteur. Il y a des tas de gens réunis autour de mes films. Pas toujours les mêmes, mais nous sommes cinq ou six, et c'est très collectif. On est ensemble du début à la fin. Je n'aurais pas jusqu'à dire que je ne suis pas nécessaire, mais je suis très attentif au groupe, comme aux auteurs, qui apportent des tas de choses que je ne peux pas moi-même imaginer.

« D'ailleurs vous avez des comédiens juifs. Une sorte de troupe. »

— Quand on sent que certains personnages peuvent donner plus qu'eux-mêmes, communiquer avec eux rend les choses plus faciles. Pendant les pauses de tournage, on parle du film prochain. Ainsi certains acteurs de Nous sommes tous des voleurs, comme Keith Carradine, sont directement à l'origine de Nashville.

« Revenons quand même au fait que vous soyez votre producteur. Est-ce que ça ne transforme pas l'artiste en businessman ? »

— Produire, réaliser, ça va ensemble. En tout cas, il faut s'occuper du prix que coûte le film, il faut mettre son argent dedans quand il y a des dépassements. D'autre part, cela me permet de travailler dans mon coin, un peu comme Stanley Kubrick. Moi aussi, j'ai mon équipe, mes salles de montage, mes scénarios : un mini-studio en un mot. A ce prix-là, je peux être un producteur créatif ; personne ne m'impose ni mes comédiens ni mon montage. Buffalo Bill et les Indiens a déjà coûté 7 millions de dollars. Mais, à ce jour, je n'ai eu de comptes à rendre à personne. Être à la fois producteur et réalisateur ici, cela permet d'être plus simplement au sens total du mot un cinéaste. »

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

DOMINIQUE FERNANDEZ

EISENSTEIN

Le film de Dominique Fernandez sur Eisenstein est un portrait d'un grand maître du montage soviétique. Il explore la relation entre la forme et le contenu, la technique et l'émotion. Le film est une œuvre majeure de la critique cinématographique.

AU FORUM INTERNATIONAL DE LA DANSE

Une sélection « diplomatique »

JEAN ROBIN, responsable du premier forum de danse, ressemble à ces gérants d'hôtels...

tion entre de jeunes compagnies souvent inconnues, avec l'espoir qu'il s'en détacheraient quelque élément intéressant...

domaine des curiosités historiques. Déception aussi avec le « Choro-drame » hellénique, dont les danses stéréotypées ne correspondent pas à la beauté sauvage du texte de l'Oresteïe...

ciement aptes à traiter de thèmes contemporains. Il ne suffit pas de jeter ses chaussures aux arènes et d'outrer ses gestes pour élargir son registre...

tative pour moduler l'espace et le temps qui contrastent avec la manière de voir habituelle. Cité U.S.A., les exquises improvisations sur fond de violoncelle de Margaret Beals ne dépassent pas le stade du rétro, confidentiel, mais Kazuko Iwabashi parvient à suggérer d'une façon impressionnante la violence concentrée des légendes japonaises à partir de la « modern dance ».

On chercherait vainement, parmi les vingt troupes présentées, un chorégraphe marquant (1). On ne peut en rendre le Forum responsable. On sait qu'il y a actuellement une crise dans ce domaine. Cette confrontation devrait pouvoir aider à la résoudre dans les années à venir, pourvu que la sélection soit mieux effectuée. Ne peut-on envisager que le Forum fasse lui-même sa prospection dans le monde, comme cela est déjà par exemple pour le Festival du théâtre de Nancy? Cela posera sans doute des problèmes financiers. Mais est-il concevable que Paris, faute de moyens, se laisse distancer par Angers ou Bagnole?

MARCELLE MICHEL.

(1) Trois compagnies ont obtenu une mention à l'issue du Forum : la Mercury Company (Grande-Bretagne), le groupe Ballets de Dijon (France), et le Bunkai Aizumi Dance Group (Japon).

Cette occupation des lieux est une excellente chose. Elle tend à amener aux Champs-Élysées un nouveau public plutôt habitué au Théâtre de la Ville et aux scènes de la périphérie. Elle a donné l'occasion de s'exprimer au cours de débats quotidiens dans le hall. Elle favorise le contact entre spectateurs et danseurs et une rencontre entre les artistes des différentes troupes invitées, bref toute une série d'échanges, un peu superficiels et décausés, qui répondent cependant à un besoin de discussion généralisée.

Côté spectacle, la réussite est moins évidente. Jean Robin, à la recherche d'une formule plus populaire que l'ancien festival de danse de Paris, a opté pour une confron-

« L'Eurythmeum » de Stuttgart, par exemple, n'avait rien à y faire. Passé le premier effet de surprise devant cette imposante masse de corymbes volés, l'œuf naît très vite de leurs gestes de bras en sémaphore irrémédiablement emprisonnés dans un langage codé. « L'Eurythmeum » appartient au

Le « Ballet Stagium » du Brésil est à la recherche d'un style personnel. Il touche par sa sincérité. On devine chez tous les danseurs un désir de libération corporelle, un besoin d'accord entre le geste et le sentiment. Préoccupations modernes, mais on guaire plus loin que l'introduction de quelques pas de jazz dans une technique académique. Les trois premières minutes du « Piano sous la mer » donnent l'impression qu'un charme poétique a la manière d'Annabelle Lee va opérer. Mais la vaste fresque conçue par trois chorégraphes sur une musique sirupeuse de Saint-Preux, se transforme en un fond visuel où les mouvements gratuits n'attachent ni le regard ni le cœur. C'est de la danse banalisée.

Les exercices de concentration de deux Japonais et le spectacle optique du groupe français « Delta » sont plus convaincants. Dans les deux cas, il y a une ten-

L'image de la femme dans le cinéma français

(Suite de la page 17.)

Il est inutile de s'étarder sur le film. Malgré tout, ce qui inquiète, ce ne sont pas les vaiselles d'or ni le fauet de première classe, mais ce Gaiing que l'on nous fait miroiter, comme s'il s'agissait du paradis perdu. Car, au-delà de l'entreprise commerciale, marquée par un mariage publicitaire, il s'agit d'une entreprise idéologique que peut résumer cette réclame, parue dans un hebdomadaire de gauche : « Est-ce un film qui méprise les femmes ? Toute femme conviendrait que les chaînes que l'on n'a pas envie de briser sont celles qu'une femme passe elle-même à ses poignets parce qu'un amour total la rend consentante à tout. Enfin, toute femme sera fière de découvrir le moral du film : O la soumise est en réalité le vrai vainqueur, elle a asservi l'homme à sa propre soumission. »

Le nouveau monde

Histoire d'O n'est pas qu'une histoire. Sous prétexte de fiction, on en oublie l'humiliation des femmes qui ne s'autorisent pas encore à refuser leur condition ; on en oublie aussi les lieux géographiques où certaines subissent, en prison, des sévices sexuels. Et l'on commence seulement à se rappeler que le voisin bat sa femme. Si la femme est à la mode, le mode ne le met guère à l'honneur : ne veut-on pas nous faire croire que, pour la sadomasochiste, il lui faut la saignée, ou « la bête ».

A cette image, pour le moins douteuse,

des femmes réagissent : par une attitude de rejet (comment avoir, par la suite, envie de se libérer, si la libération des femmes aboutit à cet idéal), qui peut aller jusqu'à décourager toute prise de conscience féministe, ou bien d'indifférence totale (cinéma d'homme : c'est leur affaire, qu'ils réglent cela entre eux). Enfin, certaines femmes, troublées, ne savent plus où se situer. De toute façon, réaction commune : on y résiste.

Cinéma escroquerie ? S'il envahit les écrans, il donne à voir, jamais à imaginer. Ce sont les fantasmes masculins que l'on rentabilise, fantasmes de certaines femmes, peut-être. On en doute — comment le saura-t-on, puisqu'elles n'ont pratiquement pas eu la possibilité de raconter leurs rêves ? — Quel est le cinéma masculin dit finessé de la telle, grossièreté de l'image : au moment de la redécouverte du corps, on le travestit en porno ou en rétro. Cette mascarade, physique et vestimentaire, aboutit à une mascarade idéologique (et ce ne sont pas des mesures de censure économique qui modifieront l'ordre réel des choses).

L'image de la femme sombre : c'est le naufrage.

Face au naufrage, des femmes, des hommes, qui, au lieu de jouer la jeu, entendent le changer. Si l'éternel féminin est toujours parmi nous, il ne trône plus parmi eux.

Des femmes s'emparent de la caméra, pour se montrer, non plus dans des histoires à l'eau de rose ou de porno, mais dans leur réalité journalière. Nelly Kaplan, dans son film Le Fiancé du pirate au rôle

d'Anne Girardot qu'elle a écrit pour il faut vivre dangereusement de Claude Melouki, décrit des femmes indépendantes et joyeuses : « Il faut filmer non une femme vaincue et opprimée mais un contrat une héroïne positive ; il faut raconter l'histoire d'une révolte individuelle, car l'on peut, alors touche plus intimement chaque femme, lorsque, seule, elle se retrouve à la maison. » Mais il faut avoir l'œil fin pour saisir, sous les décors de la traditionnelle image de la femme, ces voix nouvelles. Car ce nouveau monde, monde aux paupières de femmes, n'a pas encore les signes de l'élégance ; il n'est pas fête, et, si les paupières s'entreouvrent, ce n'est que pour laisser percevoir une larme et l'incisive libération. La, comme ailleurs, il n'est pas aisé de décharger ses épaules d'une longue alléluia. Surtout lorsqu'elle s'accompagne de solitude, Solitude, si l'on n'a pas d'homme dans sa vie, ou si cet homme vous quitte. Parfois, celle-ci peut présenter un aspect constructif. La Femme de Jean (de Yannick Bellan) change, rend plus perceptible l'insignifiance du mari ; dans les autres films, l'incosistance féminine met en valeur les rôles de composition masculine. De toute façon, la prise de conscience s'effectue en lenteur.

On se heurte au mythe

Et, chahutée par des siècles de civilisation masculine, la femme au masque de poupée restée cloîtrée dans sa cuisine au carrelage étincelant. Elle est seule, dans Numéro deux, de Jean-Luc Godard, malgré

les voix chaleureuses déversées à longueur d'ondes ; malgré les enfants, le mari, l'apurement, la présence de l'homme devant combler la femme, lui garantir l'absence de solitude intérieure. Ce film, au contraire, démythifie l'amour. Bien que liée à un homme, la femme, se sent seule, perdue dans la vie quotidienne, répétitive et absorbante. L'isolement, au sein de la famille peut amener à réfléchir, mais la décoration des casseroles n'inspire, pour l'instant, que des souvenirs de prise de conscience. Les appareils ménagers lui font oublier qu'elle n'est qu'une femme, parfois, s'établir un lien de solidarité.

Dans Coup pour coup, de Marin Karmitz, les caractères, au bout d'une grève, apprennent à se connaître, à se plus dépendre de leurs compagnons. Elles se suffisent à elles-mêmes pour se définir, pour exister, et établissement de nouveaux rapports avec mari ou fiancé. Elles modifient la vie par leur combat. Ces femmes n'ont pas, à taille humaine, ni le maquillage parfait ; elles apparaissent, les cernes sous les yeux, les kilos parfois en trop, les mains abîmées par le travail manuel. Ce sont, peut-être, les premières images d'un nouvel album qui resta à faire.

Il manque ce regard d'homme, de femme où l'horizon ne se limite pas à la sexualité ; cet univers doit exister, puisqu'on en découvre déjà les promesses. Pour l'instant, quand on part à la recherche de l'image, on se heurte au mythe, mythe d'une femme idéalisée, mais toujours bafouée. Cherchez l'image, apparaîtront les femmes.

CLAUDINE SERRE.

ARTCURIAL. 29 novembre - 7 décembre. 30 négociants parmi les plus importants en Europe en matière d'œuvres d'art attendent votre visite à la foire la plus importante d'art ancien (du 16e au 19e siècle). C'est une occasion exceptionnelle à ne pas manquer. Ouverts chaque jour : 14.00 - 22.00 heures.

PICTURA 75 MAASTRICHT. Eurohal - Hollande. 29 novembre - 7 décembre. 30 négociants parmi les plus importants en Europe en matière d'œuvres d'art attendent votre visite à la foire la plus importante d'art ancien (du 16e au 19e siècle). C'est une occasion exceptionnelle à ne pas manquer. Ouverts chaque jour : 14.00 - 22.00 heures.

GALERIE LAHUMIÈRE. 88, bd de Courcelles, 17^e, 924-03-35. SOISSON. « Presque à côté d'ailleurs. » Huiles - Gouaches - Estampes. Jusqu'au 31 décembre. Vernissage le 27 novembre.

GALERIE DE LA TOURNELLE. 3, rue du Haut-Pavé, Paris (9^e) - 033-09-27. JACQUIER. Jusqu'au 29 novembre.

Antiquaires. 7^e salon. 21 novembre - 1^{er} décembre 1975. Place de la Bastille, Paris. Ouvert de 10 à 19 h, samedi et dimanche de 10 à 13 h.

GALERIE ALTMANN CARPENTIER. 46, rue du Bac, Paris (7^e) - 222-73-38. PHOTOS, ESTAMPES, DESSINS, AQUARELLES ET PEINTURES. A l'occasion de la sortie de presse de l'ouvrage LE LIVRE DE LÉONOR FINI. 27 novembre - 31 janvier.

LA DEMEURE. 4, place Saint-Sulpice, Paris (6^e). PERREAUT. sculptures. 26 novembre - 27 décembre.

GALERIE CALLEUX. ÉLOGE DE L'OVALE. peintures et pastels du XVIII^e siècle. 138, Fg St-Honoré - 18 novembre - 20 décembre.

ART MODERNE. GALERIE JAUBERT S.A. Hommage à Diaghilev. ASPECTS DE LA DANSE. DE DEGAS A NOS JOURS. 21 novembre - 31 décembre. 25, Fg Saint-Honoré, PARIS-VIII^e - Tél. : 286-04-70 et 286-04-71.

GALERIE MAURICE GARNIER. AQUARELLES. BERNARD BUFFET, COMMÈRE - HAUTERIVES, JANSEM - MINAUX, POLLET - TRÉMOIS. 6, av. Matignon, Paris-8^e, jusq. 13 décembre.

Nouveau cap au théâtre

JÉROM metteur

L'Épouse Léonce régit en de Dame Tarine ; c'est un monde de coton, laines, vers, pomme dans lesquelles gam des symphonies prêt à l'amour. Léonce prend des poses et s'assoit compagnie de Valerio, son compaisivé. Le roi Pierre, son compaisivé. Le roi Pierre, son compaisivé.

Fidèle au texte, Savary prend distances par rapport à cette é ambiguë, qui se moque des « m romantiques, mais s'efforce que l et le faire comme alternative au de la société, qui dénonce, mais s nostalgie évidente, l'irresponsabil la jeunesse. « Bichener, dit J. Savary, a essayé de lever le véto ; il est mort jeune, sans y voir. Je ne peux pas croire qu'il ait ment travaillé cette œuvre d' t, théologique écrite par Valerio, s sans travail, dominée par une re de bon sens, qui respecte tout le s. tom st. Le bichener. Je ne voi croire qu'il ait travaillé cet état jective ».

En tout cas, Savary, lui, adopte attitude sceptique ciné. Le roi r critique comme une marionnette le manipulateur serait emporté le s'inscrit avec sa cour de faucon noir sur fond rouge, dans un dant, tableau officiel accroché au-

مكتبة الأناضول

UNE EXPERIENCE D'ARMAND GATTI DANS UN C.E.S.

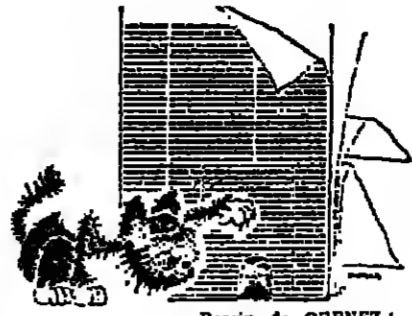
« Nous sommes tous des chats guérilleros »

DANS l'entrée, les murs sont tapissés de dessins, d'affiches, photos, qui portent la mention « Festival d'automne » et cette légende : « Les élèves du C.E.S. Jean-Lurpat de Rio-Orangis vous annoncent pour bientôt le chat guérillero qui, bardé de toutes leurs inventions, constructions, rêves et souhaits arrivera en même temps que le père Noël... »

Depuis, on ne parle plus que du chat guérillero. Il y en a partout : dehors, il y en a un que l'on voit de très loin. Il est en tubes recouverts d'un grillage sur lequel on a noué des lambeaux de tissu multicolore. Il y en a aussi bientôt deux, plus une sculpture fabriquée par les élèves de la S.E.S. (Section d'éducation spécialisée), ceux qui ne font pas d'études et apprennent un métier.

Et puis le soir Armand Gatti répète une pièce intitulée le Joint, avec quatre comédiens : sa troupe, quelques étudiants de Vincennes, et deux journalistes, l'un de Paris-Match, l'autre de Libération, qui jouent leur propre rôle... L'après-midi, à 14 heures, se joue la pièce 24 h. de la vie d'une page.

Et puis le soir Armand Gatti répète une pièce intitulée le Joint, avec quatre comédiens : sa troupe, quelques étudiants de Vincennes, et deux journalistes, l'un de Paris-Match, l'autre de Libération, qui jouent leur propre rôle... L'après-midi, à 14 heures, se joue la pièce 24 h. de la vie d'une page.



Dessin de GENEZ.

refusant toute idée de décor, en partant de l'usine elle-même, de la vie des travailleurs. Ainsi, « l'usine prend conscience de son imaginaire... » C'est ce qu'il fait au C.E.S. Jean-Lurpat de Rio-Orangis. Il lui fallait une cellule vivante. Il a eu du mal à la trouver. S'il est là aujourd'hui, c'est parce que le C.E.S. Jean-Lurpat a un directeur pas tout à fait comme les autres.

ST LENA A HAMBOURG

JÉRÔME SAVARY met en scène



Une grande roquette que les nobles vivent descendre en réchutant, pour retrouver le peuple. Le peuple est sur la place du village, autour du centre d'âne, dans une scène de son ombre... d'ailleurs, exprime de l'angoisse. Il est assis dans les champs à la faucheuse couper l'herbe à grands mouvements corporels, rythés par le sifflement des larmes. Le peuple est là, mais Léona et Léna ne voient pas, réfugiés dans l'obscurité de l'oubli.

allemande à parodié du mal à observer), et la vitalité animale. De plus, le spectacle est abondamment construit, très beau, parfaitement rigoureux : « Pour nos joies, dit Jérôme Savary, je ne jouais pas, j'étais dans la salle, je n'ai rien inventé... »

« AH KIOU » A LA CARTOUCHERIE DE L'AQUARIUM

Jean Jourdhueil et le passé inachevé

LÀ Russell, l'intériorité d'Ah Kio, à la Cartoucherie de Vincennes (le Monde, daté 9-10 novembre), ont pu surprendre ceux qui ignorent les parcours, naguère parallèles, de la troupe de l'Aquarium, auteur collectif de spectacles d'intervention sur des questions d'actualité : l'urbanisme, la presse, etc., et de dramaturges comme Jean Jourdhueil et Bernard Chartroux, au Théâtre de l'Espérance, auteur de Jean-Pierre Vincent.

Idéologique, plus forte encore que la violence physique — ce que nous appellerons comment être occupé de l'intérieur. Certains caractères spécifiquement chinois de l'œuvre ne vous ont pas arrêtés... Nous considérons Lou Sin comme un auteur international par le modernité de son écriture et de sa pensée.

serds, le film d'Alito, c'était un peu une reprise : là, derrière la révolte, on tombait sur l'hystérie, le phénomène d'oppression. L'écriture d'Ah Kio, et beaucoup porté sur la question des espérances politiques de la paysannerie, qui n'ont pas été prises suffisamment en considération dans certains pays marxistes, l'union soviétique en particulier.

Important Entreprise graphique 50 ans d'expérience (touchant clientèle européenne) pleins activités en forte expansion désire s'ajouter jeunes talents : graphistes, illustrateurs, affichistes

MONNERET Grand Prix des Arts de la Ville de Paris 29 novembre-10 décembre GALERIE CAPANGELA L'ORIENT et les peintres français LEBRUN - DELACROIX SUREDA - DIAZ - DECAMPS DU 4 NOV. AU 6 DEC. 1975

GALERIE CHARDIN M. Castan. Peintures 26 novembre-9 décembre LA DEMURE 6, place Saint-Sulpice, Paris (6e) TOURLIERE Fleurs de Vigne Tapisseries - Dessins 6 novembre-27 décembre

Galerie de France 20 novembre-31 décembre LESTIE GONZALEZ catalogue raisonné de l'œuvre dessinée de l'œuvre de Joséphine Gilbert et Bernard Dorval

Une sélection

Cinéma

Théâtre

Musique

Arts

NASHVILLE de Robert Altman

Une vingtaine de personnages, autant de chansons, cent cinquante-huit minutes : Robert Altman (Nash, le Frère) poursuit, avec des comédiens peu connus, la « rédaction » de sa Saga de l'Amérique. Ici, dans la capitale de la country-music, l'ombre de Dallas pèse sur l'imagination de la majorité silencieuse. Un fabuleux « documentaire » où tout est faux, au sens littéral, au sens où Pentecôte Orson Welles. (Voir notre article page 17).

LA FLUTE ENCHANTEE d'Indrar Bergman

L'opéra maoriatien reflété par les yeux d'une petite fille, dans la salle du théâtre

LA FOI, L'ESPERANCE ET LA CHARITE au Théâtre de Gennevilliers

Un chef-d'œuvre du dramaturge autrichien Odon von Horvat, montrant, par des tableaux brefs, algus, comme des sauts-forces, comment l'égoïsme de classe conduit une jeune femme au suicide. Emploi inconnu d'un « complot de prise de conscience ». La traduction de René Sauré, la mise en scène d'Yvon Davis, le jeu des acteurs de Gennevilliers, sont parfaits.

AH KIOU à la Cartoucherie de l'Aquarium

Un grand moment de théâtre. Adaptant un roman du grand écrivain Lou Sin-

de Droitzingholm où a lieu la représentation. Nous sommes au théâtre, lieu de répit, pour une œuvre où s'associent harmonieusement la quête amoureuse et le message maçonnique. Une féerie heureuse.

LES TROIS JOURS DU CONDOR de Sydney Pollack

Un modeste employé de la C.I.A. devient pour ses employeurs l'homme à abattre... A travers ce récit d'aventures, mis en scène avec une économie de moyens et un sens de l'efficacité remarquables, Sydney Pollack exprime le désarroi du citoyen américain, manipulé par les forces occultes et corrompu par le mensonge. Le suspense l'emporte pourtant sur l'analyse

qui raconte les aventures d'un pauvre diable de garçon de ferme, assez peu dépourvu que dit-on, Jean Jourdain et Bernard Charvreaux ont écrit une grande tragédie de la condition humaine, œuvre brûlante de vie, secrète, bouleversante. Admirable mise en scène de Jacques Nichet, interprétation parfaite des comédiens de l'Aquarium. (Voir notre article page 19).

PARTAGE DE MIDI au Théâtre Marigny

De l'ouvrage de Claudel, Antoine Vitez, metteur en scène, a voulu faire « un no japonais » dans « une atmosphère de drame bourgeois 1900 ». La femme : Ludmila Mikael. L'homme : Michel Aumont. Et la Comédie-Française.

LA FAMILLE TORTELIER

Toute une famille vient nous faire partager passion musicale dans un d'abordant besoin de communiquer sa joie : Paul, Maria de la Pau et Yan Pascal joueront Bach, Mozart, Beethoven, et, avec tout autant de feu et d'intuition, Schubert, Brahms, Ravel, Chostakovitch et... Tortelier. (Gaveau, les 1^{er}, 5 et 9 décembre.)

MUSIQUE ORIENTALE

Avec le meilleur des guides, Tran Van Khe, qui vient de recevoir à Ottawa « l'Oscar » du Conseil international de la musique, une passionnée sémite de musique orientale : ohinoise, transienne et vietnamienne, joués par d'excellents interprètes, dont Djémahid Chemirant au sarb, (Amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, le 28 novembre, à 12 h. 30.)

L'ORCHESTRE DES PAYS DE LA LOIRE

L'un des plus brillants orchestres régionaux, celui des Pays de la Loire, revient avec une jeune pianiste japonaise, Sotoko Iwasaki (Concerto de Beethoven), sous la direction de Jean-Claude Casadesu, au Théâtre des Champs-Élysées. Un programme bien fait pour étalonner cet ensemble : la merveilleuse Symphonie

L'HOMMAGE A SONIA DELAUNAY au Musée national d'art moderne

Le doyen des peintres est une femme : Sonia Delaunay. Le Musée national d'art moderne lui rend un hommage à l'occasion de son quatre-vingt-dixième anniversaire, par l'accrochage, dans la grande salle, de l'ensemble des œuvres de peintre, conservées par les collections nationales. Un grand chant poétique de la couleur, qui porte sur soixante-dix ans, de 1904 à 1974.

MALAKOVSKI au C.N.A.C.

Dans le climat bouillonnant de la Russie des années 1910-1930, un grand créateur, Malakovski « futuriste », Malakovski poète de la révolution... une exposition-testament, conçue objet par objet par Malakovski lui-même en 1930, présentée alors à Moscou et à Leningrad,

LE BATEAU-LAVOIR au musée Jacquemart-André

Une exposition de Batou-Lavov de la rue Raoum, avec plus de deux cents

tableaux, dessins, aquarelles et gravures de Picasso, Van Dongen, Gris, le Douanier Rousseau, Marie Laurencin, Modigliani, Herbin, Marcoussis, tous rattachés à l'histoire de cette glorieuse maison, aujourd'hui disparue, que Max Jacob appelait « l'Acropole du cubisme ».

LE VOYAGE DES COMÉDIENS de Théo Angelopoulos

De 1939 à 1952, l'histoire — poétique — de la Grèce, vue à travers les déplacements d'une troupe de comédiens ambulants. Une fresque « brechtienne » de quatre heures, absolument passionnante.

LA BATAILLE DU CHILI de Patricio Guzman

Premier volet d'un triptyque consacré

O'CASEY et GUEVARRA au TEP

Cochin de coq : une farce triadante de Sean O'Casey, une fable mise en scène par Guy Rétoré, une réussite. Au petit TEP, Michel Lonsdale et Michel Puy composent des images magiques, visuelles et sonores sur les mots d'un écrivain nommé Guevarra, recueillis par Pierre Bourgoise.

— ET AUSSI : L'Age d'or à la Cartoucherie (les quatre valises de l'espérance) par le Théâtre du Soleil ; Hamlet, de Denis Llorca au Théâtre de la Plaine (être ou ne pas être fou) ; Créoneste, au Théâtre Oblique (Henri Romse et les névroses de Strindberg) ; Elle, Elle, Elle, à la Cour des Miracles (trois femmes parlent) ;

2, 6, 8, 11 décembre ; Manon à Rouen

(les 26, à 20 h. 30, et 30, à 14 h. 30) ; Orchestre et chorale Kuentz (Gaveau, les 29 novembre, 3 et 13 décembre) ; les Contes d'Hoffmann à l'Opéra (les 29 novembre et 2 décembre) ; la Sonate tchèque (Martini, Pauer, Dvorak, au Théâtre de la Madeleine, le 29, à 17 heures) ; le Combat de Tancredi, de Monteverdi, et l'Apothéose, de Haydn (Théâtre de Tours, les 29, à 20 h. 45, et 30, à 14 h. 45) ; Danse et fête de l'Inde (Guimès, 29, à 17 h. 30) ; Geneviève de Schumann (Champs-Élysées, le 1^{er} décembre) ; Concert G.R.M. : Bayle, Boucourechliev, Parmegiani (Centre culturel du Marais, le 1^{er}, à 21 h. 15) ; Orchestre philharmonique, dir. K. Kozumil, avec J.-P. Wallès (Chabrier, Lalo, au Théâtre national de Chaillet, le 2) ; Concerts bleus : Rossini, Bach, Beethoven (Palais des congrès, le 2 à 18 h. 30) ; Intégrale des Partites de Bach, par E. Helmreich (Billetter, les 3, 8, 13) ; E. Guillea (Champs-Élysées, le 3) ;

Variétés

LÉO FERRÉ au Palais des Congrès

Léo heureux, Léo qui se récolte tous jours, Léo qui a encore vingt ans, qui part dans un délire de « je faisais », Léo

TOM PHILLIPS...

Une rétrospective du plus anglais des jeunes peintres anglais à l'ARC. Chez Tom Phillips, un itinéraire poétique et littéraire double subtilement la réverie d'un peintre à travers l'évanescente des images et le raffinement des couleurs. Une œuvre contemporaine qui a le parfum d'une aventure intérieure.

ET L'EXPERIENCE DE NEUENKIRCHEN à l'ARC

Une rencontre de jeunes artistes français et allemands à Neuenkirchen à dé-

couché sur la rencontre « socio-écologie » d'artistes contemporains avec population d'une petite ville allemande... résultat a donné cette exposition avant-gardiste d'œuvres le plus souvent phot graphiques qui sont parfois des témoignages.

POTIERS DE SAINTONGE

(Voir notre article page 21).

ET AUSSI : Willem de Kooning

la galerie des Arts ; Tapisseries et peintures de Jean Bazaine au Musée d'art moderne de la Ville de Paris ; Mill'Or des Scythes, Jacques Villon et Colombine au Grand Palais ; Brauner, collection contemporaines et Marquet Musée national d'art moderne ; le Pe-Bronze au musée Rodin ; Le Corbusier au Musée des arts décoratifs et à Fondation Le Corbusier ; Kandinskij, galerie Dina Vierny ; Boccaccio à la E. bibliothèque nationale ; Tobey, galerie Darthez Speyer.

Jeux de fous, jeux de masques, Mummenschanz, deux Suisses, une I. Henna, poussent l'invention gestuelle ; qu'on fantasme le plus débridé, mimés, ni danseurs, ni paroliers, suggérer de manière cocasse toutes formes empruntées par la vie. A. absolument.

Rashomon, à la Cité internationale (E. sime du quotidien... Des journées entières dans les arbres et c'est beau, au Théâtre d'Ossay (les femmes triomphent).

Danse

LES MUMMENSCHANZ au Théâtre de la Ville

Jeux de fous, jeux de masques, Mummenschanz, deux Suisses, une I. Henna, poussent l'invention gestuelle ; qu'on fantasme le plus débridé, mimés, ni danseurs, ni paroliers, suggérer de manière cocasse toutes formes empruntées par la vie. A. absolument.

FELIX LECLERC au Théâtre Montparnasse

Il a ouvert la voie, autrefois, à Vigna et à beaucoup d'autres chanteurs du Q. Dec. Il revient avec de courtes histoires mises en chansons, avec de jolis compt. calmes ou tristes.

LUIS LLACH au Théâtre de la Ville

La nouvelle chanson catalane dans quelle a de plus riches, de plus génères de plus moderne. D'une actualité de tant.

YVAN DAUTIN aux Blancs-Manteaux

Un peu farceur, amoureux de l'abou de Bach, par E. Helmreich (Billetter, les 3, 8, 13) ; E. Guillea (Champs-Élysées, le 3) ;

BEN HUR au nouvel hippodrome de Paris

Cecil B. de Mille ressuscité par Jean Richard, Grandiloquent, baroque, specta culaire. Pour les fêtes de fin d'année.

Jusqu'au 22 décembre
MARQUET au PONT-NEUF
ART TOMIURI - 3, quai de Conti (6^e)

LA GRAVURE ORIGINALE, à rue du Pont-Louis-Philippe, PARIS (6^e)
ANGELICA CAPORASO
27 nov.-29 déc. 14 h. 30-19 h. 30 (sauf jussés)

GALERIE JEAN ESTEVE
2, rue Jacques-Callot (9^e)
BASSARD
19 novembre-6 décembre

bram van velde
peintures récentes
à partir du 20 novembre 1975
galerie maeght
11, rue de Valenciennes 75005 Paris

(Publicité)
Dans le cadre de la CAMPAIGNE NATIONALE ET INTERNATIONALE lancée par l'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LA PEINE DE MORT, aura lieu, le Lundi 1^{er} décembre à 20 h. 30 Théâtre d'Orsay, Madrieline Renaud-J.-L. Barault UNE VENTE AUX ENCHERES « L'ART VIVANT CONTRE LA PEINE DE MORT » qui groupe, outre tous peintres et sculpteurs marquants de l'art moderne, les chefs de file ALÉCHINSKI, BAZAINE, Marcelle CAEN, CALDER, CÉSAR, Sonia DELAUNAY, Léonor FINI, Wilfredo LAM, MANESSIER, Eusebio MARTIN, MIRO, FIGUON, NIKI de SAINT-PÉLLE, François STALRY, CASARELLI, etc., ainsi que des œuvres de BRAQUE, André LEOTE, P. LEGER et SOULAVIT.
Les enchères se feront par le ministère de M. C. ROBESOT, commissaire-priseur.
Le profit de celles-ci a pour but de donner toute son encyclopédie à une campagne qui réclame, en France et dans le monde :
• l'abolition de la peine de mort, INUTILE à la défense de la Société ;
• des peines de remplacement assez efficaces et dissuasives pour assurer la protection de tous ;
• la lutte contre toutes les bars sociales qui peuvent engendrer crimes et délits ;
• l'aide aux victimes.

Galerie HENRI BENEZIT
20, rue de Miromesnil (8^e)
LA 'GIRAUDIÈRE
Peintures - Tapisseries
27 novembre - 27 décembre 1975

« Un événement sans précédent »
La Galerie J.L. POUZET
celle qui bouleverse la notion des prix vous invite, dans un cadre unique à Paris, à découvrir, en exclusivité, les
2.000 peintures de Lucien BÉNIÈRE
PISCINE LUTETIA
17 rue de Sévres Paris 6^e
du lundi au samedi de 10 h 30 à 20 h
Métro : Sévres-Babylone Jusqu'au 31.12.1975

FRANCOIS DELESTRE
6, r. de Valenciennes (7^e temple du St Esprit)
CALS
1810 - 1880
16 NOV-23 DEC.

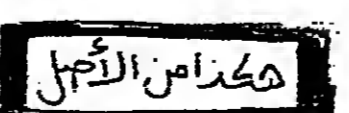
ARTCURIAL
3, avenue Mably Paris 8^e
NICOLAS SCHÖFFER
14 NOVEMBRE / 13 JAN. 1976
et en permanence éditions originales d'artistes contemporains

GALERIE ROR VOELMAR
58, r. de Bourgogne, 7^e, 501-05-43
AUBIAN
27 novembre - 16 décembre

GALERIE ARTS ANCIENS
Beyrat - Sully
tél 19-41-38 46-13-33
BALTHUS
1^{er} - 30 novembre 1975
Peintures - Dessins

LA HUNE
se dédouble avec deux expositions
MONORY
178, boulevard Saint-Germain et 14, rue de l'Abbaye
27 novembre - 25 décembre

tient de paraitre
bram van velde
par C. Juliet et J. Putman
un volume relié de 200 p.
180 F.
maeght éditeur
13 rue de Valenciennes 75005 Paris



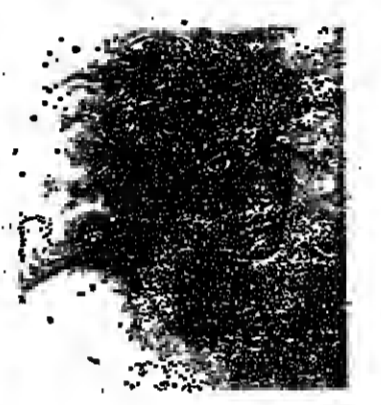
DES ARTS

Exposition Burne-Jones à Londres

BURNE-JONES était le fils d'un encadreur de Birmingham, une des villes les plus strictement agricoles de l'Angleterre...

Un fils spirituel des préraphaélites

Une sophistication dévote Burne-Jones dessinait depuis son enfance, le sans intention professionnelle jusqu'à ce qu'il découvrit dans la collection d'un...



manifeste alors une si généreuse bienveillance à son égard... Ruskin, comme William Morris, révéla d'un grand art décoratif, tapisseries, mobilier...

Le romantisme nordique Là fait merveille la sottise sinueuse de la ligne, sa fécondité et sa grâce, l'art de multiplier, de grouper les figures en...

à certaines phrases de Proust ou, pour rester dans l'époque, à Mallarmé : « La lune s'attristait. Des aérénites en pleurs... »

Une ambivalence morbide C'est à Michel-Ange, on est dit, nécessairement, à Polidoro et Signorelli qu'il doit son chef-d'œuvre, les gouaches et les lattes de l'histoire de Psyché...

Voilà Burne-Jones, tel que l'on a vu un petit bourgeois républicain par une journée de plein soleil à Londres...

Les martyrs de 1900 Burne-Jones n'était pas « dangereux », comme le furent les hommes de la génération de Wilde et de Beardsley...

AU MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES

LES potiers de Saintonge seraient, sans doute bien surpris que leur « approche », au Musée des arts et traditions populaires...

Les potiers de Saintonge et leur « approche »

Une ombre sur la photographie d'un champ, une anomalie magnétique, beaucoup de recouplements et de plénitude peuvent conduire à la découverte d'un atelier médiéval...

Le Moyen Âge est un temps d'apogée. Parallèle à une céramique d'usage local, tantôt non glazurée, tantôt verte, une céramique très décorée...

Dans une troisième étape, au dix-huitième siècle, toutes les formes sont ouvertes, la terre devient rouge et plus lourde, le décor est simplifié...

GRAU GARRIGA Tapisseries récentes Exposition 1 heure avant les spectacles - Jusqu'au 7 décembre

GALERIE FRANÇOIS PETIT 122, boulevard Haussmann - PARIS - 83-20-49 Rétrospective BELLMER

GALERIE J. LE CHAPELIN 71, faubourg Saint-Honoré, Paris-8 - 266-66-19 DESSINS et AQUARELLES de MAITRES

L'ŒIL SÉVIGNÉ 14, rue de Sévigné - Paris (8^e) - MARCEL BÉALU opéras et gouaches documents et manuscrits de poète Jusqu'au 6 décembre

Galerie Jean Camion 8, r. des Beaux-Arts-6 - 633-05-83 J.-P. HAMMER Aquarelles Du 16 novembre au 13 décembre (Ouv. de 14 à 19 h., dim. compris)

Gal. RENE DROUET, 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, (8^e) Hommage à DUFRESNE 13 novembre - 13 décembre

GALERIE JONAS
12, rue de Seine (9^e)
F. A. RAVIER
1814-1895
8 novembre-15 décembre

galerie attali
WISEUX
SCULPTURES DESSINS
13 Novembre au 6 Décembre
159 Bd. St-Germain 75006 Paris
Tel. 545.53.53 / 37.50

Galerie CARDO-MATTEIHO
21, av. Matignon (9^e) - 258-63-07
André ROTH
Du 27 nov. au 11 déc.

SAGOT - LE GARREC
24, rue du Four (9^e) - 326-43-38
HENRI RIVIÈRE
1864-1951
Gravures sur bois en couleurs
Jusqu'au 13 décembre

LE NOUVEAU ESSOR - 48, rue des Salettes-Pères
MICHEL CIRY
gravures
MARIE mère de JÉSUS
Jusqu'au 24 décembre

GALERIE EMMANUEL DAVID
14, avenue Matignon - 75008 PARIS - 339-84-30
CLAYETTE
Du 26 novembre au 31 décembre

GALERIE X
21, rue Bonaparte (9^e) - 033-83-43
STEPHANE
LE GREC
25 novembre - 15 décembre

HOMMAGE A
ZOUM WALTER
1905-1974
GALERIE DE BRUNO
rue de Beaune (7^e)
21 novembre - 15 décembre

Centre d'Art International - 80, boulevard Raspail - 548-58-42
ARTS DÉCORATIFS SOVIÉTIQUES
Tous les jrs, et sam. et dim.

(Publité)
Jusqu'au 31 décembre 1975
MARCEL JACNO
affiches - peinture
conditionnements
typographie - estampes

Galerie Claude JORY
222, Faubourg-Saint-Honoré
A. HUBERT
Peintures cinétiques
924-24-42

FRANÇOISE TOURNIÉ
10, r. de Sol-de-Stillo (4^e) - 276-13-15
Encore des Russes...
Jusqu'au 1^{er} janvier

ARTCURIAL
Galerie multi-branches
Revue d'art contemporain
Bourses et salons d'art
Sculptures, dessins, estampes et
affiches d'art contemporain

MAISON DES ARTS
Pl. de l'Hôtel-de-Ville - CRETTEL
Tél. : 399-98-30

GALERIE PASSALI **VISION NOUVELLE**
33, rue de Miromesnil, 75008 Paris. 265-46-96 31, rue du Colisée, 75006 Paris. 720-40-47
TOBIASSE

VOTRE TABLE CE SOIR

OSAKA 209-08-01 163, rue St-Honoré, 1 ^{er} . T.L.J.	Anticipation 4, rue du Heider-9. Jusq. 28 h. 30. Cuisine japonaise : Tempura - Sushis - Sashimi - Sauté. Danse de Kabuki.
CAYEVA FRANÇOIS-VILLON F.V.D. 84, r. de l'Arbre-Sec-1 ^{er} . GEN. 10-92	Les caves du XIII ^e Dej. Din. Soup. Jusq. 2 h. matin. Menuis bretonnes 9 F. Pied d'ortie porc 9 F. Boudin 2 F. Grillades 18 F. Gratins 8 F. etc.
LA COTRIAOE 232-37-08 3, rue de la Luna, 7 ^e F. sam.-dim.	est le nom de la bouillabaisse bretonne, 18 F. Spéc. pois. et grill. Mucadet et Gros-Picant nantais dans un cadre de bistrot de pêcheurs.
BOFFINGER 272-87-82 3, rue de la Bastille, 6 ^e F. dim.	Déjeuners, Diners, Soupers Jusq. 2 h. du matin. Base d'huîtres. Spécialités. Patis du jour. Parking facile sur la place.
GUY 033-87-61 6, rue Mablou, 6 ^e	e L'ambassade gourmande du Brésil, 1 ^{er} et 2 ^e étages. Saint-Germain-est. Près Jusq. 2 h. du matin. Crêvettes au mariage. Kimchi, Feljoada, etc.
CLUB HOUSE 263-37-47 23-31, place de la Madeleine, 8 ^e	Les 2 formules - Res-de-ch. PUB. Grill. Ouvert jour-nuit 1 ^{er} étage. Restaurant, vue panoramique. Spéc. à volonté pour soirées, mariage, de cour, menu gastro 28 F. V.A.S. Carte de crédit. Parking en et-out.
LA VIENNOISE 239-12-90 (3 accès) 40, r. Foch, 12 ^e F. Le Boticier Galerie Patis-Biscuits, 64, Ch.-St-Jacques 2 ^e niveau inf. part. accès direct	De 20 h. à 2 h. du matin. Spectacle dîner dansant. En association le bel ARMANDO BALZANI et l'orchestre Pierre BOUSSAT. Le charme et le confort d'un décor romantique. Spécialité de la cuisine de la région. Et aussi une carte française. Il est préférable de réserver.
NAPOLEON T.L.J. 227-99-30 38, av. Friedland, 8 ^e . Jusq. 2 h. 30	O.P. Baumann, créateur de la célèbre Chateaufort au confort d'une cité par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations et spécialités 218 et Chateaufort aux polonois. Menu à volonté. Parking en et-out. Mouton, et menu... au homard (sur commande)
LE MIRADO TRO. 74-33 5, bd Rochechouart, 9 ^e . T.L.J.	Jusqu'à 2 h. du matin. Dans le cadre 1930, entièrement rénové, d'une terrasse réputée, bon carte de grande classe à partir de 50 F. Club privé au sous-sol
LE VIGNO DI SORRENTO T.L.J. 75, bd de Clichy, 9 ^e 574-82-08	Jusqu'à 3 h. matin. Cuisine et vins italiens. Pizzas de 7 à 10 F. Escalope Fiorentina 20 F. Escalope Marala 18 F. Ses grillades.
LA CHAMPAGNE 674-44-78 10 bis, place Clichy, 9 ^e F. dim.	24 h. sur 24. Fruits de mer, coquillages. Répété pour ses viviers de homards et langoustes, loup rougets grillés, sa bouillabaisse.
TROO DANS LE MUR OPE. 66-88 21, bd des Capucines, 9 ^e F. dim.	Dans le calme de ses vieilles voûtes. Spécialités régionales. Soupe de polonois, terrines maison. Vins d'élevage en flûtes.
JULIEN PRO. 15-06 16, rue de St-Germain, 10 ^e . T.L.J.	Ours son cadre « fin de siècle », sa nouvelle formule et plats raffinés entrées comprises. Ses fabuleux bouillons. 10 plats journaliers. P.M.R. 80 F.
LES VIEUX METIERS 588-90-03 13, bd Auguste-Blanqui, 13 ^e . F. L.	Gratin crabe, Homard grillé, Brevettes flambees, Canard au cidre. Fondue mornée, Pâtis de fromage, Sauté, Glace et pâtisseries maison. 50 à 90 F. Souper aux chandelles dans vieille cave Louis XIII
VIA BRASIL 338-69-01 10, rue du Départ, 13 ^e T. les jrs	Déjeuners, Diners, Soupers servis Jusq. 1 h. du matin. Cuisine tropicale : crevettes à la Bahianaise, Feljoada. Ouvert tous les jours.
BEAUVILLIERS Officier de bouche 32, rue Lamarc, 13 ^e CLL. 18-50	Dans le Montmartre des Parisiens. Cadre très personnel. Recettes de cuisine retrouvées. Recettes de cuisine crées. P.M.R. 75 F. Terrasse.
RIBATEJO 370-41-03 6, rue Flanchet, 20 ^e F. mardi	Jusqu'à 2 h. du matin. Spécial. portugaises. Tous les soirs FADO et guitare. Merve à la Bras 14 F. Vins de porc Alentejo 14 F.

● Ambiance musicale ● Orchestre ● Spectacle en soirée. P.M.R. : prix moyen du repas.

Expositions

L'OR DES SCYTHES. - Grand Palais, entrée, avenue du Général-Bischoff (21-23-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 6 F.; le samedi : 5 F. (gratuite le 26 novembre). Jusqu'au 13 janvier.

JEAN-FRANÇOIS MILLET. - Grand Palais, entrée, avenue du Général-Bischoff (21-23-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le samedi : 5 F. (gratuite le 26 novembre). Jusqu'au 13 janvier.

JACQUES VILLON. - Grand Palais, entrée, avenue du Général-Bischoff (21-23-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le samedi : 5 F. (gratuite le 26 novembre). Jusqu'au 13 janvier.

DIX SIÈCLES D'ART TCHÉQUE ET SLOVAQUE. - Grand Palais, entrée, avenue du Général-Bischoff (21-23-24). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h.; le samedi : 5 F. (gratuite le 26 novembre). Jusqu'au 13 janvier.

L'ART COLOMBIEN A TRAVERS LES SIÈCLES. - Petit Palais, avenue Winston-Churchill (285-12-72). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Jusqu'au 13 janvier.

LE BATEAU-LAVOIR. - Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (277-35-41). Sauf mardi, de 12 h. 30 à 18 h. 30. Entrée : 6 F. Jusqu'au 31 janvier.

VOYAGEURS AU XVI^e SIÈCLE. - Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (773-03-93). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 13 janvier.

VICTOR BRAUNER. - Musée national d'art moderne, 11, av. du Président-Wilson (773-03-93). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

HOMMAGE A SONIA DELAUNAY. - Musée national d'art moderne, 11, av. du Président-Wilson (773-03-93). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 5 janvier.

BAZAINE. RELATIONS DES DOCTES. - Musée national d'art moderne, 11, av. du Président-Wilson (773-03-93). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 5 janvier.

RAOUL HICHAO. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 janvier.

TOM PHILLIPS. - A.R.C. 2 an Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 décembre.

UNE EXPERIENCE SOCIO-COLOGIQUE. - A.R.C. 2 an Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 14 décembre.

RAOUL HICHAO ET SES AMIS. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 11 décembre.

DESSINS D'ARCHITECTURE OR LE CORBUSIER. - Fondation Le Corbusier, 18, avenue de Docteur-Blanche (262-41-53). Sauf dimanche, de 10 h. à 18 h. Jusqu'à la fin décembre.

BERNARD LAGROUX. - Lieu méconnu, 12, rue de la Harpe (030-32-14). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. dimanche, de 10 h. à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} décembre. (Les groupes sont admis de 10 h. à 12 h. dimanche à 200-36-38).

LES PAPIERS PEINTS DE ZUBER. - Centre de création industrielle (voir ci-dessus). Jusq. fin janvier.

ARCHITECTURES MARGINALES AUX U.S.A. - Musée des arts décoratifs, 107, rue de la Harpe (030-32-14). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. dimanche, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 4 janvier.

ADRIEN MARQUET. - Oratoire des Tuilleries, jardin des Tuilleries (07-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 3 janvier.

MAIAKOVSKI. - Vingt ans de travail - Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (287-48-84). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 1^{er} décembre.

CHARLES SIMONDS. - Dessins et mythologie. - Centre national d'art contemporain, 11, rue Berryer (287-48-84). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Jusqu'au 11 janvier.

SCULPTURES EN FRANCE. de Rodin à nos jours. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (51-01-54). De 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Variétés

OR KOONING. Océans, peintures, sculptures. - Galerie des Arts, 33, rue de Seine (252-73-41). Jusqu'au 30 novembre.

SUZANNE LALIQUE. Reflets de la Comédie-Française. - Galerie 2, rue du Dragon (222-36-13). Jusqu'au 6 décembre.

ALAIN LESTER. Gravures récentes. - Galerie de France, 3, faubourg Saint-Honoré (265-69-37). Jusqu'au 31 décembre.

LEVANTAL. Adieu aux Hades. - Galerie de Nevers, 11, rue de Nevers (033-47-80). Jusqu'au 26 décembre.

ROY LICHTENSTEIN. - Galerie J. Bossart, 20, rue de Lilla (161-10-47). Jusqu'au 29 novembre.

MAITRES POPULAIRES BELGES. - Peintures, gravures, objets naïfs. - Galerie Straphina, 23, rue de l'Odéon (633-49-54). Jusqu'au 31 décembre.

ANDRE MASSON. Exposition rétrospective. - Galerie de la Seine (325-35-16). Jusqu'au 6 décembre.

MESSAGIER. Gravures aux peuples. - Galerie de France, 3, rue de Valenciennes (261-12-55). Jusqu'au 31 décembre.

DIETRICH MOER. - Galerie de l'Université, 52, rue de Bassano (720-78-11). Jusqu'au 6 décembre.

GAUDOUZ. Peintures récentes. - Galerie Sollet, 20, rue de Miromesnil (263-00-66). Jusqu'au 30 décembre.

QUINZE LITTÉRAIRE. Peintures, gouaches, dessins, aquatintes, collages, marabouts. - Galerie Jeanne Bucher, 23, rue de Seine (265-23-22). Jusqu'au 1^{er} décembre.

GAUDOUZ. Peintures récentes. - Galerie Beaumont, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-82). Jusqu'au 16 décembre.

SIMA. Peintures de 1927 à 1971. - Galerie Point-Cardinal, 3, rue Jacob. Jusqu'au 14 décembre.

MARK TOBEY. - Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (033-78-11). Jusqu'au 13 décembre.

ABRAHAM TOPOFF. Peintures récentes. - Galerie Marquet, 7, rue Bonaparte (262-74-88). Jusqu'au 1^{er} décembre.

FELIX VALLOON. - 41, rue de Seine (262-48-87). Jusqu'au 20 décembre.

VIEUX. Sculptures et dessins. - Galerie Aupal, 129, boulevard Saint-Germain (262-36-20). Jusqu'au 6 décembre.

VIE WANDMAN. - Galerie Veyron, 7, rue Bonaparte (262-92-01). Jusqu'au 6 décembre.

ZOUM WALTER. 1905-1974. - Galerie de Beaune, 5, rue de Beaune. Jusqu'au 15 décembre.

PROVINCE.
ARRAS. L'œil en question. - Galerie Nord, 6, rue des Capucines. Jusqu'au 14 décembre.

WALDEN-BARTUL. Eugène Levey, peintures acryliques et dessins. - Jusqu'au 7 décembre.

NICE. L'agrarisme et le dessin anglais. - Musée Chéret, jusqu'au 7 décembre. - Léopold Sauvage : exposition rétrospective. - Galerie des Fontaines jusqu'au 30 décembre.

SAINT-OMER. L'écriture de Saint-Omer du XIV^e au XIX^e siècle. - Musée de l'Hôtel Sandelin, 14, rue Carreau (26-00-48). Jusqu'au 21 décembre.

JEM-HEGO. théâtre. - Galerie L'œil, 6, rue Bonaparte (033-78-11). Jusqu'au 30 novembre.

JACQUERIE. - Galerie de la Tourneville, 3, rue du Haut-Pavé (033-80-37). Jusqu'au 29 novembre.

DOUGLAS JAMES JOHNSON. Peintures récentes. - Galerie Karl Finkler, 25, rue de Tournon (323-18-73). Jusqu'au 6 décembre.

KANDINSKY. Dessins de 1888 à 1944. - Galerie Dina-Vierzy, 38, rue Carreau (260-22-14). Jusq. fin décembre.

Le music-hall

BORINO (233-30-49) (D. solt. 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. et 18 h.) : Coluche.

CASINO DE PARIS (074-56-22) 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. Soirée de Roland Petit.

CENTRE CULTUREL DU MAL (773-73-32) (O. solt. L.). 21 h. mot. sam. et dim. à 15 h. Salsimbanques : ven. et ma 23 h. 38 : Musique la nuit.

COMEDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (339-37-43) (L. solt. L.). 20 h. mat. dim. à 17 h. 30 : Ite F. Jacques.

ELYSÉES-MONTMARTRE (604-3101) 20 h. 45, mat. sam. à 17 h. Héroïque cress.

FOLIES-BERGERE (770-42-51) 20 h. 30 : J'aimais à la folie. OLYMPIA (042-15-03). 21 h. Gilbert Bécaud (dernière le 28 à 18 h.). Gentils Olan 20 à 14 h. 30 et 17 h. 30 : 31 Tina Turner.

PALAIS DES CONGRES (758-156) 20 h. 30 : 29 à 21 h. L. 14 h. 45 : Léo Ferré.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (223-44-36). 18 à 21 h. : 31 Bessy.

LA PÉNICHE (205-33-09) 22 h. 30 : Jules Beaucaire.

THÉÂTRE DES OIX-HEURES (07-40) (O.). 20 h. : Patrick Sempst. MONTMARTRE (223-44-36). 18 à 21 h. : 31 Bessy.

Les chansonniers
CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-48) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : 44 du plus mal l'un peu mieux.

OIX-ANES (096-10-26) (O.) 21 h. mat. dim. à 15 h. 30 : 44 du plus mal l'un peu mieux.

DIX-HEURES (608-07-48). 23. Dix heures portes ouvertes.

Le cirque
CIRQUE D'HIVER BOULGONE - 12-20, mer. à 19 h. mat. à 15 h. 30 : dim. à 14 h. 30 et 1. NOUVEL HIPPODROME DE P. (225-31-47) (J. D.). 20 h. 45. mat. dim. à 15 h. 30 : 44 du plus mal l'un peu mieux. 170, 205-4 NOUVEAU CIRQUE DE PARIS (263-31-68) (D. solt. L.). 20 h. mat. dim. à 15 h. 30 : 44 du plus mal l'un peu mieux.

LES 80 ANS DU CINEMA FILMS CHOISIS PAR LA CRITIQUE

LOGOS	MAC MAHON	LE MARAIS
Mar. 26 TRISTANA	Mar. 26 SALVATORE ET GULIANO	Mar. 26 FARREBIQUE
Jan. 27 L'IMPERATRICE ROUGE	Jan. 27 M-LE MAUDIT	Jan. 27 ORPHEE
Jan. 28 LES RAPACES	Jan. 28 7 WOMEN	Jan. 28 L'HEURE DU LOUP
Sam. 29 MEET ME IN SAINT-LOUIS	Sam. 29 BRIGADOON	Sam. 29 LE COUTEAU DANS L'EAU
Dim. 30 A NOUS LA LIBERTE	Dim. 30 LA RUEE VERS L'OR	Dim. 30 HALLELUJAH
Jan. 1 ^{er} JULES ET JIM	Jan. 1 ^{er} TO BE OR NOT TO BE	Jan. 1 ^{er} LE CARROSSE D'OR
Mar. 2 MURIEL	Mar. 2 LES ENFANTS DU PARADIS	Mar. 2 TEMPETE SUR L'AS

LES 80 ANS DU CINEMA FILMS CHOISIS PAR LA CRITIQUE

LOGOS MAC MAHON LE MARAIS

Mar. 26 TRISTANA Mar. 26 SALVATORE ET GULIANO Mar. 26 FARREBIQUE

Jan. 27 L'IMPERATRICE ROUGE Jan. 27 M-LE MAUDIT Jan. 27 ORPHEE

Jan. 28 LES RAPACES Jan. 28 7 WOMEN Jan. 28 L'HEURE DU LOUP

Sam. 29 MEET ME IN SAINT-LOUIS Sam. 29 BRIGADOON Sam. 29 LE COUTEAU DANS L'EAU

Dim. 30 A NOUS LA LIBERTE Dim. 30 LA RUEE VERS L'OR Dim. 30 HALLELUJAH

Jan. 1^{er} JULES ET JIM Jan. 1^{er} TO BE OR NOT TO BE Jan. 1^{er} LE CARROSSE D'OR

Mar. 2 MURIEL Mar. 2 LES ENFANTS DU PARADIS Mar. 2 TEMPETE SUR L'AS

L.A.L.A.R. Agence Littéraire et Artistique Parisienne pour les Echanges Culturels et les Spectacles LUMIBROSO présentent au

PALAIS DES SPORTS
PORTE DE VERSAILLES
75016 PARIS
Tél. : 269.79.60

du 28 NOVEMBRE au 11 JANVIER

le BALLET SOVIETIQUE DE SIBERIE ensemble officiel de KRASNOIARSK

Soirées à 20 h 30 : mardi, mercredi, vendredi, samedi - Matinées à 17 h les samedis Matinées à 14 h 00 et 18 h : les dimanches - Matinées à 16 h : 25 décembre et 1^{er} janvier.

LOCATION PAR CORRESPONDANCE retournez ce bon au PALAIS DES SPORTS Porte de Versailles 75016 PARIS accompagné d'un chèque bancaire du postal 3 volets établi à l'ordre du PALAIS DES SPORTS Joindre une enveloppe timbrée à votre nom.

TARIFS orchestre 1^{re} série : 80 F orchestre 2^e série : 50 F place de côté : 40 F balcon : 30 F

DATES 1^{re} choix... heure... 2^e choix... heure... 3^e choix... heure...

Nom : Adress : Localité : Dépt : Tél : Places : Nombre : Prix :

LOCATION OUVERTE TOUTES AGENCES

مكتبة الأناضول

DES SPECTACLES

Cinéma

BASE IV (A. v.o.) : Elysees-Point-Show, 8 (225-57-29). V.I. : Trois-Hausmann, 8 (770-41-57). OUR ELECTRE (Hong., o.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6 (225-80-25).

Les films nouveaux

CHRONIQUE DES ANNEES OR BRASSE, film algérien de Lakhdar Ghomri, avec Djouhanna, Larbi Sakal, Chak Nourredine, Lakhdar Ghomri. — V.o. : (5) V.M.O.T. - Elv-Gauché, 6 (548-25-38), Elysees-Cinéma, 8 (225-87-80), Gaumont-Opéra, 12 (225-82-27), Clichy-Patbé, 18 (225-37-41). LE SAUVAGE, film français de Jean Paul Esquerré, avec Catherine Denève et Yves Montand. — Gaumont-Colisée, 8 (225-20-20), France 8 (770-33-38), Caravilla, 18 (327-50-72), Montparnasse-Patbé, 14 (225-30-13), France 12 (225-31-09-74), Gaumont-Opéra, 12 (225-78-28), Gaumont-Convention, 12 (225-44-05), Gaumont-Convention, 12 (225-42-27), Gaumont-Gambetta, 20 (797-42-74), Victor-Hugo, 19 (797-44-75). ATILA 74, film grec de Michael Cacoyannis. — V.o. : La Paque, 7 (251-12-15). LES PAS DES SALLEES (BROTHER CAN YOU SPARE A DIME?), film anglais de Philip Mora. — V.o. : Elysees-Lincoln, (229-30-14), France 8 (548-54-74), Saint-Germain-Village, 8 (225-27-69), Mayrill, 18 (225-27-08), 14 Juillet, 11 (700-51-13). J'AI QU'À DE LA GUERRE, 37A DE L'ESPOIR, film italien d'Alberto Sordi, avec Alberto Sordi. — V.o. : Studio Jean Cocteau, 3 (033-47-62). HOBBS & DEAN, film français d'Alain Fleisher, avec Catherine Jourd'he. — Le Selva, 8 (325-32-46). L'AM, film américain de Samuel Beckett, avec Buster Keaton, et film irlandais de Reginald Gray, avec Laurent Terziev. — Le Selva, 8 (325-32-46), à 20 h. et 22 h. L'ESAN DANS LA TOURMENTE, film de Jocelyn Sael et Jorg Stocklin. — Olympia-Entrepôt, 14 (783-67-42). AO BERNARDO, film brésilien de Leon Hirszman, avec Odson Bastos, Rachel Elidoro. — V.o. : Olympia-Entrepôt, 14 (783-67-42).

QUAND LA VILLE SE VILLE (Fr.) : Clichy-Patbé, 18 (225-37-41), Normandie, 8 (229-41-18), Rex, 8 (228-83-29), Paramount-Gaîté, 14 (228-80-24). LE RETOUR DE LA PANTHERE ROUGE (A. v.o.) : Gaumont-Champs-Élysées, 8 (225-04-57), Gaumont-Opéra, 12 (225-78-28), Gaumont-Convention, 12 (225-44-05), Gaumont-Gambetta, 20 (797-42-74), Gaumont-Opéra, 12 (225-78-28). ROYAL FLAME (A. v.o.) : Danton, 8 (228-08-18), Mercury, 8 (228-78-90), V.I. : Cambronne, 15 (797-42-48), Saint-Lazare-Pasquier, 8 (327-32-43). SHAMPOO (A. v.o.) : Biarritz, 9 (deux salles) (222-89-33), U.G.C. Odson, 8 (225-71-08). — V.I. : O.G.C. - Gobelins, 12 (231-06-18), Magio-Convention, 12 (225-20-84), Rotonda, 8 (225-02-22), Eldar, 8 (770-11-24). LE SHERIF EST EN PRISON (A. v.o.) : Studio Contrescarpe, 8 (225-78-27), O.G.C. - Biarritz, 9 (225-78-90), V.I. : Nation, 12 (225-04-57), Moulin-Rouge, 18 (225-34-25), Paramount-Opéra, 9 (225-30-13), France 12 (225-31-09-74), Gaumont-Sud, 14 (221-51-78), Paramount-Bastille, 12 (225-37-41). LE SECRETAIRE AUX MILLE ET UN TROUPE ou LE SHERIF (Fr.) : Le Métal, 4 (272-47-47), à 17 h. 10, 18 h. 30, 20 h. 30. SOUVENIRS D'UN FRANC (Fr.) : Quai des Saussaies, 8 (225-35-40). LE TELEPHONE ROSE (Fr.) : Le Paris, 8 (225-53-99), Impérial, 2 (242-72-52), Maxville, 8 (770-72-37), Montparnasse-Patbé, 14 (225-30-13), Gaumont-Convention, 12 (225-44-05), Clichy-Patbé, 18 (225-37-41). LA TOILE D'ARAGONNE (A. v.o.) : Saint-Germain-Ruecart, 8 (225-87-51), France-Sidex, 8 (225-71-11). — V.I. : Gaumont-Madeleine, 8 (225-72-73), France 12 (225-31-09-74), Clichy-Patbé, 18 (225-37-41), P.L.E. - Saint-Jacques, 24 (225-42-42), Carabroze, 15 (724-42-58), Nations, 12 (243-04-57), Montparnasse 8 (225-30-13). LES TROIS OUTRES DU CONDOR (A. v.o.) : Emittage, 8 (229-15-71), Saint-Michel, 8 (228-78-17). — V.I. : Rex, 8 (228-83-29), Miramar, 14 (225-41-03), Napoléon, 12 (225-41-46), Métal, 14 (724-20-80), U.G.C. - Gobelins, 12 (231-06-18), Publicis-Matignon, 8 (229-31-97). LES VIEUX FUSIL (Fr.) : George V, 8 (225-41-46), Paramount-Gobelins, 12 (225-41-46), Marivaux, 20 (742-02-80), France 12 (225-31-09-74), Paramount-Montparnasse, 14 (225-22-17), Paramount-Malliot, 17 (758-34-24).

LE VOYAGE DES COMEDIENS (Grec, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 8 (225-46-18). Les grandes reprises : AFRICAN QUEEN (A. v.o.) : Action-Lafayette, 8 (225-85-79). LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) (les deux époques) : Dominique, 7 (251-04-55) (cf. mardi). L'EMIGRÉ (A. v.o.) : Paramount-Odson, 8 (225-59-43), Publicis-Champs-Élysées, 8 (225-78-28). LA MOÛTE AUX TROUSSES (A. v.o.) : Studio Parresse, 8 (226-35-80) (m. jeudi ven.). UN AMERICAIN A PARIS (A. v.o.) : Action-République, 11 (225-21-23). Les festivals : BUSTER KEATON : Marais, 4 (278-47-89). — Mer. : les Trois Âges ; jeu. : les Leds de Trospé ; ven. : Collège ; sam. : la Croisière du Navire ; dim. : l'Heure du Loup ; lun. : Sirey ; mar. : le Mécano de la Général ; mer. : le Mécano de la Général. LES GAIERS DU CINEMA DES ANNEES 60 : Studio Bertrand, 7 (225-64-65), à 12 h. (cf. dim.). LE SOLDAT A BOUT DE SOUFFLE : ven., sam., dim. : les Quatre Centis Coupes, Jules et Jim ; lun., mar. : le Signe du Lion, la Religieuse. LE SINGE FAMILIAL : Rodegh. 18 (228-24-44). — Mer. : l'Enfant Sauvage ; jeu. ven., sam. : Talking Out ; dim., lun., mar. : la Bête à Paris. FESTIVAL DE FILMS SUPER-HUIT : Olympic-Marilyn, 14 (178-57-43). CINQUANTE ANS DE CINEMA AMERICAIN (v.o.) : Action-Lafayette, 8 (225-85-79). — Mer. : On achève bien les chevaux ; jeu. : Propriété interdite ; ven., sam. : la Fugue ; dim., lun., mar. : Moulin-Rouge. 50 ANS DE CINEMA FILMS CHOISIS PAR LA CRITIQUE : MARAIS, 4 (278-47-89). — Mer. : Faribique ; jeu. : Orphée ; ven. : l'Heure du Loup ; sam. : le Cou-teau dans l'eau ; dim. : Baile-Judah ; lun. : la Carrosse d'or ; mar. : Tempête sur l'Asie. STUDIO LOGOS, 8 (225-25-43). — Mer. : Tristana ; jeu. : l'Impé-riatrice rouge ; ven. : les Rapaces ; sam. : Mest me in Saint-Louis ; dim. : A nous la liberté ; lun. : Jules et Jim ; mar. : Mirel. MAC-MARON, 17 (220-24-21). — Mer. : Salvatore Giuliano ; jeu. : M. le maudit ; ven. : Seven Women ; sam. : Brigadoon ; dim. : la Haine vers l'or ; lun. : To be or not to be ; mar. : les Solitaires du paradis. Les séances spéciales : AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 8 (225-27-77), à 10 h. 15 et 24 h. LA CHINE (Fr.-It.-Al.) : Le Selva, 8 (225-32-46), à 12 h. (cf. dim.). LE OCCAMERON (It., v.o.) : (*) : la Cléf, 5 (227-90-90), à 12 h. et 24 h. PANIQUE A NEEDLE PARK (A. v.o.) : (*) : la Cléf, 5 (227-90-90), à 12 h. et 24 h. LE PETIT SOLDAT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 8 (225-46-18), à 24 h. PSAUME ROUGE (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 8 (225-46-18), à 12 h. 15 et 0 h. 15. SI J'AVAIS QUATRE ORONADAL-LES (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 8 (225-46-18), à 12 h. 15 (cf. dim.).

Studio JEAN COCTEAU (v.o.) : 3, rue d'Arras, Tél. : 033-47-62. HIZZOLI FILM présente un film réalisé et interprété par ALBERTO SORDI. TANT QU'Y'A DE LA GUERRE Y'A DE L'ESPOIR. et si demain la lune était noire... BIARRITZ VO / STUDIO CONTRESCARPE VO et en version française : PARAMOUNT OPERA / MONTPARNASSE PATHE CAMBRONNE / FAUVETTE / MOULIN ROUGE NATION / PARAMOUNT BASTILLE. Après "FRANKENSTEIN JUNIOR" en film en version française le chef-d'œuvre de MEL BROOKS. BLAZING SADDLES (LE SHERIF EST EN PRISON). WARRNER BROS. présente le chef-d'œuvre "LE SHERIF EST EN PRISON" avec CLAUDE LITTLE - GENE WILDER - SIM PICKERS - DAVID BROWNSTON CLAUDE BONS STARRETT, JR. et avec MEL BRADEN - HARVEY NORMAN et MADELINE KAHN PARAVISION - TECHNICOLOR - Distributeur MEL BROOKS, HOSAM STAMBERG, ANDREW SERKIAN, RICHARD FRYER, ALAN BIER - Producteur ANDREW SERKIAN Produit par MICHAEL FERTZBERG - Film en collaboration MEL BROOKS - Distributeur WARRNER COLUMBIA FILM. PARLY II / ALPHA Argenteuil / MULTIGINE Champigny GAUMONT Evry / ULS 2 Brsay / ÉPI-CENTRE Epinay CLUB Maisons Affort / AVIATIC Le Bourget.

HUMPHREY BOGART "AFRICAN QUEEN" un film de John HUSTON

BALZAC ELYSEES - UGC MAREUF - OMNIA BOULEVARDS - UGC ODÉON - LA CLEF - STUDIO MEDICIS - STUDIO RASPAIL - PLAZA - CLICHY PATHE - LES 3 MURAT - LIBERTÉ CYRANO Versailles - VAL COURCELLE Gît-le-Cœur-Yvette

l'arbre de GUERNICA film de ARRABAL

ACTION CHRISTINE 4, rue Christine - Paris (6^e) - 225-85-73 Séances à 13 h. 30 - 17 h. et 20 h. 30

MILESTONES

A Film by Robert KRAMER & JOHN DOUGLAS LE MONDE : « On ne peut nier l'importance, la richesse, l'intérêt majeur de ce film. » (J. de Barrocelli). NOUVEL OBS. : « Miletstones dresse le portrait d'une génération. » (J.-L. Sory). LIBERATION : « Ce film fascinant est un tout... C'est un travail d'un extraordinaire richesse... » (J. Doyon). POLITIQUE ERSSO : « Peu de cinéastes nord-américains témoignent avec une telle force, une telle clarté, un tel courage, une telle honnêteté de l'odyssée de la gauche américaine. » (M.D.).

Parfum de Femme un film de DINO RISI Grand Prix d'Interprétation Festival de Cannes pour Vittorio Gassman

CHARLES CHAPLIN (LIMELIGHT) ECRIT, DIRIGÉ ET PRODUIT PAR CHARLES CHAPLIN CLAIRE BLOOM SYDNEY CHAPLIN

ATILA 74 Depuis août 74 la ligne ATILA, ainsi décapotée par les Turcs, partage Chypre en deux et bouleverse l'opinion mondiale. témoignage filmé par MICHAEL CACOYANNIS

BLACK MOON FILM DE LOUIS MALLE et si demain la lune était noire...

BLAZING SADDLES (LE SHERIF EST EN PRISON) WARRNER BROS. présente le chef-d'œuvre "LE SHERIF EST EN PRISON" avec CLAUDE LITTLE - GENE WILDER - SIM PICKERS - DAVID BROWNSTON CLAUDE BONS STARRETT, JR. et avec MEL BRADEN - HARVEY NORMAN et MADELINE KAHN PARAVISION - TECHNICOLOR - Distributeur MEL BROOKS, HOSAM STAMBERG, ANDREW SERKIAN, RICHARD FRYER, ALAN BIER - Producteur ANDREW SERKIAN Produit par MICHAEL FERTZBERG - Film en collaboration MEL BROOKS - Distributeur WARRNER COLUMBIA FILM

LA VOIX DE SON MAÎTRE • KARAJAN WEISSENBERG CICCOLINI DOMINGO PREVIN SCHWARZKOPF ont choisi le CADRE ROUGE vous aussi vous avez choisi le CADRE ROUGE pour vos disques classiques le CADRE ROUGE est disponible chez votre disquaire, grands magasins et magasins spécialisés, munis de ce label



le dialogue est communication
 le dialogue est confiance
 le dialogue est confrontation
 le dialogue est connaissance
 le dialogue est présence
 le dialogue est découverte
 le dialogue est initiative
 le dialogue est ouverture
 le dialogue est collaboration
 le dialogue est analyse
 le dialogue est synthèse
 le dialogue est échange
 le dialogue est rapprochement
 le dialogue est simplification
 le dialogue est démonstration
 le dialogue est assurance
 le dialogue est enrichissement
 le dialogue est management

DANS LE DOMAINE DES SYSTEMES INFORMATIQUES LE DIALOGUE EST OLIVETTI

A4, A5, A6, A7, TC800: la gamme complète des nouveaux systèmes informatiques Olivetti

Des miniordinateurs pour la comptabilité et la gestion, des terminaux, des systèmes pour la saisie et la transmission des données.
 Ils sont modulaires, extensibles et modifiables dans la configuration la plus adaptée aux nécessités et aux dimensions de votre entreprise: grande, petite ou moyenne. Et ils sont déjà programmés pour comprendre vos questions et vous donner dans votre propre langage les réponses dont vous avez besoin.
 Ils sont des systèmes "intelligents": les "systèmes du dialogue". Olivetti a installé dans le monde entier 100.000 télescripteurs, 50.000 terminaux, 450.000 systèmes comptables et microcomputers, des millions de machines à écrire et à calculer.

A temps incertains, sécurité nouvelle

olivetti

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1314

1	2	3	4	5	6	7	8	9
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Repoit un bon soufflet. — II. Pratique du plus haut intérêt; C'était un endroit idéal pour vider une querelle. — III. Symbole chimique; Des spécialistes de la viande à l'écouffée. — IV. C'est toujours un problème. — V. Points dans le temps; Militaire connu. — VI. Assez fragile. — VII. Fête d'un certain village. — VIII. Fin de participe; Désinence verbale. — IX. Endroits maisons. — X. Pronom; Voyage agréablement et sans fatigue. — XI. Sûrement bien accueillis.

VERTICALEMENT

1. Finit par crever à force de grossir; Fait rougir ou blémir. — 2. D'un auxiliaire; En Roumanie. — 3. Promesse de grain; Vient de riz. — 4. Pas clairsemées; Bien de ce monde. — 5. Points opposés; Prénom masculin. — 6. On lui fait tout avaler; Tout juste suffisant pour aller planter ses choux. — 7. Endura les pires souffrances; Pile. — 8. Verbe actif; Son époux fut un modèle de fidélité. — 9. Déclarés; Prénom féminin; Précise une possession.

Solution du problème n° 1313

Horizontalement

I. Cocon; Ars. — II. Anatomie. — III. Ede; Taxif. — IV. Nectar. — V. Surtin; El. — VI. Mirent. — VII. Ab; Se; Ete. — VIII. Froussives. — IX. Aure; Léa. — X. Série. — XI. Pesant.

Verticalement

1. Caen (allusion aux tripes à la mode de Caen, cf « Feuillet »); Papa I. — 2. Ondes; Bousc. — 3. Caecum; Drua. — 4. Ot; Trisera. — 5. Notaires; In. — 6. Marne; Het. — 7. Air; Névé. — 8. Reinettes. — 9. Fil; Raal. — 10. GUY BROUTY.

VENTE A VERSAILLES

Collection d'un Amateur HAUTE ÉPOQUE
BOIS ET PIERRES SCULPTÉS des XIII^e, XV^e et XVI^e siècles
Sarcophages mérovingiens - Gisants d'époque gothique
MEUBLES d'époque gothique et des XV^e et XVI^e siècles
TABLEAUX ANCIENS des XVI^e - XVII^e et XVIII^e SIÈCLES
MARBRÉS ANTIQUES - EXTREME-ORIENT - ÉLIXIRS - ARGENTERIES
Dix lettres militaires de NAPOLEON I^{er}
SIBES ET MEUBLES des époques Louis XV et Louis XVI
TAPISSERIES - TAPIS - LES DIMANCHES de NOVEMBRE 1975 à 14 heures
M^{re} Georges BLACHE, Commissaire-Priseur
à VERSAILLES - 5, rue Roumeau (tél. 950-55-06 et 951-23-95)
EXPOSITIONS : vendredi 29 novembre de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h.
En soirée : vendredi 28 novembre de 21 h. à 23 h.

Visites, conférences

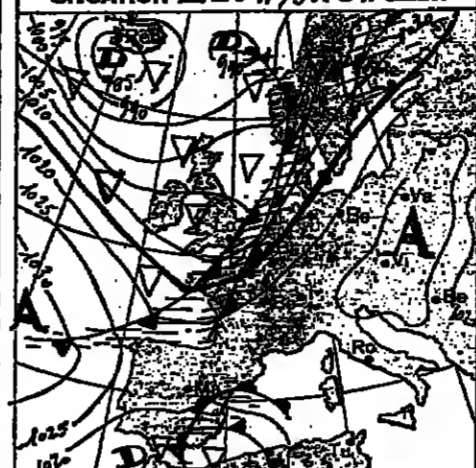
JEUDI 27 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Galeries nationales des monuments historiques, 15 h. 22, rue de Sévigné, Mme Chapuis : « Décors intérieurs de l'architecture Ledoux pour l'hôtel d'Orléans ». — 15 h. 30, musée de l'Opéra, statue de la dame, Mme Lagrange : « Exposition Nadar et l'art lyrique à l'Opéra ». — 15 h. 30, musée de la Défense, corpele SPAD, Mme Oswald : « Vivre et travailler à la Défense ». — 14 h. 45, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, M. Pierre Lamotte : « La fin de l'ancien Régime ». — 17 h. 15, musée de l'Orangerie : « Marquès » (Mme Angot). — 15 h. 30, musée saint-Paul : « Chez un souffleur de verre » (Connnaissance d'ici et d'ailleurs). — 15 h. 30, musée de la Sainte-Chapelle (M. de La Roche). — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « Les plans d'Alsace ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « Les plans de la Courneuve ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « Paris et son histoire ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « L'histoire de la place, partie Sud ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « L'histoire de la place, partie Nord ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « L'histoire de la place, partie Est ». — 15 h. 30, musée de la Ville de Paris : « L'histoire de la place, partie Ouest ».

CONFÉRENCES — 20 h. 30, 26, rue Bergère, Marie-Madeleine Davy : « Rencontre entre l'Orient et l'Occident » (Promenades et la Connaissance). — 21 h. 15, rue Kappeler : « Petite capitale, suicide, mort violente » (Loge unie des théosophes), entrée libre. — 20 h. 30, la maison Balzac, 47, rue Bayenard : « Le « femme dans l'œuvre de Dumas » (Association des amis d'Alexandre Dumas). — 21 h. 30, boulevard de Port-Royal : « Racisme et culture, le cas espagnol » (Centre Raoul).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26-11-75 à 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27-11-75 DÉBUT DE MATIN



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 26 novembre à 0 heure et le jeudi 27 novembre à 24 heures :

Un rapide courant perturbé, d'origine océanique, s'est établi sur l'Atlantique et l'Europe occidentale. Une première perturbation a traversé la majeure partie de la France dans la journée de mercredi, une autre perturbation atteindra jeudi notre pays.

Ce jour-là, il pleuvra le matin des régions méditerranéennes aux Alpes et à l'Alsace. Sur le reste de la France, le temps sera un peu plus frais et nuageux, avec des pluies et des éclaircies. De nouvelles pluies débiteront très rapidement en Bretagne; elles s'étendront, le soir, à la presque totalité du pays, s'accompagnant guère que l'après-midi. Les vents s'abaisseront du nord-ouest, mais ils tourneront rapidement à l'ouest; ils deviendront forts en Manche et sur l'Atlantique, ainsi que sur les côtes, et assez forts dans l'intérieur.

Les températures minimales seront en hausse sur la moitié sud-est de la France, où les gelées cesseront; les températures maximales varieront peu par rapport à celles de mercredi 26 novembre, à 7 h. La pression atmosphérique restera au niveau de la mer état; à Paris, elle sera de 1010,5 millibars. Les températures (de 0 à 24 heures) indiquent le maximum enregistré cours de la journée de 26 novembre, le minimum de la nuit du 26 au 27 : Ajaccio, 13 et 5; Biarritz, 13 et 5; Bordeaux, 8 et 3; Brest, 12 et 4; Caen, 9 et 7; Clermont-Ferrand, 11 et 7; Dijon, 1 et -1; Grenoble, 10 et 5; Lille, 4 et 1; Lyon, 5 et 1; Marseille, 13 et 5; Nancy, 5 et 1; Nantes, 10 et 5; Nice, 12 et 7; Paris-La Bourgeois, 7 et 3; Pau, 8 et 3; Perpignan, 13 et 5; Reims, 8 et 3; Strasbourg, 3 et -4; Toulouse, 12 et 5; Valence, 12 et 5; Vézelay, 10 et 2.

Températures relevées à 7 h : Amsterdam, 4 et 3; Athènes, 10 et 6; Bonn, 3 et 1; Bruxelles, 4 et 1; Casablanca, 10; Copentague, 3 et 1; Gênes, 5; Lisbonne, 10 et 5; Madrid, 10 et 7; Mexico, 7 et 3; New-York, 6 et 2; Palma-de-Majorque, 13 et 8; Stockholm, 2 et 1; Téhéran, 10 et 7.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi

de 11 heures à 18 heures

S. 1 - Tabl. scienc. octevrés ann. Bons meubles. MM. Lebel, Baur, Prust, S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.

S. 2 - Bibl. d'un amateur, timbres. Objets amulets, M. Fouches.

S. 3 - Atelier Peig 150 peintures. S.C.P. Laurin, Guilloux, Buffetaud, Tailleur.

S. 7 - Bijoux, objets de vitrine, argenterie XVIII^e, M^{re} Godou, Solane, Andap.

S. 8 - Livres anciens et modernes. M. Leconte, M^{re} Ador, Pigeat, Tajan.

S. 10-11 - Meubles et objets d'art du XVIII^e à estampilles. Porcelaine. MM. Billie, M^{re} Ador, Pigeat, Tajan.

S. 12 - Estampes, Tableaux modernes. M^{re} Dalorm.

S. 13 - Bibl. meubl. M^{re} Deurborgue.

S. 14 - Timb. finances, porcelaines. Mobil. rustiques et de style. M. Ronin, M^{re} Oger.

Les objets inanimés ont parfois une âme

Les objets ont parfois une âme. Ce sont les objets dont la naissance est le fruit d'une passion et dont l'histoire a le charme des légendes. Quand on s'appelle Jansen, et que l'on a su devenir le premier décorateur mondial, pousser l'amour des objets privilégiés jusqu'à vouloir les créer soi-même est la moindre des choses. C'est peut-être la raison pour laquelle Jansen exécute depuis près d'un siècle, des pièces de mobilier à l'unité. Aujourd'hui, Jansen a décidé que cette pratique artisanale de la perfection méritait d'être étendue. Ainsi est né Jansen-Collections, qui réalise du mobilier en séries limitées.

L'âme du bois.

Si quelque chose de l'arbre meurt quand on le coupe, l'âme du bois renaît pourtant lorsque la commode ou le bureau prennent forme. Dans les ateliers Jansen-Collections de la rue Saint-Sabin, toutes les essences rares attendent leur devenir, certaines déjà depuis fort longtemps : l'acajou de Cuba, depuis cinquante ans. C'est dans cette cité artisanale de douze mille mètres carrés où sont regroupées toutes les corporations d'artisans qui participent à l'art du mobilier que naissent tables, consoles et fauteuils conformément à leurs modèles. Ces modèles, réunis par Jansen, dans un Conservatoire du Mobilier d'Époque, sont traduits par un moulage en plâtre s'il y a lieu. Et le plan accompagnera fidèlement chaque fauteuil à travers

les étages de la rue Saint-Sabin, depuis le moment où Monsieur Masera découpe les billes de bois jusqu'au moment où Monsieur Alberici pose le dernier clou de tapisserie. On aurait pu naïvement imaginer que l'ébéniste, Monsieur Jalain, ne touche qu'au bois lui-même. Et pourtant, sa main suit autant les lignes du plan que les rondeurs d'une commode. C'est à cause de telles méthodes qu'il faudra trois mois avant qu'un simple fauteuil ne quitte les ateliers.

L'audace du laqueur.

Mais si ces hommes obéissent au millimètre près aux indications du plan, ce sont aussi des créateurs. Monsieur Fumo, qui est laqueur, refuse de livrer le secret de ses mélanges. Chez Jansen-Collections, créer une pièce de mobilier, ce n'est pas seulement reproduire le modèle original, c'est également l'interpréter. Ainsi, l'encadrement en bronze qui entourait le plateau du bureau Monsieur a cédé un jour le pas devant la

pureté d'un gracieux filet peint. Il est même arrivé qu'une laque verte remplace un sévère plaquage d'ébène. C'est parfois d'un peu d'audace que naît un style.

Maîtres absolus de leurs gestes, ces artisans ne transigent pas avec la qualité de leurs outils, qui sont d'ailleurs leur propriété personnelle. Monsieur Thomas, sculpteur, possède plus de cent gouges, avec lesquelles il sculpte le motif d'une console. Il prend le temps d'affûter chacune d'elles et use tous les jours un peu plus leur manche à la paume de sa main.

L'art de la possession.

De tels objets ont un privilège : il y a un mérite à les posséder. D'abord parce qu'ils sont rares. Ensuite parce que le temps et les soins qui entourent leur naissance les rend précieux : le bureau Monsieur est vendu 24.000 francs. Cependant, s'il était demeuré pièce unique, il valait dix à vingt fois plus. Et il serait plus facile de l'acquiescer que de le posséder.

Jansen-Collections a pris la décision d'estampiller et de numérotter chaque pièce de mobilier réalisée dans ses ateliers de la rue Saint-Sabin. De plus, chaque pièce est vendue avec un certificat revêtu de la signature de tous les artisans ayant participé à sa création. Ce certificat fait état de la date de naissance et de la date d'achat du meuble qu'il accompagne.

En attendant l'ouverture prochaine de galeries exclusives Jansen-Collections dans les principales villes de province, ces meubles sont exposés et vendus uniquement à Paris chez Jansen-Collections : 65, avenue Franklin-Roosevelt - Tél. : 359.04.03

Bureau Monsieur 24.000 F.

JANSEN Nous n'abusons pas de notre nom
Collections

SCIENCE

LE RÉACTEUR D'ESSAI CAP A DIVERGÉ A CADARACHE

Un petit réacteur expérimental à eau pressurisée construit à Cadarache et appelé CAP (chauffe-eau avancé prototype) a divergé le 24 novembre à 23 h. 48. Une puissance de 35 mégawatts électriques, ce réacteur est dérivé de ceux qui ont été mis en point pour la propulsion des sous-marins nucléaires français. Sa construction a débuté en 1972. Pour le Commissariat à l'énergie atomique, qui a conçu ce réacteur, et pour la société d'ingénierie Technatom, qui l'a réalisé, le réacteur CAP est une tentative pour tester des projets militaires et réacteur civil un peu plus puissants préfigurant de plus grosses machines. Le CAP est un réacteur de conception intégrée, c'est-à-dire aussi bien la cuve du réacteur que les échangeurs de chaleur sont enfermés dans une enceinte étanche empêchant toute fuite de radioactivité. Un tel confinement est encore possible pour des réacteurs à une puissance de 100 à 130 mégawatts.

LETTRES

A l'Académie française

M. FÉLICIEN MARCEAU SEUL CANDIDAT AU FAUTEUIL DE MARCEL ACHARD

L'Académie française doit élire, jeudi 27 novembre, un successeur à M. Marcel Achard. Comme le seul candidat enregistré à ce fauteuil est celui de M. Félicien Marceau, cette élection semble assurée. A moins que le nombre des bulletins blancs hostiles l'emporte sur celui des suffrages favorables, hypothèse qui n'est pas à négliger.

ARMÉE

LE GÉNÉRAL LAGARDE : des soldats partent en stage à l'école pour apprendre à gérer des mouvements subversifs

Baden-Baden (A.F.P.). — Le général Lagarde, chef d'état-major de l'armée de terre, a affirmé mardi 26 novembre à Baden-Baden, que les « comités de soldats » étaient manipulés par l'ennemi.

S'adressant à des journalistes lors d'une visite d'inspection du deuxième corps d'armée, le général a indiqué que de récentes enquêtes avaient révélé que certains soldats partaient en « stage » à l'étranger pour apprendre à gérer des mouvements subversifs et à créer des mouvements de « soldats ».

Le chef d'état-major, qui a cité deux pays, a souligné que de tels actes de subversion devaient être sévèrement réprimés.

« Un jeune militaire porteur de message du mouvement subversif » a été appréhendé mardi 26 novembre à Toulouse. Il avait été arrêté par un officier de l'armée de terre, qui lui avait fait passer un questionnaire. Le jeune militaire, âgé de vingt-trois ans, a été arrêté à Toulouse, le 26 novembre, et a été placé en détention provisoire. C'est la troisième expulsion de quelques jours d'un militant S.U.V. Les deux précédents étaient d'une part un Portugais, qui le 20 novembre avait participé à un rassemblement à Strasbourg, et d'autre part un militaire des S.U.V. qui souhaitait prendre contact avec des soldats de Besançon.

Lentilles de contact miniflexibles

Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Ed. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

مكتبة الأصيل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.E. 39,70
minimum 15 lignes de hauteur	58,00	44,87
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,63
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,99

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T.E. 29,19
Achat-Vente-Location	30,00	35,03
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE (chaque Vendredi)	23,00	28,85

emplois régionaux

GFC

CONSEILS EN RECHERCHE D'HOMMES NOUVEAUX
102, rue de la Paque - 75116 PARIS

Une grande maison de CHAMPAGNE RECHERCHE LE DIRECTEUR de sa filiale distribution sur la région parisienne 715.000/735.000 F. AN

40 ans minimum
D'abord orienteur de premier plan, habile négociateur, homme de terrain
Egalement gestionnaire

Une expérience de direction régionale paraît le plus proche du profil souhaité. *écrite sous réf. 473*

GRUPE MULTINATIONAL
Comptant 200 centres de profit et 40 centres d'activités fonctionnels dans le monde entier

RECHERCHE INGENIEUR EN ORGANISATION 100.000 F. AN

28 ans minimum. Avoir au moins 5 ans de pratique en organisation (spécialités informatiques d'assistant)
ANGLAIS COURANT
25% du temps en déplacements. Basé à Paris. *écrite sous réf. 477*

Envoyer C.V. en précisant la référence de l'annonce. Discretions et réponses assurées.

SODECCO

ingénieurs-conseil

La Société de Développement Régional du Centre et du Centre-Ouest, chargée d'apporter aux entreprises de sa région les divers moyens-financeurs, conseils, études diverses, nécessaires à leur expansion, propose des postes d'ingénieurs-conseils de différents niveaux, pour ses Délégations Régionales. Diplômés d'Enseignement Supérieur (de préférence technique) avec un complément en gestion, les candidats retenus, âgés au minimum de 30 ans, auront essentiellement des responsabilités de gestion et posséderont si possible une expérience de diagnostic d'Entreprises.

Envoyer C.V., photo et présentations sous réf. 5010 M à : M. DURANTON - SODECCO 12, rue Lafayette - 75009 Paris

IMPORTANTES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION DE MATÉRIEL HYDRAULIQUE recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Le candidat devra :

- avoir de très bonnes connaissances en hydraulique, diplôme technique supérieur souhaité ;
- avoir une expérience confirmée de la vente (5 ans minimum) acquise dans le secteur hydraulique et plus particulièrement dirigée vers les applications militaires, marines, aéronautiques ;
- avoir une bonne connaissance de la langue anglaise ;
- être libre rapidement.

Le poste conviendrait à un homme dynamique, énergique et doté d'une facilité de contacts à tous les niveaux.

Lieu de travail : VIERZON (Cher).

Envoyer curriculum vitae détaillé et présentations au Chef du Personnel, B.P. 148, 18104 VIERZON.

DIRECTEUR TECHNIQUE

Adjoint

TOURS - 100.000 F

La Société est la première en France sur son marché : C.A. 32 millions - 2 usines - 260 personnes. Elle recherche un ingénieur d'au moins 35 ans diplômés A et M, ICAEM, IDN ou équivalent pour succéder le Directeur Technique actuel en chef. À moyen terme, lui succéder. La fonction couvre les Etudes, les Achats et la Fabrication. Le cadre retenu interviendra d'abord au niveau de l'organisation, des services techniques et de la production. Une expérience de plusieurs années comme responsable de production est indispensable et aura été acquise de préférence dans le travail des métaux en feu ou la charpente métallique.

26 rue Marbeuf 75008 PARIS vous adressera une note d'informations et un dossier de candidature sur simple demande référencée 576M.

STE REGION LYONNAISE recherche son

DIRECTEUR INDUSTRIEL

Fabrication mécaniques fines de moteurs d'aviation 7 usines + services centraux.

Poste pouvant convenir à candidat expérimenté.

INGENIEUR A.M. ou similaire, ayant travaillé fabrication en séries petites et moyennes. Langues anglaises (Arabe Espagnol).

Env. C.V. manusc. photo (r) et présentations s/so réf. 1.072.

Centre de Psychologie et d'Efficiace 17 r. des saclais Paris

ATESMA 85, rue Michel-Ange, Paris-16. Tél. : 284-34-33 - 284-11-11 recherche TRADUCTEURS TECHNIQUE. LANGUE ANGLAISE pour SUD de la FRANCE. 31000 TOULOUSE - ou trans.

Imp. Groupe constructeur de moteurs individuelles recherche : CADRE ADMINISTRATIF confirmé : constitution et suivi des dossiers administratifs et financiers. Relations avec l'administration, les organismes financiers, les notaires, etc. Expérience égale 20 ans min. être très expérimenté. Adresser C.V. et présentations à René Jamin, Sud Construction 100, rue de la République 67100 CASTRES.

AUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DU LOIRET recherche : ASSISTANTE SOCIALE Polyvalence secteur région MONTARGIS. Faire offre avec C.V. L. r. des Charrettes ORLÉANS.

franlab

informatique

Importante société de Service et de Conseil en Informatique équipée du plus puissant des ordinateurs en service dans le monde : CONTROL DATA 7600

Ses clients appartiennent à toutes les branches industrielles et à tous les secteurs de service. Ils se préoccupent de tous les problèmes scientifiques et de gestion.

recherche :

INGENIEUR SYSTEME confirmé

- possédant une expérience de 3 ou 4 ans de maintenance du système (SCOPE 3-4)
- pour participer au sein d'une équipe à la maintenance du système d'exploitation de ses CYBER.

INGENIEUR INFORMATICIEN

- de formation universitaire ayant 2 ans d'expérience dans l'emploi des gros ordinateurs (de préférence CDC)
- pour participer, après une période de formation, à la maintenance du logiciel de base du CDC 7600.

INGENIEUR INFORMATICIEN

- ayant une bonne connaissance et une pratique de 2 ans de langages FORTRAN, COBOL, COMPASS
- pour s'intégrer à une équipe de support technique des logiciels et de maintenance des compilateurs et utilitaires.

PROGRAMMEURS FORTRAN ET COBOL

- désirant avoir de nombreux contacts humains
- prêt à participer à l'assistance technique de la clientèle.

INGENIEURS COMMERCIAUX

- formation supérieure scientifique
- expérience éprouvée de la vente

INGENIEUR D'ETUDES

- statistiques - analyse de dépenses - prévisions.

Adresser C.V. détaillé et présentations à FRANLAB INFORMATIQUE - Direction du Personnel - 5, avenue de Bois Préau - 92500 RUEIL-MALMAISON.

Gi Compagnie Générale d'Informatique

en développement rapide propose :

Carrière intéressante d'INFORMATICIEN de GESTION

ANALYSTES ET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

confirmés

disponibles rapidement

Formés aux techniques de la CGI assurée (CORIG-PAC)

Envoyer C.V. + photo à Mme HOUNAU C.G.I. - 84, rue de Grenelle, 75007 PARIS

La SOGEP (300 pers.)

(activité de massage) filiale du groupe REDOUTE recherche pour le Siège à VILLENEUVE-LE-ROI (94)

Responsable ADMINISTRATIF et FINANCIER

- Il prendra en charge l'ensemble de la section Comptabilité et Finances (budgets, bilans, C.E. mensuels et annuels), les questions administratives et fiscales ainsi que l'administration du personnel. Il bénéficiera de l'appui des Services du groupe REDOUTE dont il sera l'interlocuteur privilégié. Il secondera directement le Responsable de la Société.
- Ce poste conviendrait à un Cadre ayant si possible une première expérience de la fonction.

Adresser C.V. + photo + présentations sous référence 5.211.38 à :

La Redoute

Division Cadres

17, r. de la République 93100 ROUBAIX

DIRECTOR OF PERSONNEL

A leading bank with european and american interests in english speaking africa seeks a director of personnel for a staff of 2,800 employees.

Assisted by a training manager and a staff manager, the director of personnel will have full responsibility for administration of staff recruitment, training, evaluation and salary appraisal as well as liaison and negotiation with appropriate government agencies and the employer's union.

The job position will be for a minimum duration of 4 years during which the successful candidate will also be responsible for training his counterpart who will ultimately succeed him.

The successful candidate will be at least 35 years of age, possess one or more university degrees, and will have a proven track record of not less than 5 years in successful personnel management and banking/financial/industrial relations. Although nationality is optional, the candidate will be fluent in english and french.

Write under cipher : A 18-5799 Publicitas CH-124 Geneva 3.

ARMEE

INFIRMIERE ou INFIRMIER PANSEUR

bonne et références exigées, ancienneté reprise totalité, avantages sociaux.

SAGE-FEMME DIPLOMÉE

références exigées, ancienneté reprise en totalité, avantages sociaux.

DRESSER demande clinique du Colombier, 92 à 12, rue A.-Thomas, 92100 LIMOGES, TEL. 73-49-48.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR TELEVISION

recherche pour son/Service Etudes - Grande ville province

INGENIEURS RANDES ECOLES

(I.E.S.E. - I.S.E.P. ou équivalent) ayant au moins 5 ans d'expérience TV. Réf. 11.114

UNES INGENIEURS ETUDIANTS RANDES ECOLES

(I.E.S.E. - I.S.E.P. ou équivalent). Réf. 11.115

Discretions assurées. Adresser CV sous référence correspondante à :

GEDEV SELECTION

34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

elf

Centre de RECHERCHE SOLAIZE (69)

Notre offre s'adresse à un

ingénieur de recherche "mécanicien"

Diplômé ENSCM - INSA - ECL, etc... + ENSPM Applications ou Moteurs, ayant acquis si possible 2 à 5 années d'expérience professionnelle.

Il sera chargé de la formulation des lubrifiants et des huiles sur Moteurs au Banc.

Le salaire proposé tiendra compte de l'expérience ; une évolution ultérieure de carrière sera assurée dans les différentes activités du Groupe.

Tous renseignements complémentaires seront donnés au cours d'entretiens privés organisés au Siège Social.

Sur votre fiche signalétique de carrière ainsi qu'une photo en précisant le montant de votre rémunération annuelle à No51111.

CONTEXTE Publié 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

représentation offres

Les Editions du Seuil

recherchent pour un nouveau secteur en province

REPRESENTANT EXCLUSIF

Niveau études supérieures souhaité en raison de la nature de la fonction.

Envoyer curr. vitae manuscrit et détaillé aux E.d.S. service C. 27, rue Jacob, 75281 Cedex 06.

LE DIRECTEUR DE LA FILIALE INGENIERIE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS

qui réalise des usines clés en mains à l'étranger, cherche pour Paris un

cadre logistique exportation

- Il suit administrativement les commandes de matériels.
- Il assure l'optimisation des transports.
- Il connaît et applique les procédures administratives et financières, liées à l'exportation de biens d'équipement.

Cette situation convient à un cadre administratif, de 30 ans minimum, ayant l'expérience de l'acheminement à l'étranger des biens d'équipement et parlant anglais. Un développement de carrière est possible dans le groupe.

Ecrire à Y. CORCELLE ss réf. 23417 LM.

ALEXANDRETTIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON-LILLE-GENEVE-ZURICH-BRUXELLES

Société spécialisée dans la construction de bâtiments et d'ouvrages d'art par éléments préfabriqués en béton

recherche pour son siège social implanté près de PARIS

ingénieur

DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPERIEUR - spécialité construction.

Il sera chargé de la gestion du transport et de la mise en œuvre sur chantier des éléments préfabriqués.

Il devra assurer les contacts avec les clients et les fournisseurs, une expérience des chantiers de génie civil est nécessaire.

Adresser C.V. manuscrit au Service 7.430 M.

plein emploi Publié 10, rue du Mail, PARIS 2e

Discretions assurées.

OFFRES D'EMPLOI	La ligne 34,00	La ligne T.E. 39,70			
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70			
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37			
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03			
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89			

IMMOBILIER	La ligne 25,00	La ligne T 28,19
Achat-Vente-Location	25,00	28,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

ANNONCES CLASSEES

offres d'emploi

Vous recherchez un poste d'avenir dans un Groupe Bancaire

VOUS AVEZ :

- de l'initiative et de l'ambition ;
- de bonnes connaissances bancaires (classe III minimum) et une expérience pratique de la démarche ;
- le goût de participer au développement d'un Fonds de Commerce en création.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- dans une banque privée, filiale du GROUPE SUEZ, des postes d'

ATTACHÉS COMMERCIAUX

A notre siège à Paris, quartier « Etoile » ou dans nos Agences de Paris et de la région parisienne.

NOUS VOUS APPORTONS :

- un travail varié et intéressant au sein d'une petite équipe dynamique ;
- de larges perspectives de promotion dans un établissement en rapide progression ;
- une rémunération attractive basée sur votre formation et votre expérience.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit, photographies et photo sur référence 14.936 à : **PUBLICITE ROGEE BLEY**, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmet. (Discrétion assurée.)

Ingersoll-Rand (Air comprimé, perforation, compactage, outils)

RECHERCHE POUR L'ANNEE 1976

14 cadres commerciaux

Ces postes sont les suivants :

- **INGENIEURS D'AFFAIRES** connaissant les Sociétés d'engineering (PARIS).
- **INGENIEURS COMMERCIAUX** (AM, TP, Mines...) expérimentés en matière de forage ou de compactage (PARIS, LYON, LILLE, MARSEILLE, AFRIQUE DU NORD).
- **CADRES COMMERCIAUX** connaissant le marché des compresseurs fixes (PARIS, TOULOUSE, NANCY).
- **TECHNICO-COMMERCIAUX** pour la distribution de nos outils pneumatiques (PARIS, LYON, MARSEILLE et NANCY).

Si vous avez une expérience réussie de la vente de biens d'équipements industriels, votre candidature nous intéresse et vous pouvez faire carrière chez nous.

Adressez CV en précisant le poste qui vous intéresse, sous référence 044 M, Service du Personnel, B.P. 113, 78190 - TRAPPES. Réponse assurée à toutes les lettres.

FIJIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL
DETAILE INTERNATIONALE

recherche

Chargé d'étude

Le candidat (e)

- Solide formation comptable, niveau DECS de préférence.
- Connaissant l'informatique, dans ses applications à la gestion.
- A pratiqué plusieurs années les techniques comptables financières, dans une entreprise ou à titre de conseil.
- Bonnes notions d'anglais très souhaitables.

La fonction

- Assurer des analyses complètes en vue de leur modification.
- Interpréter les résultats et assurer leur présentation devant les dirigeants concernés.

Conditions

- Lieu de travail : Paris, quelques déplacements éventuels.
- Statut cadre, rémunération élevée.

Envoyer C.V. photo, présentations réf. 75521 à : **ROLAND BERGER & GREP Ass.** International Management Consultants, 7, rue Allégat, 92190 MEUDON. R. B. E. P.

Une **BANQUE** internationale de tout premier rang recherche pour son équipe **SYSTEMES** à PARIS

2 analystes

- le premier sera spécialisé dans le software de gestion. Il doit connaître le DSM 3/15 ou un système proche.
- le second sera responsable de l'informatique appliquée aux télécommunications (Swift). Une expérience de télécommunications, la connaissance de l'anglais sont indispensables. Il est prévu des courts déplacements à l'étranger.

Pour ces deux postes, une expérience réelle d'analyse-programmation de 3 ans est requise avec pratique du Cobol et/ou de moins une maîtrise d'analyse.

Un diplôme d'études supérieures et la connaissance des pratiques bancaires seront appréciés.

Envoyer CV et photo au Service 7399 M **plein emploi PUBLICITE** 10, rue du mail PARIS 2ème

transac

Société du Groupe C.G.E.
SPECIALISEE EN PERI-INFORMATIQUE
ou niveau européen recherche

INGENIEURS SYSTEME

PETITS ORDINATEURS GRANDS RESEAUX

Pour faire partie de groupes de travail qui, dans le cadre de la réalisation de systèmes informatiques très évolués basés sur la micro-informatique et/ou la saisie des données, ont la responsabilité de concevoir et réaliser intégralement :

- des logiciels de base sur une gamme de petits ordinateurs et terminaux intelligents ;
- des logiciels généralistes ;
- des systèmes « clé en main ».

Les candidats seront de formation supérieure ou de niveau équivalent et disposeront d'une expérience de 2 à 3 ans de programmation en langage d'assemblage dans les domaines :

- de systèmes d'exploitation.
- et/ou - de réseaux de télécommunications.
- et/ou - de saisie de données.

L'expansion de la société offre l'opportunité de situations évolutives pour tous ces postes qui sont à pourvoir.

EN BANLIEUE SUD DE PARIS (30 KM)

DISCRETION ASSUREE

Il sera répondu à toutes les candidatures comportant obligatoirement lettre manuscrite, C.V., photo, présentations et délai de disponibilité adressées au **Cabinet des Sciences Humaines**

G.S.H. 9, Square R. Bazin, PARIS 7^e 75150 - LE CHESNAY

CGIB

BANQUE POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT

recherche pour son Agence de

CANNES

Attaché commercial

dynamique, bonne présentation, ayant le goût des contacts humains.

« Combinaisons du crédit » Immobilier et de la vente appréciées pour prospection commerciale.

Voiture indispensable.

Adressez lettre manuscrite, CV, et photo à C.G.I.B., 22-25, bd du Général-Vautour, 66 - CANNES.

TELEPHONE TESTEURS sur matériel PENTACONTA pour Centres Publics. Expérience supérieure à 2 ans souhaitée.

CHEFS DE CHANTIER T.T.E. Paris. Tél. pr. rend-ivs M. METAIS - 265-31-80.

CERCI

SOCIETE D'ETUDES ET REALISATION DE SYSTEMES EN INFORMATIQUE, recherche

1) UN INGENIEUR

Grande Ecole, ayant une connaissance approfondie des matériels et logiciels constructeur (T-1000, PDP/11) pour participer à l'élaboration de devis et encadrer des équipes de réalisation de logiciels temps réel.

2) DEUX INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

5 années d'expérience minimum pour le développement de logiciels d'application sur micro-ordinateurs temps réel, et justifiant d'une expérience d'analyse et d'encadrement d'équipes.

3) DES PROGRAMMEURS EXPERIMENTES

sur matériels T-1000 et PDP/11.

Préciser d'envoyer C.V. détaillé, photo en mentionnant la référence du poste souhaité au Service du Personnel CERCI, 22, rue de Charonne, PARIS 11^e.

GROUPE IMMOBILIER recherche

1) CHEF DE SERVICE JURIDIQUE

connaissant Immobilier et co-construc.

2) Femme COMPTABLE

Premier échelon, libre de suite.

Env. C.V. + photo et présent. à M.E.C., 26, rue de PÉRISSY, 75202 NEUILLY, sous n° 19, qui transmettra.

Organ. à vocation internat. ch. **AGRO ou VETO**

30 a. min. conc. prof. élevées, anglais parlé et écrit courant, concept. organ. et adm. sup. des vaches laitières, élevage, élevage, en France et à l'étranger. Ecr. n° 20, R. Cassin, 72, rue des Arts, PARIS 11^e, qui transmettra avec C.V. photo et présentations.

...L'INFORMATIQUE
c'est votre spécialité...
mais vous n'êtes pas jaloux de votre savoir !

CAR : vous avez toujours été préoccupé par l'importance des problèmes pédagogiques au sein de l'entreprise, et de plus l'application commerciale des produits suscite votre intérêt.

OLIVETTI FRANCE qui consacre 10% de sa masse salariale par an à la FORMATION, vous propose de rejoindre son équipe et de prendre en charge la formation de ses commerciaux, sur ordinateurs de bureau, système des saisies des données...

Si vous êtes intéressé, et de formation supérieure (Maîtrise, MIAG ou équivalent) adressez votre C.V. et présentations à : **Mr B. GIESE - OLIVETTI FRANCE - Direction du Personnel et des Relations Humaines, 91 Fbg Saint-Henri 75008 PARIS**. Réponse et discrétion assurées.

olivetti

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MACHINISME AGRICOLE

recherche

1) RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE

30 ans minimum formation Ingénieur Grandes Ecoles Agriculture, Spécialisation CNEEMA. Expérience de quelques années dans un poste similaire.

Il devra animer une équipe de techniciens confirmés et posséder des notions de gestion, de contacts humains indispensables. Déplacements fréquents à partir du lieu de travail aux environs de Paris.

2) INSPECTEUR TECHNIQUE

30 ans minimum Possédant très bonnes connaissances du matériel agricole. Voyages fréquents dans le France entière part de région parisienne. Bons contacts humains.

Envoyer C.V., photo et présentations sous n° 3123 CONFESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

BANQUE D'AFFAIRES INTERNATIONALE
de taille moyenne, mais de très grand standing (Paris - Centre) recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Le candidat retenu aura le niveau DECS, ainsi que plusieurs années d'expérience de la comptabilité bancaire jusqu'au bilan, compte tenu de l'activité internationale de la banque. Il connaîtra bien la comptabilité « devises ».

La rémunération est attractive et les perspectives d'évolution sont rapides et importantes pour un cadre ayant le sens des responsabilités et un bon potentiel.

Nos conseils vous garantiront la discrétion la plus totale en servant sous référence ACC/RS à TAB. 71, rue La Boétie, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PUBLICITÉ
(marché industriel et biens d'équipement) recherche

CHEF DE PRODUCTION

jeune et dynamique, susceptible de favoriser le développement de sa clientèle.

Commercial agressif, le candidat idéal aura aussi un sens aigu des relations humaines.

De sérieuses références d'expérience en agences sont souhaitées.

Ecrire n° 7.777, « le Monde » Publicité, 3, rue des Italiens, 75227 PARIS (9^e).

...pour la première fois en France!
une étude comparative sur le RENDEMENT DES ANNONCES "OFFRE D'EMPLOI"

UNE DOCUMENTATION PRÉCISE ET COMPLÈTE

- comparaison du rendement des quotidiens parisiens et régionaux, des hebdomadaires spécialisés et d'information.
- le meilleur rendement pour 9 catégories d'emploi : cadres de haut niveau, ingénieurs, commerciaux, comptables et gestion, informatique, agents techniques, secrétaires, domestiques, employés.

UNE DOCUMENTATION ACTUELLE : annonces parues entre le 1^{er} septembre 74 et le 1^{er} juillet 75.

UN OUTIL DE TRAVAIL pour tous ceux qui concernent les problèmes de recrutement : du chef d'entreprise au responsable du recrutement.

Veuillez m'adresser un exemplaire de l'Étude Comparative sur le Rendement des Annonces « Offre d'Emploi » - Bon à découper et à renvoyer à **ORGANISATION et PUBLICITE 2 rue Marango 75001 Paris / 280.37.17** Nom et Adresse de la Société

Nom du destinataire
ci-joint chèque bancaire (cop) de 360F + TVA 20% = 432F TTC
ou bon de commande
cachet - signature :

Conseiller de gestion

Nous sommes un important groupe industriel d'environ 15.000 personnes (C. plus de 3 milliards de francs).

Nous recherchons un cadre financier (H.E.C. E.S.S.E.C., Sciences Po., Ingénieur) ayant déjà acquis, par une première expérience industrielle, une bonne connaissance de techniques du contrôle de gestion d'entreprise.

Au sein de la direction du budget, il sera plus particulièrement chargé de la centralisation de l'ensemble des budgets de la société et de leur analyse, du suivi des résultats prévisionnels à court terme et verra à améliorer en permanence les techniques et les méthodes de gestion existantes. Largues perspectives d'évolution au sein du groupe.

Envoyer curriculum vitae détaillé sous référence VIZET (à mentionner/enveloppe) à :

EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vanelet 75008 PARIS

HEURTEY INDUSTRIES

ENGINEERING CHIMIE PETROLE

RECHERCHE

INGENIEUR CONFIRME

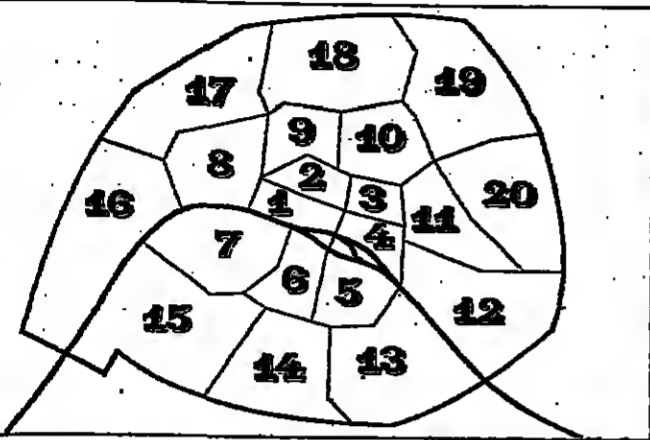
Spécialiste Génie Civil, avec connaissances Charpente Métallique, diplômé Ecole spécialisée ou ayant acquis par la pratique des compétences équivalentes.

Agé de 28 ans minimum et parlant l'anglais.

Adressez C.V., manuscrit et présentations sous référence 739 à : **HEURTEY INDUSTRIES** Service du Personnel 20, rue Quersant - 75017 Paris

كمان الأهل

LE MONDE IMMOBILIER PARIS.



13 **4.900** **80%** **20** **1977** **265** **27** **67** **57** **83** **M** **PL. ITALIE** **A 800 M**

GALAXIE - 40, av. d'Italie, « AGATE » - Un tout nouvel immeuble au calme, sur une dalle Jardin, avec grds balcon loggia. Studio à 5 pces et chambres. Centre commercial avec grands magasins. Jeux d'enfants. Sur pl., tous les jours, de 10 h 30 à 12 h 30 et 14 h à 19 h 30, sauf mar., mer., et le ven. mat. 580-32-92 ou SPEI 14, av. Roosevelt-8° - 256-55-11. Réalisation S.E.I.L.

13 **4.600** **80%** **20** **1977** **233** **27** **47** **62** **M** **TOURNAI** **A 800 M**

OLYMPIADES - 70, av. d'Ivry. 2 Immeubles : CORTINA, chbrs, stud., 2 p., livr. en cours - HELSINKI, stud. à 5 p., livr. mars 1977. Equip. complét., centre calal et compl. sport. av. patin., plac. S. place ts L. J. 10 h. 30-12 h. 30 et 14 h.-19 h. 30, sf vend. mat. et merc. T.589-81-20 ou S.P.E.L., 14, av. F.-D.-Roosevelt, Paris-8°, tél. 256-55-11.

LA HENIN

crédits immobiliers
16, rue de la Ville Evêque
75008 Paris - tél. : 260-95-15

COGEMO

14 **4.600** **80%** **20** **1975** **35** **28** **58** **M** **PERNETY**

15-19, RUE NIEPCE - Un élégant petit immeuble dans une rue calme. Exposition plein soleil. Studios au 5 pièces. Livraison printemps 1975, peintures terminées, cuisines et salles de bains aménagées. Insonorif. Information et vente : PROMEX, 65, rue Rennequin, PARIS-17°, Tél. : 755-82-10.

15 **5.000** **80%** **20** **1976** **97** **49** **80** **M** **CONVENTION** **49** **80** **PN**

LE COMMODORE - 8-10, rue des Marillons - Proche du carrefour Vaugrard-Convention. Rentabilité locative garantie par contrat aux investisseurs. Du studio au 6 pièces + ch. Ind. Coréalisation SINVIAM - Pierre Bahon S.A., tél. 225-46-62. Appartement modèle sur place tous les jours (sauf mardi) de 14 h. à 19 h. y compris week-end.

15 **7.800** **80%** **1976** **76** **80** **M** **CHAMP-DE-MARS** **MOTTE-PIQUET**

IMMEUBLE « INVALIDES-SUFFRÈN » - 54, av. de la Motte-Picquet - Imm. de 8 ét. sit. dans le Village suisse, pr. Champ-de-Mars. Apart. lux. équip. av. magnif. loggias. St. au 4 p. Boxes. A 10 mn Etoile, Quartier Latin et Opéra. Sur. de vite s/pl. ouv. lun. jeu. vend. de 12 h. 30 à 18 h. 30. **ZANNETTACCI** 734-75-60 - 15, av. Matignon, 75008 Paris - 359-98-32.

16 **7.950** **80%** **1976** **60** **52** **M** **ERLISE** **AUTÉUIL** **JASMIN** **QUEST** **à 1.200 M.**

LES JARDINS DE POLYMNIE - 37-39, av. Théophile-Gautier - Imm. de tr. grand stand, entouré d'un jardin de 3.000 m2. Du stud. 34 m2, ou 6 p. 180 m2. S. pl. t.l.j. sf dim., lun. et le vend. mat. 10 h.30 à 12 h.30, 14 h. à 19 h. 30, tél. 224-66-26 ou S.P.E.L., 14, av. F.-Roosevelt, Paris-8°, 256-55-11 Réalisation : MAZET & VALLETTE

17 **4.500** **70%** **15** **1976** **22** **M** **PEREIRE** **WAGRAM** **PETIT TRAIN** **DE CEINTURE**

PEREIRE-WAGRAM - 101-103, bd Périère - Une haute qualité de construction dans un environnement résidentiel et à prox. de toutes les sorties et commerces. essentielles. Appts spacieux de 3 et 4 p. et un appart. « jardin » au dem. étage. Rens. et ventes : C.E.R.J.I., 191, r. St-Honoré, Paris-1° - 260-30-15 +

17 **7.900** **80%** **1976** **37** **M** **PEREIRE** **WAGRAM**

141, AVENUE DE WAGRAM - Résidence de classe. Du studio au 5 pièces, un duplex exceptionnel, terrasse. Bureau de vente : lundi, mercredi, de 14 h. à 18 h., samedi de 11 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h. **COMEGI** 74, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS, tél. 874-71-25.

17 **5.800** **80%** **1976** **14** **M** **WAGRAM**

24, RUE DE LA FÉLICITÉ Du studio au 5 pièces en duplex et locaux commerciaux. Immeuble de grand standing, rentabilité locative garantie aux investisseurs. Réalisation **S.I.M.** 6, avenue Rachel, Paris (8°), tél. 522-97-23, 460-76-62.

18 **5.000** **80%** **1976** **25** **M** **PL. CLICHY**

13, RUE GANNERON - Rue calme et résidentielle, à la limite du 17°. Du studio au 3 p. Immeuble de standing tout électrique; donc isolation thermique et phonique parfaite. Appt témoin lundi 10 à 16 h., jeudi 15 à 18 h., samedi 10 à 13 h. - 15 à 18 h. **LOGINTER**, 66, place du Dr Félix-Labigne, Paris-17°. Tél. 627-32-37 - 270-18-51.

18 **4.600** **80%** **20** **1976** **192** **M** **LA FOUILLE** **PL. CLICHY**

IMMEUBLE « LE MONTMARTRE » - 22, av. de Saint-Ouen - Du studio au 5 pièces. Grands jardins intérieurs. Bureau de vente et appartement témoin tous les après-midi, sauf mardi. Téléphone : 522-43-00. **ZANNETTACCI** 15, avenue Matignon, 75008 PARIS 359-98-32 **OCCIDENT - VENTE**

19 **3.800** **80%** **1976** **80** **M** **RENAISSANCE**

RENAISSANCE 19° - 25-27, rue de Belleville - A prox. Buttes-Chaumont, 5 imm. dess. par M° Belleville. Du st. au 5 p. V. s. pl. t.l.j., 9 h 30 - 12 h, 14 h - 19 h, sf mar.-mer. **LA MAISON DU G. SCIC**, 15, boulevard de Vaugrard, Paris (13°), tél. 567-55-66.

19 **3.850** **80%** **20** **LIVRAISON** **IMMEDIATE** **150** **M** **LAUNIERE**

LOIRE-DEHAYNIN - 20, rue E-Dehaynin - Situés à deux pas des Buttes-Chaumont, 2 immeubles élargis aux vastes loggias en bordure du quai de la Loire. 3 à 5 pièces. Appartement témoin tous les jours (sauf mercredi), de 14 heures à 19 h. 30. **SERCO** 14, rue Magellan - PARIS (8°). Téléphone : 723-72-00

20 **4.100** **80%** **20** **1975** **50** **M** **LES HAUTS**

« LES HAUTS DE PARIS » - 9-11, r. du Télégraphe - Éléant petit Imm., façade pierre de taille massive. Excell. isolation phonique et thermique. Confort total électrique. Les app., du stud. au 4 p., livrés entièrement terminés. App. témoin tous les jours de 11 à 18 h. ou **TECOM** 171, av. Charles-de-Gaulle - 92200 Nanterre - 747-59-50

« Le Monde Immobilier » est une rubrique de publicité ouverte à tous les constructeurs-promoteurs. Elle est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier.

VOUS avez choisi... réalisez votre projet... avec un prêt **cde** **COMPTOIR DES ENTREPRENEURS** 6, rue Volney, 75083 PARIS CEDEX 02 Tél. 261.50.11

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LE COLLOQUE DE L'ADUA

L'architecture parlée

« Le projet de loi sur l'architecture n'est pas indispensable », a déclaré, le samedi 22 novembre à France-Inter, M. Michel Guy, secrétaire d'État à la culture. M. Raymond Nicolas, secrétaire général de l'Association pour la démocratisation de l'urbanisme et de l'architecture (ADUA), est du même avis. Lors de la journée de débats organisée le même jour par cette association à l'École spéciale d'architecture à Paris, d'autres propositions ont été présentées et discutées.

Devant une assemblée où les jeunes salariés et les étudiants semblaient nettement plus nombreux que les « patrons », M. Alain Gillot, président de l'Union nationale des syndicats français d'architectes (U.N.S.F.A.), justifie tout d'abord sa collaboration avec les pouvoirs publics pour la mise au point du projet de loi et explique sa déception. La présence à une même tribune de MM. Gillot et Nicolas rappelait le rapprochement accompli lors de la manifestation du 23 novembre entre deux mouvements qui se « boudaient » depuis la création de l'ADUA en 1969.

Relevant l'ameigame professionnel libérale-liberté », M. Max Querrien, ancien directeur de l'architecture, présente ensuite les « ateliers publics d'architecture » qu'il est nécessaire, selon lui, de mettre en place, sans attendre « qu'on ait fini de liquider les séquelles du capitalisme, ce bon biceps dont la capacité de résistance est amoindrie ». Ces ateliers publics, qui ne devraient pas être des institutions de clochards « et donc disposer de moyens financiers suffisants, seraient gérés conjointement par des professionnels, des élus des collectivités locales et des représentants directs de la population. Pour qu'ils puissent « se rendre coupables d'architecture », ils devraient déposer de l'autonomie la plus grande. « S'ils ont comme patron le directeur de l'équipement, qui peut être un saint homme, ils ne feront rien », estime M. Querrien.

A ces architectes en plein désarroi, M. Robert Lion est venu « tendre la main » des maîtres d'ouvrages publics, et notamment de l'Union des H.L.M., dont il est le délégué général. « Vous êtes mal compris. L'opinion et les maîtres d'ouvrages publics ont été compliqués de la situation qui débouche sur le cadre de vie que nous connaissons. » « Votre mission, leur a dit M. Lion, est autant de perdre que de construire. » C'est ce qu'ils ont fait, samedi, toute la journée.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

QUEL MAIRE POUR LA CAPITALE ?

Une condition nécessaire mais pas suffisante

par HENRI FISZBIN (*)

Point de vue

APRÈS des années de résistance, le gouvernement a dû, finalement, se résoudre à abandonner le statut qui laissait de Paris la seule capitale au monde et la seule ville de France directement administrée par un préfet nommé par le pouvoir central. Le phénomène de rejet d'un régime aussi antidémocratique et inadapté était devenu irrésistible. Le principe de l'application du droit commun à Paris a dû être reconnu et un maire élu dirigera l'administration de la capitale. Les communistes, qui ont toujours été à la pointe du combat pour cet objectif, ont toutes les raisons de se féliciter du recul ainsi imposé aux thèses défendues avec fureur et depuis toujours par toutes les forces réactionnaires. Un maire élu à Paris ? Oui, sans réserve.

Mais, et l'élection d'un maire responsable est une condition nécessaire à une véritable démocratisation

de la gestion de Paris, elle est loin, à elle seule, d'y suffire. Le nouveau statut permettra-t-il de mieux vivre demain à Paris ? Les Parisiens en seront-ils mieux informés, consultés, associés à l'élaboration des décisions touchant directement à leurs conditions d'existence ? Non. En aucune façon.

Les propositions gouvernementales ne sont pas inspirées du souci de concilier avec Parisiens le maître de leur ville ; elles visent à les maintenir aussi loin que possible des centres de décision. Le gouvernement s'est systématiquement attaqué, ces dernières années, aux franchises communales de toutes les villes de France. Leur autonomie, leurs libertés, ont été vidées de tout contenu. Partis de moyens financiers, la volonté politique des élus municipaux ne peut pratiquement plus exercer de véritables choix. Les préfets jouent un rôle de plus en plus déterminant.

Le régime d'exception de Paris est donc abandonné au moment où toutes les communes ont été mises dans une situation de dépendance très proche de celle qui lui était infligée. L'exception est devenue la règle.

Dans ces conditions, pour les Parisiens, il n'y aura rien de vraiment nouveau. Ils resteront étrangers à la gestion de leur ville. La seule différence, c'est qu'une municipalité élue sera plus sensible aux exigences populaires qu'un préfet nommé. C'est une donnée dont nous apprécions l'importance, parce que le lutte est le seul moyen pour la population de se défendre et de faire prévaloir ses intérêts légitimes.

Le gouvernement en a, lui aussi,

conscience. C'est pourquoi il a longuement hésité avant le dépôt de son projet et y a introduit de nombreuses précautions et garanties antidémocratiques. C'est le cas, par exemple, de la création d'une « commission permanente », dont les délibérations seront secrètes, qui exclure les élus de l'opposition et qui pourra en fait se substituer au Conseil de Paris pour examiner tous les problèmes. Ou encore de l'institution d'un contrôleur financier qui placera le maire dans la situation d'une administration centrale soumise, dans tous ses actes financiers, à l'accord préalable du représentant du ministre des finances. Il est à craindre que Paris, serve de banc d'essai à ces redoutables innovations avant leur généralisation à toutes les grandes villes.

Soulignons encore une mesquinerie révélatrice. Prenant prétexte de la réforme du statut de Paris, le texte gouvernemental s'attaque aux avantages sociaux des personnels de la ville, en abolissant leurs statuts particuliers.

Pour de véritables municipalités d'arrondissement

Néanmoins, c'est à propos des arrondissements que le méfiance du gouvernement et de la majorité à l'égard de toute participation réelle de la population, et la gestion de Paris apparaît le plus clairement. Les commissions consultatives d'arrondissement proposées sont une véritable caricature. Sans moyens, sans pouvoirs, sans structures, leur rôle est

(*) Député de Paris, secrétaire de la Fédération de Paris du P.C.F.

bornes à émettre un avis les fois où quelque un, maire, préfet de police, voudra bien le demander.

On touche ici au fond du blâme. Dans la capitale, et en l'absence des arrondissements, Parisiens peuvent concrètement participer à la direction de leur ville. Animés d'une conception résolument démocratique de la gestion locale les communistes ont été porteurs les plus cohérents et plus conséquents de la volonté d'aller jusqu'au bout des exécutifs en résultant. Que l'on relise les propositions de loi déposées par les groupes parlementaires : celles des communistes est la plus préconise à la fois la plus libérée d'administration de la ville par rapport au pouvoir et la création dans chaque arrondissement d'une véritable municipalité responsable, ayant à sa tête un conseil et un maire élus, dirigent une administration décentralisée dotée d'un budget relativement autonome.

Ces propositions, que nous tenons, constituent la seule en sa ville et de favoriser l'activité multiples associations — syndicales, oimales — à la gestion des affaires publiques. Elle s'opposent nullement au mouvement de Paris — antité historique et économique qui sera préservée. Une gestion créative et moderne de la capitale per leur adoption. Le gouvernement leur tourne le dos. Décidément, le combat pour la démocratisation de la gestion capitale ne prendra pas fin l'installation d'un maire.

chez Pan à St-Germain des Prés...



aux mêmes prix que les meilleurs prix, tout le gotha de la Haute-Fidélité

Nous vous proposons les plus grandes marques de Haute-Fidélité B & O, BRAUN, ELIPSON, HARMAN, KARDON, LANSING, Lenco, LINEAR, NIVICO, QUAD, REVOX, ROTEL, SCOTT, SONY, TEAC, THORENS, YAMAHA, ACCUPHASE, NAKAMICHI.

Vous pouvez les écouter toutes dans nos deux auditoriums aménagés pour toutes les combinaisons.

Dans un cadre sympathique (sous les poutres de notre plafond Louis XIII), vous y serez conseillé par nos techniciens qui ne sont pas seulement des vendeurs. Vous bénéficierez des prix les meilleurs, aussi compétitifs que partout ailleurs et d'un service après-vente bien rodé.

Voilà 20 ans que Guy Millière conseille les mélomanes. Si vous avez à changer, modifier ou compléter votre chaîne Hi-Fi, faites-le agréablement à St-Germain-des-Prés, avec ceux qui aiment comme vous la musique.

pan le disquaire de St-Germain-des-Prés
11, RUE JACOB 75006 PARIS - TÉL. 326.18.25
parking remboursé pour tout achat.
Notre magasin sera ouvert les dimanches 14 et 21 décembre, et les autres jours de 9 à 20 heures.

• UNE AMBASSADE CONTESTÉE. — La construction de l'ambassade du Vietnam sur un terrain de la Villa Exelmans, situé à l'intérieur du hameau Boileau, dans le 16^e arrondissement, suscite des réactions. Le projet est conforme au plan d'occupation des sols revu en juin par le conseil de Paris mais ne respecte pas le cahier des charges de la Villa Exelmans. Afin de modifier ce dernier, une enquête publique est ouverte jusqu'au 4 décembre à la mairie. Les riverains ont attaqué ce projet devant le tribunal administratif de Paris.

• LA PELOUSE EN PROCÈS. — L'état de la pelouse du Parc des Princes va être de nouveau évoqué au conseil de Paris. La Ville, en effet, vient d'introduire devant le tribunal administratif une instance contre la société Marcel Villette et fils qui a installé le gazon. M. Roger Tallibert, architecte, et la Société d'études et d'équipements pour obtenir réparation du préjudice causé par le mauvais état de la pelouse du stade. La Ville réclame une somme de 348 541 francs.

• LE PEAGE SUR L'AUTO-ROUTE DE L'EST ? — Le conseil d'arrondissement du district de la région parisienne a décidé, sur la proposition de M. Christian de La Malène, rapporteur général du budget, de reporter au 17 décembre le vote de toute garantie d'emprunts en faveur de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Il s'agit ainsi de faire pression sur le gouvernement pour qu'il abandonne son projet de péage sur la future autoroute de l'Est (A4), entre Paris et Marne-la-Vallée.

Le Monde

Service des Abonnements
11, rue des Saussaies
75008 PARIS - TÉL. 43.33.42
C.C.P. 4207 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
et COMMANDE (sauf Algérie)
90 F 160 F 232 F 300 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 270 F 402 F 530 F

ÉTRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 210 F 307 F 400 F

IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.


Changements d'adresse définitive ou provisoire (deux envoies en double) sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Peuilles sont l'obligation de régler tous les autres propos en caractères d'imprimerie.

CONNAISSEZ-VOUS REIMS ?

MOI OUI.



Francis MARO,
Président-Directeur-Général
du I.C.I. - Pharma

Pour un groupe international comme I.C.I. Pharma, la ville où nous voulions nous décentraliser devait répondre à un certain nombre de conditions impératives.

Reims, pratiquement équidistante de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles et Biele, nous offrait une situation géographique favorable dans le cadre du marché commun.

La ville, en expansion, nous offrait des structures d'emploi et de logement évolutives.

L'équipement universitaire nous fournissait les techniciens et chercheurs dont nous avions un besoin amplement justifié depuis la récente implantation de notre laboratoire de recherche médico-pharmaceutique.

Réalisé en 1971, notre transfert de la région parisienne à Reims a séduit notre personnel.


Il y a trouvé des équipements sportifs et culturels tout à fait remarquables.

En choisissant Reims nous avons bien choisi.

REIMS, UNE AUTRE FAÇON DE VIVRE ET DE TRAVAILLER

CROISIÈRES PAQUET

65 jours de croisière du 18 janvier au 22 mars 1976
à bord de l'ACHILLE LAURO



en Extrême Orient

GENES • NAPLES • PORT SAÏD • SUEZ • ADEN • ILES MALDIVES • BALI • MANILLE • KEELUNG • HONG KONG • BANGKOK • SINGAPOUR • PENANG • COLOMBO • BOMBAY • DJIBOUTI • HAÏFA • NAPLES • GENES
PRX : de 15.800 F à 33.600 F

Pour plus amples renseignements, remplissez ce bon, adressez-le à votre agence de voyages habituelle ou aux Croisières Paquet PARIS : 5, Boulevard Malesherbes, 75008 - Tél. 266.57.99 MARSEILLE : 70, Rue de la République, 13002 - Tél. 90.81.00 Vous recevrez une documentation détaillée.

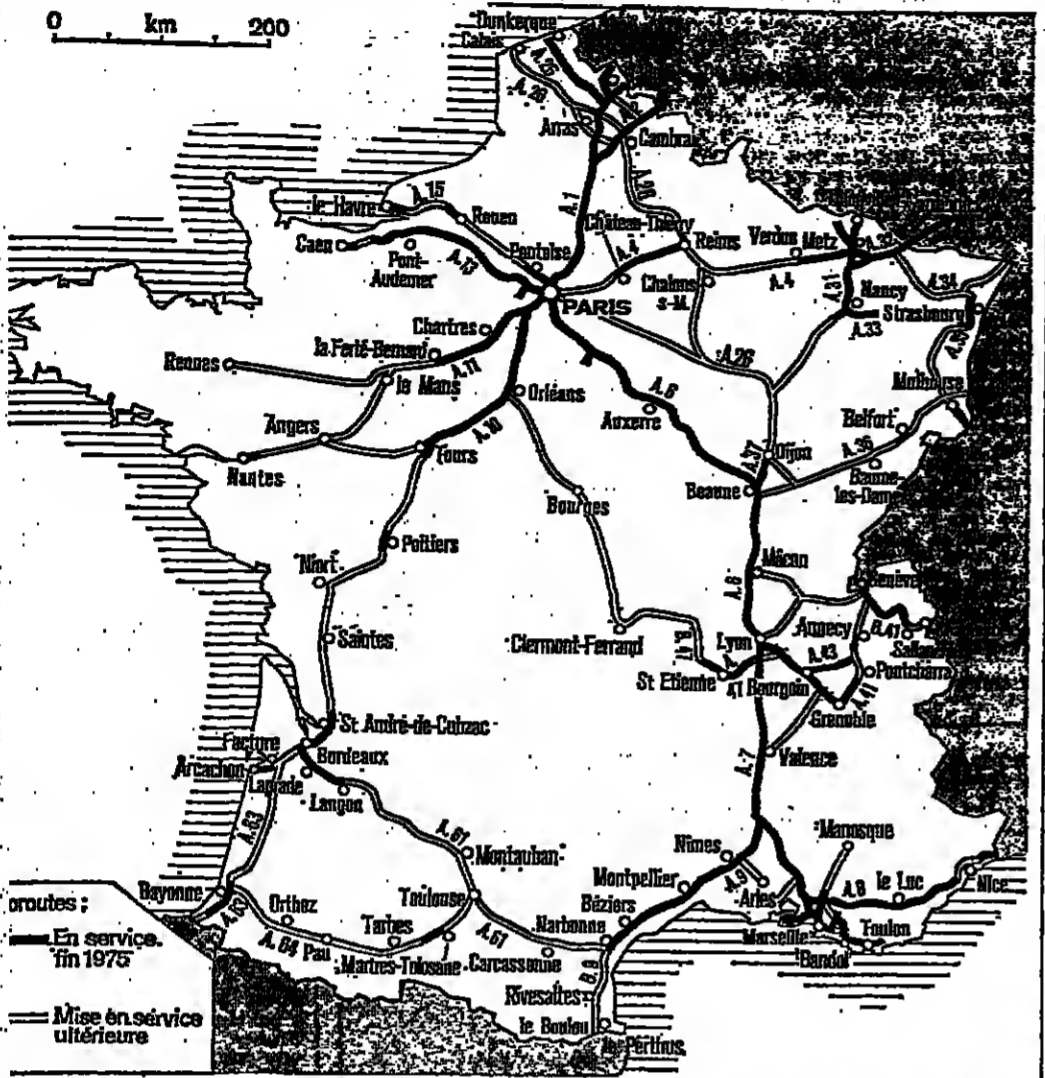
NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
CODE POSTAL _____ TÉL. _____

مكتبة الأناضول

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Prépondérance réduite pour les autoroutes de désenclavement



Le Giscard d'Estaing a présidé le 25 novembre, un conseil de planification consacré aux orientations de l'aménagement du territoire.

vider de leur population jeune et active, l'aménagement du territoire aura pour objet de stabiliser la population et de créer des emplois.

Bourges; en 1980 l'autoroute Bordeaux-Bayonne. Il était prévu, à l'origine, que seraient fixées à des dates échelonnées entre 1980 et 1983 les ouvertures des autoroutes suivantes: Bordeaux-Narbonne, Paris-Bayonne, Bourges-Clermont-Ferrand, Clermont-Saint-Étienne, Tours-Angoulême-Poitiers-Bordeaux.

Circulation

LES HANDICAPÉS PHYSIQUES AU VOLANT. Un récent arrêté du ministère de l'équipement stipule que les handicapés physiques utilisant un véhicule à embrayage automatique, et à l'exclusion de tout autre aménagement, se verront désormais établir un permis portant la mention « Embrayage automatique ».

Construction navale

COMMANDES EN BAISSÉ. Selon les statistiques du Lloyd's Register of Shipping, le tonnage du carnet de commandes mondial, qui ne cesse de décroître, s'établissait à 102 137 238 tonneaux de jauge brute au 30 juin dernier.

TRANSPORTS

Après l'échec de la conférence de Cannes

Les compagnies aériennes ne parviennent pas à organiser la coopération internationale

Les délégués des soixante-dix compagnies aériennes qui siégeaient à Cannes depuis un mois, dans le cadre d'une conférence de trafic de l'Association de transport aérien international (IATA), viennent de se séparer sans succès de résultats.

L'IATA a trente ans. On lui donnerait beaucoup plus que son âge, tant elle paraît déjà essouffée et sans ressort. Déçagée des soucis du quotidien, elle avait pu prendre de la hauteur. Elle s'est inclinée devant la volonté des compagnies régulières qui lui ont interdit d'adopter une option.

La fixation des tarifs est le sujet premier de tous les transports aériens. En ce domaine, l'échec de l'IATA est patent. Se refusant à intervenir, elle laisse s'exaspérer les conflits d'intérêts. On finit toujours par aboutir à un mauvais compromis. Plutôt que de renoncer à un accord, de créer une « situation ouverte » qui justifierait l'intervention des gouvernements, les compagnies membres préfèrent afficher une unanimité de façade, quitte, ensuite, à en faire à leur tête.

Impuissante à dissiper la pagaille dans laquelle vit, depuis plusieurs années, le transport aérien international, l'IATA a tenté de jouer les utilitaires. Elle rend des services, beaucoup de services, aux compagnies membres: rassemblement des statistiques, organisation des conférences, par exemple. Pour ce motif-là, elle est assurée de ne jamais disparaître. Même ses détracteurs le disent: « Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

En condamnant l'IATA à n'être qu'un forum, certaines grandes compagnies se sont données les moyens d'y faire, dans une certaine mesure, ce qu'elles veulent. Elle rend des services, beaucoup de services, aux compagnies membres: rassemblement des statistiques, organisation des conférences, par exemple. Pour ce motif-là, elle est assurée de ne jamais disparaître. Même ses détracteurs le disent: « Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

La fraude à l'honneur. Un meilleur rapport des forces permettrait à l'IATA d'obéissance trop anglo-saxonne, de gagner en crédibilité et en autorité. Pour autant, les compagnies membres accepteraient-elles d'élargir ses pouvoirs et de respecter ses décisions?

En condamnant l'IATA à n'être qu'un forum, certaines grandes compagnies se sont données les moyens d'y faire, dans une certaine mesure, ce qu'elles veulent. Elle rend des services, beaucoup de services, aux compagnies membres: rassemblement des statistiques, organisation des conférences, par exemple. Pour ce motif-là, elle est assurée de ne jamais disparaître. Même ses détracteurs le disent: « Si elle n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

La fraude à l'honneur. Un meilleur rapport des forces permettrait à l'IATA d'obéissance trop anglo-saxonne, de gagner en crédibilité et en autorité. Pour autant, les compagnies membres accepteraient-elles d'élargir ses pouvoirs et de respecter ses décisions?

Personne ne conteste l'utilité de l'IATA. On lui reconnaît une compétence certaine pour tout ce qui touche à la définition des normes techniques. Cette association sera également, de ce fait, un point de compensation, facilitant ainsi pour les passagers l'interchange-

Cette prédominance des États-Unis est, pour ainsi dire, naturelle. Ce pays engendre le courant de trafic le plus fort: l'an dernier, un bon tiers des passagers-kilomètres avaient pour origine ou pour destination un point quelconque du territoire américain. Washington est donc souvent sollicité d'intervenir, que ce soit pour l'obtention de droits d'atterrissage ou pour la fixation de tarifs aériens.

C'est sur la route la plus fréquentée du monde — celle de l'Atlantique nord — que les compagnies américaines et européennes ont le plus de difficultés. Elles se battent avec le plus de résolution, voire de férocity. Pour obtenir gain de cause dans les conférences de trafic et amener à leurs vœux les petits transporteurs, ils savent utiliser le chantage et l'intimidation, parfois des méthodes encore plus contestables. L'IATA, dans ce domaine, est en majorité anglo-saxonne, reste « neutre » dans les discussions tarifaires. Officiellement, du moins, elle n'a pas d'opinion.

Les États-Unis emploient avec d'autant moins de scrupules, au sein de l'IATA, la « méthode des gros bras » que leur influence n'est contrebalancée ni par celle de l'Union soviétique, qui possède pourtant, avec Aeroflot, la plus puissante compagnie du monde. Il parait que la Chine, qui fait tout juste ses premiers pas dans le transport aérien. Seules la

Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie participent aux travaux de cette association. Ils ne sont pas en mesure de tenir tête au « géant » américain.

« Les hommes comptent davantage que les compagnies. Ce sont ceux qui savent présenter un dossier et défendre une idée qui emportent la décision », soutiennent les responsables de l'IATA. « Les membres qui mettent à la disposition de l'Association leurs meilleurs éléments en tirent profit. »

« La crise économique a ou moins le mérite de faciliter certains changements, de bousculer certains principes auxquels on n'avait jamais osé toucher depuis vingt ou trente ans », indique M. Hammarstrand. Pour lutter contre les pratiques de concurrence déloyale, le directeur général de l'IATA a désormais le pouvoir d'intervenir directement auprès des compagnies membres mises en cause.

« L'ancien président d'Air France, M. Georges Galichon (c'est lui qui a été nommé à la tête de la compagnie en 1967), déclare: « Je n'ai pas démissionné; j'ai été mis fin de ma fonction », déclare-t-il, justifie son action à la compagnie depuis 1967 dans une interview en journal Sud-Ouest (24 novembre). Il indique notamment: « Air France, pendant dix ans, n'a pour ainsi dire rien coûté au contribuable français. Ma devise était: « Expansion dans la rentabilité. Or voici que, tout d'un coup, le prix du carburant a quadruplé; qu'il n'y a plus, tout en maintenant une partie de notre exploitation à Orly, transférer l'autre partie à Roissy; mettre en service Airbus; préparer le lancement de Concorde; conserver nos glorieuses mais vieilles Caravelles, qui consomment moitié plus de carburant que les avions modernes, etc. Tout cela coûte très cher et survient au moment où le trafic s'essouffie et où l'inflation pèse lourdement sur la plupart des secteurs de notre activité. Alors, je demande seulement, puisque cela n'est pas une habitude chez moi, que, lorsque le besoin s'en fait sentir, Air France soit traitée comme les autres entreprises nationales. »

« L'ancien président d'Air France, M. Georges Galichon (c'est lui qui a été nommé à la tête de la compagnie en 1967), déclare: « Je n'ai pas démissionné; j'ai été mis fin de ma fonction », déclare-t-il, justifie son action à la compagnie depuis 1967 dans une interview en journal Sud-Ouest (24 novembre). Il indique notamment: « Air France, pendant dix ans, n'a pour ainsi dire rien coûté au contribuable français. Ma devise était: « Expansion dans la rentabilité. Or voici que, tout d'un coup, le prix du carburant a quadruplé; qu'il n'y a plus, tout en maintenant une partie de notre exploitation à Orly, transférer l'autre partie à Roissy; mettre en service Airbus; préparer le lancement de Concorde; conserver nos glorieuses mais vieilles Caravelles, qui consomment moitié plus de carburant que les avions modernes, etc. Tout cela coûte très cher et survient au moment où le trafic s'essouffie et où l'inflation pèse lourdement sur la plupart des secteurs de notre activité. Alors, je demande seulement, puisque cela n'est pas une habitude chez moi, que, lorsque le besoin s'en fait sentir, Air France soit traitée comme les autres entreprises nationales. »

« L'ancien président d'Air France, M. Georges Galichon (c'est lui qui a été nommé à la tête de la compagnie en 1967), déclare: « Je n'ai pas démissionné; j'ai été mis fin de ma fonction », déclare-t-il, justifie son action à la compagnie depuis 1967 dans une interview en journal Sud-Ouest (24 novembre). Il indique notamment: « Air France, pendant dix ans, n'a pour ainsi dire rien coûté au contribuable français. Ma devise était: « Expansion dans la rentabilité. Or voici que, tout d'un coup, le prix du carburant a quadruplé; qu'il n'y a plus, tout en maintenant une partie de notre exploitation à Orly, transférer l'autre partie à Roissy; mettre en service Airbus; préparer le lancement de Concorde; conserver nos glorieuses mais vieilles Caravelles, qui consomment moitié plus de carburant que les avions modernes, etc. Tout cela coûte très cher et survient au moment où le trafic s'essouffie et où l'inflation pèse lourdement sur la plupart des secteurs de notre activité. Alors, je demande seulement, puisque cela n'est pas une habitude chez moi, que, lorsque le besoin s'en fait sentir, Air France soit traitée comme les autres entreprises nationales. »

DEJA DU TEMPS DE NOS GRANDS-PARENTS Rue de Provence ARGENTERIE BIJOUX D'OCCASION

éditions sociales Collection « NOTRE TEMPS » Jean ROCCHI LA TELEVISION MALADE DU POUVOIR

BUREAUX A LOUER Evolution 410 f Evolution pour 410 f. où va-t-on? Actuellement, pour 410 f le m² annuel, ou vous portez en banlieue, ou bien vous n'avez dans Paris qu'un minimum de prestations.

US REIMS

LES HANDICAPÉS PHYSIQUES AU VOLANT. Un récent arrêté du ministère de l'équipement stipule que les handicapés physiques utilisant un véhicule à embrayage automatique, et à l'exclusion de tout autre aménagement, se verront désormais établir un permis portant la mention « Embrayage automatique ».

Construction navale. COMMANDES EN BAISSÉ. Selon les statistiques du Lloyd's Register of Shipping, le tonnage du carnet de commandes mondial, qui ne cesse de décroître, s'établissait à 102 137 238 tonneaux de jauge brute au 30 juin dernier.

Circulation. LES HANDICAPÉS PHYSIQUES AU VOLANT. Un récent arrêté du ministère de l'équipement stipule que les handicapés physiques utilisant un véhicule à embrayage automatique, et à l'exclusion de tout autre aménagement, se verront désormais établir un permis portant la mention « Embrayage automatique ».

Construction navale. COMMANDES EN BAISSÉ. Selon les statistiques du Lloyd's Register of Shipping, le tonnage du carnet de commandes mondial, qui ne cesse de décroître, s'établissait à 102 137 238 tonneaux de jauge brute au 30 juin dernier.

Circulation. LES HANDICAPÉS PHYSIQUES AU VOLANT. Un récent arrêté du ministère de l'équipement stipule que les handicapés physiques utilisant un véhicule à embrayage automatique, et à l'exclusion de tout autre aménagement, se verront désormais établir un permis portant la mention « Embrayage automatique ».

LA VIE ÉCONOMIQUE

INFORMATIQUE

Les accords de fusion entre la C.I.I. et Honeywell-Bull sont définitivement conclus

M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, a annoncé, le 25 novembre, que les accords liant les conditions de la fusion de la C.I.I. et d'Honeywell-Bull étaient définitivement conclus. Les intérêts français (l'Etat, la Compagnie générale d'électricité et les anciens actionnaires

des Machines Bull) détiendront 53 % de la nouvelle société, dénommée C.I.I.-Honeywell-Bull, le groupe américain Honeywell possédant les 47 % restant.

Cet accord, qui pour M. d'Ornano, marque une étape essentielle en vue de la constitution prochaine, sous contrôle français, du plus grand groupe européen

d'informatique, est vigoureusement contesté par les syndicats de la C.I.I. La C.G.C., notamment, craint qu'il ne conduise à de sérieuses complications entraînant la suppression de trois mille emplois à la C.I.I. L'informatique française devient américaine, commente de son côté Jean-Pierre Candard dans "l'Humanité".

Le dangereux pari de la rentabilité

En deux cents jours auront été réalisés les accords de fusion de la C.I.I. et d'Honeywell-Bull. Les négociations ont été plus difficiles que prévu, chacun insistant à sa manière sur certaines des clauses du protocole d'intention (du 2 août).

Les discussions se sont cristallisées sur une question, d'apparence technique, mais en réalité fondamentale : la nouvelle société acquerra-t-elle des ordinateurs de grande puissance qui devaient être fournis par la C.I.I. dans le cadre de l'accord signé l'été dernier avec l'Etat et Philips ? Les X-4, dont dix-neuf prototypes ont déjà été réalisés, seront un peu

plus puissants et directement concurrents des ordinateurs de grande puissance américains. Ils sont donc opposés à leur fabrication, M. Jean-Pierre Brulé, futur P.-D.G. de C.I.I.-H.B., estimant pour sa part que la production simultanée des deux gammes n'était pas compatible avec une saine gestion financière.

Ambiguïté

L'abandon de la fabrication des X-4 avait cependant trois inconvénients majeurs. Il entraînait des dépenses très importantes pour assurer la conversion des matériels C.I.I. Il supposait le versement de dommages et intérêts au groupe allemand Siemens, qui comptait sur ces machines. Enfin, il entraînait un alignement sur la technologie américaine, difficilement acceptable compte tenu des tensions politiques suscitées en France par l'opération.

Après d'interminables discussions, un compromis a finalement été trouvé. La fabrication des X-4 ne relèvera pas de C.I.I.-H.B., mais de l'autre société, c'est-à-dire la C.I.I. vidée de ses activités de grande informatique ; elle se fera à l'usine de Toulouse. On se fera à l'usine de Toulouse. On se fera à l'usine de Toulouse.

2 MILLIARD DE FRANCS DE SUBVENTIONS EN QUATRE ANS

Le financement financier de l'Etat dans cette affaire est considérable :

- 130 millions de francs pour l'achat d'actions Honeywell ;
- 230 millions de francs de subventions à la nouvelle société en quatre ans ;
- 630 millions de francs pour purger les comptes de la C.I.I. en 1975 ;
- 125 millions de subventions matérielles pour compenser les pertes de la C.I.I. du 1er janvier 1976 au 15 mars 1976, date effective de la fusion ;
- Environ 250 millions de francs seraient en outre versés à C.I.I.-H.B., qui aurait la charge - en régie - de terminer les sites des X-4 ;
- Plusieurs dizaines de millions de francs pour « suivre » les augmentations de capital futures de C.I.I.-H.B. ;
- A cela s'ajoutent 4 milliards de francs de commandes, garanties à C.I.I.-H.B. par l'administration au cours des quatre prochaines années. Elles concernent aussi bien les grands systèmes que les matériels de mini et micro-informatique.

Enfin, on peut penser que des us de construction, en possession des données de l'opération - en vue de sa réalisation - cet organisme peut tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir, si besoin, en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

« L'HUMANITÉ » : l'informatique française devient américaine.

L'informatique française devient américaine », écrit, ce mercredi 26 novembre, dans "l'Humanité", Jean-Pierre Candard, qui poursuit : « L'accord C.I.I.-Honeywell Bull n'est qu'une pièce d'un vaste puzzle. Depuis son arrivée à l'Etat, M. d'Ornano a déjà fait éclater le Commissariat à l'énergie atomique au profit du baron belge Sipaïn et du groupe U.S. encore - Washington - l'Union du Téléphone, les I.T.T., Thomson, C.G.E. et autres Ericsson se livrent bataille. L'aéronautique est menacée d'un accord qui lui serait dicté d'Ouvé-Antiqua. Toutes les industries de pointe sont en péril. »

C.I.I., mais l'essentiel n'était-il pas de décider la fabrication des X-4 ? Maintenant la bataille se situe au sein de l'entreprise. A nous de faire en sorte que cette machine, de technologie française, remporte peu à peu sur la technique américaine et soit la base de la future gamme commune que C.I.I.-H.B. et Honeywell doivent, en principe, réaliser dans quelques années.

La seconde modification importante qui a été apportée au texte préliminaire tient dans l'engagement d'Honeywell de s'interdire de se retirer de l'informatique avant quatre ans. Tout manquement à cette règle se traduirait, selon le ministre de l'Industrie et de la Recherche, par le rachat des 47 % d'Honeywell dans C.I.I.-H.B. et le versement de dommages et intérêts. Pour le reste, les quelque 450 pages recto verso qui constituent l'accord définitif, reprennent pour l'essentiel les clauses dont nous avons fait état le 2 août dernier. Un comité technique à majorité américaine doit donner ses avis quant à la stratégie commune de C.I.I.-H.B. et d'Honeywell.

L'équilibre financier en 1980 ?

Toute cette opération vigoureusement contestée par les syndicats et l'opposition politique qui dénoncent la mainmise américaine sur l'informatique française, repose sur un groupe - la C.G.E. - et un homme, M. Brulé. Ils ont su convaincre les pouvoirs publics du bien-fondé de leur thèse. Pour le P.-D.G. de la future société, il s'agit d'atteindre en 1980 le même montant de livraisons en France qu'I.B.M. et de se passer, après cette date, du soutien des subventions. Objectif très ambitieux qui a séduit les pouvoirs publics et justifie, aux yeux de M. Brulé, l'aide publique très importante accordée à la nouvelle société pour lui permettre d'atteindre ce but. C.I.I.-H.B. pourra-t-elle faire bénéficier la technologie française en matière de grands systèmes tout en parvenant dans les délais à la rentabilité ? C'est le pari qu'a fait le ministre de l'Industrie et de la Recherche, ou l'on affirme contester toute l'opération que ce soit par les commandes de l'administration ou par la présence de représentants de l'Etat au conseil d'administration.

ET LA PÉRI-INFORMATIQUE ?

En ne réglant que le sort de la nouvelle société C.I.I.-Honeywell Bull, les pouvoirs publics ont en quelque sorte « escamoté » le cas de la mini et péri-informatique. Depuis des mois, les négociations pèsent à ce sujet avec le groupe Thomson. Celui-ci a « constaté » les accords avec Honeywell, mais ne veut pas en supporter les conséquences. Il juge notamment insuffisant le volume de commandes de la mini-informatique confiées à l'usine de Toulouse. Cette attitude de réserve se trouve renforcée par les rapports ambigus qui vont se nouer entre C.I.I.-H.B. et le reste de la C.I.I. Certes, il est prévu qu'à des conditions de prix et à des performances égales C.I.I.-H.B. achètera et commercialisera, de préférence les matériels de mini et péri-informatique de l'ancienne C.I.I. Mais ceux-ci vont se trouver en concurrence avec des matériels américains d'avant pas caché, ces derniers n'ont, son intention de pénétrer en force sur le marché européen de la mini-informatique. Je dispose des moyens nécessaires pour permettre la mise en place d'un plan péri-informatique », a déclaré M. d'Ornano. Je demande aux industriels de me faire des propositions. « Les « moyens » seront-ils assez séduisants pour séduire les « propositions » constructives ?

A découvrir au moins une fois dans sa vie
Le massage thaïlandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais. Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et cérémonial du thé au jasmin. Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

L'Institut vous propose également ionisation, oxygénation, bronzage, traitements spéciaux et tous les autres types de massages, sportifs ou de relaxation, avec masseurs et massesses expérimentés.

Institut Corporel Claude Massard
6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25-261.27.26

(PUBLICITE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE D'ÉTAT CHARGÉ DES TRANSPORTS
OFFICE ALGÉRIEN DES PÊCHES

PLAN QUADRIENNAL 1974-77

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 20-75
O.P. numéroté 16.92.05 - Développement de la flotte méditerranéenne

PREMIERE TRANCHE :
Un Appel d'Offres International est lancé en vue de la construction de huit chalutiers/sennes, avec coque en bois. Construction sous contrôle véridés ; embarcations livrées barre en main, avec le matériel de pêche polyvalent et leurs embarcations annexes.

CARACTERISTIQUES GENERALES :

COQUE :
Longueur entre deux P.P. : 18 mètres.
Largeur hors bordée au fort : 6 mètres.

MOTEUR :
Puissance : 400 CV.
Le présent marché est divisé en 5 lots se répartissant comme suit :

PREMIER LOT :
Charpentage - sautage - peinture - ferronnerie - électricité - réfrigération - armement mobile - engins de sauvetage et de sécurité - équipement nautique - power bloc - embarcations annexes tractives et embarcations annexes porte-feu - lot d'ampoules pour porte-feu - emballages pour poisson - Panneaux de chalu.

DEUXIEME LOT :
Groupes propulseurs.

TROISIEME LOT :
Travails.

QUATRIEME LOT :
Appareils électroniques (sondeurs/strégistres - radars-radio - goniomètres-radars).

CINQUIEME LOT :
Engins de pêche (filets, chalut, sennes à sardines et sennes à thon).
Les intéressés peuvent soumissionner pour l'ensemble du marché ou par lots séparés.

Les cahiers de charges et spécifications techniques peuvent être retirés au bureau des marchés de l'O.A.P., quai d'Alger-Morles, à partir du 1^{er} décembre 1975 contre le versement d'une redevance de Mille Cinq Cents Dinars Algériens (1.500 D.A.).

Les offres doivent être accompagnées des pièces réglementaires et doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à Monsieur le Directeur Général de l'Office Algérien des Pêches, même adresse que ci-dessus.

Le délai de soumission est fixé à 90 jours calendaires à compter de la publication du présent avis.

L'enveloppe cachetée devra porter obligatoirement la mention « Appel d'Offres numéro 20.75 - NE PAS OUVRIIR ».

Les soumissionnaires resteront engagés par leur proposition pendant 120 jours.

Faites vous de la trésorerie en vous équipant avant la fin de l'année.

Jusqu'au 31 décembre 1975, les achats de matériel donnent lieu à 10 % de déduction fiscale. Soit une réduction de 10 % sur vos achats.

Sans mise de fonds : de la trésorerie.
Cette réduction de 10 % a été étendue par la loi de finances aux opérations de crédit-bail.

Cela veut dire que vous touchez tout de suite les 10 % sans avoir à verser, ni acompte à la commande, (Natio-Equipement s'en charge), ni apport personnel à la livraison.

Sans limitation de valeur.
Filiale de la B.N.P., Natio-Equipement peut donner une réponse 48 heures après votre demande, quelle que soit la valeur du bien.

Natio-Equipement est une équipe de spécialistes qui n'a jamais besoin de retarder une décision pour enquête supplémentaire.

Réagir vite.
Pour répondre à la conjoncture, Natio-Equipement vous propose une procédure rapide : vous recevez par retour du courrier, le formulaire de contrat "spécial aide fiscale", ainsi que l'indication du loyer trimestriel correspondant à la valeur de l'équipement.

De plus, Natio-Equipement s'engage à vous communiquer sa réponse 48 heures après réception du formulaire que vous aurez retourné.

Découpez aujourd'hui, vous pouvez signer vendredi

Demande de contrat "spécial aide fiscale".
Adressez-moi votre formulaire de contrat "spécial aide fiscale".

Nom _____
Société _____
Adresse _____

A titre indicatif, donnez-moi le montant du loyer pour :
• type d'équipement : _____
• valeur approximative (hors taxes) : _____ F

(Eventuellement) Je suis client de la B.N.P.,
Agence : _____

Addresser à : Natio-Equipement
7, avenue George-V 75008 Paris.

(PUBLICITE)
VOUS ALLEZ ACHETER UN APPARTEMENT ?

questions vous préoccupent...

- A qui ai-je affaire ?
- Le programme qui m'intéresse a-t-il été bien étudié ?
- Les informations que l'on me donne sont-elles satisfaisantes ?
- Les conditions d'un bon déroulement des travaux sont-elles unes ?
- Pourrai-je voir régler rapidement les difficultés éventuelles la livraison ?

5 raisons pour acheter dans un programme agréé par le C.N.E.I.L.

Association sans but lucratif, placée sous l'égide de l'administration, le C.N.E.I.L. présente au public une sélection importante de programmes comportant quelque 2.000 logements qui, tous, ont fait l'objet d'un agrément, après examen, par des spécialistes et des représentants de banques spécialisées, des éléments juridiques, techniques et financiers essentiels dont dépend le bon déroulement de l'opération - en vue de sa réalisation - cet organisme peut tout moment renseigner l'acquéreur et intervenir, si besoin, en cas de difficultés (conciliation, arbitrage).

La liste des programmes agréés, dans lesquels des logements sont encore disponibles, est adressée sur simple demande : C.N.E.I.L., 80, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, tél. 878-86-80.

Le bureau d'information du C.N.E.I.L. reçoit aussi sur rendez-vous remat gracieusement à tout visiteur une documentation détaillée sur les programmes agréés de la région parisienne, faisant apparaître la localisation, leur catégorie et leurs prix.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

SELON LES CINQ «SAGES»

Le produit national allemand augmenterait de 4,5 % en 1976

De notre correspondant

Bonn. — Les rapports d'experts se suivent et ne se ressemblent pas. Dans le texte remis cet été, les cinq professeurs d'économie politique chargés de donner un avis scientifique au gouvernement fédéral avaient considéré qu'une croissance de 6 % était, en 1976, non seulement souhaitable, mais encore possible. (« Le Monde » du 20 août).

Dans leur rapport annuel confié le 24 novembre au chancelier Schmidt, ils se montrent plus modestes : les pays occidentaux ont atteint le creux de la récession et la reprise est proche en République fédérale, indiquent-ils en substance ; mais l'augmentation réelle du produit national brut l'année prochaine ne devrait plus être que de 4,5 %, comparée à la baisse de 3,5 % enregistrée cette année. Il s'agit d'une hypothèse encourageante.

Les cinq « sages » ne cachent pas que leur pronostic est entouré de « risques considérables », mais ceux-ci portent « non sur la réalité de la reprise, mais sur son déroulement et son rythme ». Pour eux, la relance de l'activité économique sera d'abord hésitante, puis gagnera en puissance au cours de l'année. Leur hypothèse est fondée sur une augmentation de la demande étrangère, qui devrait entraîner une hausse de 7 % à 8 % des exportations en valeur réelle (contre une baisse de 13 % cette année), et sur une amélioration sensible du climat des investissements.

Les investissements productifs devraient augmenter de 6 % en valeur réelle, l'activité du bâtiment de 4,5 %. Quant à la consommation privée, les experts s'attendent à une croissance de 3,5 % (3,5 % en valeur nominale, compte tenu d'une hausse des prix estimée à 5 %). A la fin de 1976, le nombre de chômeurs devrait être « considérablement plus faible » qu'à la fin de cette année, mais la moyenne tournerait encore autour du million, soit 5 % de la population active.

Pour réaliser le taux de croissance envisagé, encore faut-il que les entreprises recommencent à investir. Or, étant donnée la chute des marges bénéficiaires depuis deux ans, elles ne le feront, selon les experts, que si les salaires n'augmentent pas au-delà de la hausse des prix.

Par ailleurs les « sages » se montrent sceptiques vis-à-vis de la régulation des taux de change. S'ils se félicitent de la relative stabilité des pays du « serpent » monétaire européen, ils ne cachent pas que « le taux d'inflation toujours trop haut d'un pays aussi important (que la France) comporte un danger : celui de se transmettre rapidement aux autres pays ».

DANIEL VERNET.

En Allemagne fédérale la balance commerciale a enregistré un excédent de 2 844 millions de D.M. en octobre contre 2 764 millions en septembre, et 4 639 millions en octobre 1974. Pour les dix premiers mois de 1975, le surplus s'est établi à 30 789 millions durant la même période de 1974, les exportations ayant diminué de 4,8 % (+ 10,8 % en un mois) et les importations augmenté de 1,4 % (+ 12,2 %).

L'économie mondiale connaît une reprise vigoureuse à partir du premier trimestre de 1976, estiment les experts de la Citibank Matheson Bank. Le redressement sera surtout dû aux Etats-Unis, au Japon et à l'Allemagne fédérale où la production industrielle augmenterait l'année prochaine de 11,5 %, 0,4 % et 5,5 % respectivement. Cette production s'accroîtrait de 4,1 % en France et seulement de 0,1 % en Grande-Bretagne. (« A.F.P. Agéfi »).

IMMIGRATION

Les procédures d'attribution des cartes de travail sont désormais codifiées

Le texte paru au Journal officiel du 25 novembre et signé par M. Jacques Chirac, premier ministre, et par M. Michel Duratour, ministre du travail, codifie pour la première fois une réglementation qui, depuis 1966 et exception faite du décret de juillet 1974 suspendant l'immigration, n'était le fait que de simples circulaires ministérielles.

Il abroge certaines dispositions du code du

travail et comporte essentiellement trois innovations : l'attribution d'une carte de travail à des travailleurs à temps partiel ; la réduction du nombre des cartes délivrées, ramené de treize à trois ; le recensement des motifs pour lesquels une carte peut être accordée ou refusée. Cette dernière disposition mettra-t-elle fin à la polémique ouverte autour des circulaires Marcelin-Fontanet ?

LA FIN D'UNE POLÉMIQUE ?

Longtemps les fameuses circulaires — que d'anciens présents à tort comme une conséquence des incidents raciaux de Marseille, liés dans leur esprit au phénomène de l'immigration — furent contestées par les organisations de défense des travailleurs étrangers. Le slogan « Non à la circulaire Fontanet », du nom de l'un de ses auteurs, alors ministre du travail, fut même le thème central des grèves de la filière et des autres manifestations de protestation, qu'avaient suscitées la crainte de l'arbitraire policier.

Trois vifs, l'application des circulaires Marcelin-Fontanet de janvier-février 1972 se révéla malaisée. Tenant compte des options nouvelles du VI^e Plan et du souci de contrôler le flux migratoire, ces circulaires « fabriquaient » soudain des travailleurs « sans papiers », qui allaient grossir le flot des immigrés en situation dite irrégulière.

Par la suite, ces procédures restrictives furent, sinon abrogées, du moins assouplies par M. Gode, nouveau ministre du travail, puis assouplies de nombreuses dérogations consenties à titre humanitaire par M. Fontanet et par son successeur, M. Dujon. Fin 1972, un ouvrier portugais des usines Renault avait déposé, ainsi que la C.F.D.T., un recours auprès du Conseil d'Etat. Deux ans plus tard, cette instance annulait trois points des circulaires qui avaient, aux termes de l'arrêt rendu le 13 janvier 1975, « écarté des dispositions nouvelles aux

dispositions législatives et réglementaires ». Dans les quatre jours qui suivirent, une nouvelle circulaire, émanant du ministère de l'intérieur, dans les conséquences de cet arrêt en assouplissant un peu plus les procédures d'autorisations de travail, notamment en faveur des primo-immigrés. La même circulaire mentionnait que, à l'occasion du conseil des ministres du 9 octobre 1974, le gouvernement avait adopté le principe d'une réforme d'ensemble du régime des titres de travail.

Cette réforme pourra donc s'annoncer désormais dans parfaite légalité. L'insécurité de logement, rendue exigible par voie réglementaire — et suspendue provisoirement après l'arrêt du Conseil d'Etat — est rétablie. Les mesures limitant l'éventualité des professions « régulières » avaient déjà été abrogées par une circulaire du 26 septembre 1973.

Rendu caduc avant même d'avoir été appliqué, l'arrêt du Conseil d'Etat aura du moins contribué à une clarification juridique qui inscrit dans le droit français des mesures trop souvent suspectes — par le secret qui les entourait — de moins servir les immigrés que l'administratif. Cette codification ne modifie en rien le décret suspendant l'immigration de juillet 1974. Mais elle simplifie le tracé des procédures. En précisant les motifs pour lesquels sont accordées ou refusées les cartes de travail, le décret offre enfin aux étrangers qui s'adressent à l'administration la possibilité de contester les décisions prises à leur encontre. C'est un pas important vers une plus grande équité. — J. B.

Trois innovations

● TRAVAILLEURS A TEMPS PARTIEL :

Le décret stipule, dans la nouvelle formulation de l'article R 341-1 du code du travail, que tout étranger doit être titulaire d'un titre de travail en cours de validité pour exercer une activité professionnelle salariée en France métropolitaine, à temps plein ou à temps partiel. Cette disposition, qui reconnaît aux immigrés la faculté d'obtenir une carte de travail — donc de séjour — « s'applique même à temps partiel, permettra sans doute de régler de nombreux « cas humains » en période de tension sur le marché de l'emploi. Elle devrait, d'autre part, mettre un frein au travail noir et à certaines formes d'exploitation des immigrés dans ce domaine.

● TROIS TYPES DE CARTES DE TRAVAIL :

Le nombre des types de cartes délivrées passe de treize à trois, avec un système d'attribution volontariste progressif : la carte temporaire valide un an, accordée comme précédemment et limitant le genre de travail autorisé et les départements où il peut être exercé, en fonction de la situation de l'emploi et des conditions de travail, de rémunération et de logement proposés par l'employeur ; la carte B nominative, valable trois ans et permettant plusieurs activités dans plusieurs départements ; la carte C « pour toutes professions salariées », valable dix ans sur l'ensemble du territoire et renouvelable.

● UNE CODIFICATION MOTIVÉE :

Le décret énumère les cas dans lesquels la délivrance des cartes de travail peut être refusée ou autorisée. C'est ainsi que la carte C peut être délivrée notamment à titulaire d'une carte B arrivant à expiration qui justifie de trois ans de travail en cette qualité. Elle peut l'être tout aussi automatiquement au conjoint d'un ressortissant étranger titulaire d'une carte de séjour en cours de validité et résidant en France depuis plus de quatre ans ; au conjoint d'un ressortissant de nationalité française ou d'un ressortissant d'un Etat membre de la C.E.E. exerçant en France une activité professionnelle et titulaire d'une carte de séjour ; au jeune étranger ayant accompli au cours des trois années précédentes deux ans de scolarité en France, à condition que l'un de ses parents ait résidé dans notre pays pendant plus de quatre ans ; au réfugié ou apatride justifiant de trois années de résidence en France ou ayant un ou plusieurs enfants de nationalité française.

Enfin, des autorisations provisoires n'accablant pas huit mois pour les saisonniers, et six mois pour d'autres activités reconnues comme temporaires, pourront être délivrées à titre exceptionnel.

Mais l'intérêt le plus évident de ces procédures est que tout cet accord d'un titre de travail devra désormais être motivé.

AVIS FINANCIER DES SOCIÉTÉS

SAINRAPT ET BRICE

La dernière période de coupe de l'emprunt obligataire soussigné s'est terminée le 12 août 1975. A la suite de l'opération et des possibilités de crédit à une augmentation de 100 millions de francs de la dette pour la conversion, le montant des capitaux propres de la société augmenté de 606 400 F tandis que le capital social était porté à 15 000 000 F. Le 10 octobre 1975, il a été décidé de constituer une assemblée extraordinaire le 19 octobre 1975. Il a été décidé que le capital social serait porté de 15 000 à 22 000 000 F avec attribution d'actions gratuites pour neuf actionnaires, jussive : 1^{er} janvier 1976. Au cours de ces opérations, la C.F.R.L. (Commissariat National et d'Investissement) a été créée par le Groupe Sainrapt et Brice, qui assure 15 % du capital Sainrapt et Brice.

La situation prévisionnelle au 31 décembre 1975 apparaît en bénéfice de 4 084 283 F pour le premier semestre de l'exercice de 1975. Ce résultat est le résultat de la mise en œuvre de la politique de la société pour la fin de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'activité étrangère reste très soutenue, et l'ensemble des opérations effectuées au deuxième semestre, notamment Abu Dhabi et en Bulgarie.

MARINE-WENDEL

Le conseil d'administration de Marine-Wendel a arrêté les comptes de l'exercice 1974-1975. Ils ont été adoptés par l'assemblée générale, qui a décidé de verser à la fin de l'exercice précédent un dividende net de 20 F par action. Le bénéfice d'exploitation a été de 511 millions de francs et le bénéfice net de 281 millions de francs.

Les modifications intervenues dans la structure de la société ne permettent pas une comparaison significative avec les résultats de l'exercice précédent. Le conseil a décidé de verser à l'assemblée générale, qui sera tenue pour la fin de l'exercice précédent, un dividende net de 20 F par action. Le conseil a également décidé de verser à l'assemblée générale un dividende net de 20 F par action. Le conseil a également décidé de verser à l'assemblée générale un dividende net de 20 F par action.

Par ailleurs, le conseil a décidé de verser à l'assemblée générale un dividende net de 20 F par action. Le conseil a également décidé de verser à l'assemblée générale un dividende net de 20 F par action.

AU PROCHE-ORIENT UN MILLIARD DE NOUVEAUX FRANCS DE CONTRATS POUR ENTREPOSE

Moins d'un mois après avoir conjointement avec Occidentale-troleum, un contrat portant sur un milliard 300 millions de francs de fournitures pour dix millions de litres de pétrole de l'Arabie Saoudite, l'Entrepose, filiale de Velloucaire de signer un ensemble de 1 milliard de francs de contrats Proche-Orient.

En Iran, l'Entrepose a enlèvement représenté des forages et travaux pour un montant de 600 millions de francs. Ces travaux concernent la construction d'installations pour la National Gas Company dans le nord-ouest, entre Sarrahs et Redki, les forages de la zone de proximité de la frontière soviétique, et deux pipelines pour le National Iranian Oil Company de Téhéran à Chahrouh-Masched, soit 375 km de 22" et de Chahrouh à Gonbad Kaba Gorgan, soit 180 km de 10".

Dans les Etats arabes, un contrat de 35 millions d'US \$ a été signé avec l'Abu Dhabi Petroleum Company comportant la construction de quatre stations de compression et d'une unité de traitement pour le traitement de gaz. L'ensemble, constitué par ces stations et d'installations de lignes et d'installations de compression de gaz déjà confiées à l'Entrepose, représente un montant de 22 millions d'US dollars, permettant de réaliser la pression d'exploitation des gisements de Bou-Saïd. Les travaux doivent être achevés à la fin du premier trimestre de 1977.

De son côté, la société, filiale « offshore » d'Entrepose, vient de signer avec l'Abu Dhabi Petroleum Company un contrat d'un montant total de 60 millions d'US dollars pour la construction de la raffinerie de Ras-Tanfoush, dans le Golfe, d'un complexe pétrolier relié par des pipelines permettant de transporter 23 millions de tonnes d'eau de la zone de Ras-Tanfoush au champ d'Umm-El-Sharif au large d'Abu-Dhabi. Il s'agit du plus grand complexe « off shore » jamais construit. Les travaux dureront six ans.

COMPAGNIE LA HENRI

L'assemblée générale ordinaire pour l'exercice clos le 31 décembre 1975, se réunira le mardi 9 décembre 1975, à 18 h. 30, dans les locaux de la banque La Henri-Corinthe, 1 de la Ville-Évêque, à Paris (8^e). A l'occasion de cette assemblée, dans le cadre d'une campagne promotionnelle commerciale, les prix de la compagnie des Salins du Sud seront présentés et offerts aux actionnaires présents.

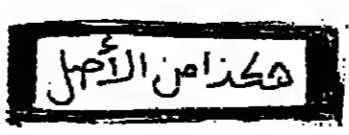
Le rapport annuel devant être examiné à cette assemblée a été porté à la connaissance du public dans le journal « Le Monde » du 25 novembre 1975. Des exemplaires du rapport sont à la disposition de toute personne désirant la demande à la COMPAGNIE LA HENRI, 27, rue de la Ville-Évêque, 75008 PARIS. Tél. : 560-35-15.

J. HADAMARD
Essai
 sur la psychologie
 de l'invention
 dans le domaine
 mathématique
 Coll. "Discours
 de la méthode"
GAUTHIER-VILLARS 26 F

(PUBLICITE)
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE
SONATRACH
 AVIS D'APPEL D'OFFRES
 INTERNATIONAL
 Un appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation produit en main d'une Usine d'Ammoniac liquide de 1.000 TM/J à Skikda.
 Le projet comprend :
 — L'étude d'engineering et l'établissement des plans de construction ;
 — La construction des unités de production, du stockage et expédition, des bâtiments ;
 — La mise en route.
 RETRAIT DU CAHIER DES CHARGES
 Les Sociétés intéressées ayant des références dans la réalisation de ces Usines pourront retirer, à partir du 10 novembre 1975, le cahier des charges auprès du représentant dûment mandaté, à SONATRACH, au 9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER. Tél. : 60-40-00 à 05 ; ou Zone Industrielle de Skikda, PROJET AMMONIAC SKIKDA. Tél. : 95-57-40.
 DÉPÔT DES OFFRES
 Les soumissions doivent être adressées avant le 5 avril 1976 à M. le Vice-Président, ENGINEERING ET DEVELOPPEMENT, 9, rue Abou-Nouas, HYDRA - ALGER, sous double enveloppe. L'enveloppe intérieure devra porter la mention : « SOUMISSION - NE PAS OUVRIR ».

(PUBLICITE)
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN
 COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE
 4, boulevard Mohamed-V, ALGER
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
 Le Commissariat National à l'Informatique lance un avis d'appel d'offres national et international en vue de la réalisation clés en mains d'un centre de traitement de l'information à ORAN.
 Les entreprises intéressées par ce présent avis peuvent consulter et retirer les dossiers d'appel d'offres au siège du Commissariat National à l'Informatique, 4, boulevard Mohamed-V, ALGER (8^e étage).
 Les offres accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur devront être adressées sous pli cacheté au plus tard le 17-12-1975 à 12 heures, délai de rigueur.
 Les enveloppes renfermant les offres devront obligatoirement porter la mention suivante « Appel d'offres - Réalisation d'un centre de traitement de l'information à ORAN - Ne pas ouvrir ».
 Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix jours (90 j.) à compter du 17-12-1975.

(PUBLICITE)
 REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN
 COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE
 4, boulevard Mohamed-V, ALGER
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
 Le Commissariat National à l'Informatique lance un avis d'appel d'offres national et international en vue de la réalisation clés en mains d'un centre de traitement de l'information à ORAN.
 Les entreprises intéressées par ce présent avis peuvent consulter et retirer les dossiers d'appel d'offres au siège du Commissariat National à l'Informatique, 4, boulevard Mohamed-V, ALGER (8^e étage).
 Les offres accompagnées des pièces exigées par la réglementation en vigueur devront être adressées sous pli cacheté au plus tard le 17-12-1975 à 12 heures, délai de rigueur.
 Les enveloppes renfermant les offres devront obligatoirement porter la mention suivante « Appel d'offres - Réalisation d'un centre de traitement de l'information à ORAN - Ne pas ouvrir ».
 Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix jours (90 j.) à compter du 17-12-1975.



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 NOVEMBRE

Marché mieux disposé
La Bourse de Paris est un peu plus calme...

LONDRES

Encouragé par la hausse de Wall Street, le marché se redresse...

NEW-YORK

La hausse s'accroît
Amorçé au début de semaine, le mouvement de reprise s'est accentué...

Indicés quotidiens
(NBSE Base 100 : 31 déc. 1974)
Valeurs françaises : 128,7

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS
SOVABAIL - Le dividende pour l'exercice 1975 pourrait être...

INDICES QUOTIDIENS
(NBSE Base 100 : 31 déc. 1974)
Valeurs étrangères : 128,5

Table of financial values and exchange rates for various international markets, including London, New York, and other global locations.

BOURSE DE PARIS - 25 NOVEMBRE - COMPTANT

Table of stock market data for the Paris stock exchange, listing various companies and their share prices.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data, including contracts for various commodities and financial instruments.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies, including the US Dollar, British Pound, and others.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, including prices for various gold-related assets and contracts.

COTE DES BILLETTS

Table of bill market data, including prices for various types of government and corporate bills.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market data, including prices for various gold-related assets and contracts.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA SITUATION DANS LA PÉNINSULE IBERIQUE

- ESPAGNE : le décret-loi d'indulto ne s'applique pas aux délits liés au « terrorisme ».
- PORTUGAL : « Les soldats de l'An II » (II), par Pierre Georges.

- 4. EUROPE
- U.R.S.S. : le parti entend pouvoir mieux contrôler l'Académie des sciences.

4-5. AFRIQUE

- ANGOLA : le M.P.L.A. serait parvenu à arrêter la progression des « soldats blancs ».

6-8. DIPLOMATIE

- Le voyage de M. Husok au U.R.S.S. couronne une période de contacts intenses entre les deux pays.
- Les États-Unis entre la puissance et l'insécurité (II), par Jacques Hainzinger.

8. PROCHE-ORIENT

- SYRIE : le gouvernement estime que la conférence de Genève est « morte et enterrée ».

8. AMERIQUES

9-11. POLITIQUE

- Les travaux parlementaires.
- Le conseil général de la Seine-Saint-Denis rejette la redécouverte cantonale proposée par le préfet.

12. SOCIÉTÉ

- Les femmes chefs de famille réclament un revenu garanti.

12. RELIGION

- Le supérieur de la Congrégation de Saint-Esprit démissionne Mgr Lefebvre.

13. MÉDECINE

- Menace de grève des médecins britanniques.

13. EDUCATION

- Un nouveau projet d'organisation du deuxième cycle universitaire.

14. PRESSE

- POINT DE VUE : « Journalisme et culture », par Philippe Vianny.

16. JUSTICE

16. SPORTS

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

- CINÉMA : Entretien avec Robert Altman : l'image de la femme.
- DANSE : Le Forum International.
- THÉÂTRE : Nouveau cap ! Armand Gatti, Jean-Jacques Hérold et Jérôme Savary.

34-35. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- Le conseil de planification : des priorités pour les autoroutes de désenclavement.
- « Quel maire pour la capitale ? », au point de vue de Henri Fassin.

36-38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- CONJONCTURE : les perspectives de production des chefs d'entreprises s'améliorent nettement, estime l'INSEE.

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (26) : Annonces classées (29 à 33) ; Aujourd'hui (28) ; Carnet (15) ; « Journal officiel » (28) ; Métréologie (28) ; Météo croisée (28) ; Finances (28).

europcar location de voitures 645.21.25

DEPUIS 1938 RASOIRS électriques... RÉPARATIONS IMMÉDIATES

COUTELLERIE - BROSSIERE
ELECTRO-MÉNAGER
CADEAUX - GADGETS UTILES
DIDIER-NEVEUR
38, Rue Marebut - Tél. : BAL. 67.70
20, Rue de la Paix - PARIS
COUVRE LE LUNDI - EXPÉDITION PARIS-PROVINCE

BMW POZZI
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris
nouvelle gamme 320
IMPORTANTS ATELIERS SPECIALISÉS

754.91.64
754.91.65
755.62.29

Le numéro du « Monde » daté 26 novembre 1975 a été tiré à 588 892 exemplaires.

A B C E F G H

LE VOYAGE DE M. MITTERRAND AUX ETATS-UNIS

< M. Kissinger cherche un équilibre avec le monde communiste. Moi aussi > déclare le secrétaire général du parti socialiste

Après avoir été reçu par M. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat, M. Mitterrand, qui poursuit son voyage aux Etats-Unis, devait gagner New-York ce mercredi 26 novembre pour prononcer une conférence devant le conseil des affaires étrangères et participer à un « petit déjeuner de travail » organisé par les journalistes du « Washington Post ». Vendredi 28 novembre, M. Mitterrand se rendra à Boston pour rencontrer l'économiste américain John K. Galbraith. Il regagnera la France samedi 29 novembre.

De notre correspondant

Washington. — Après la conversation entre MM. Henry Kissinger et François Mitterrand menée dans un climat de sympathie et de compréhension, à ce qui ne peut pas être « signifié », a précisé le leader socialiste, il n'est pas sûr que le chef de la diplomatie américaine ait été rassuré sur un des problèmes qui le préoccupent à savoir : un gouvernement français avec des ministres communistes voudra-t-il, pourra-t-il se maintenir dans l'alliance atlantique ?

Certes, M. Mitterrand avait, sur ce point, déjà répondu dans une de ses remarques au Press Club : « Il n'y aura pas de renversement des alliances... Le programme commun comporte le maintien de l'alliance atlantique. Si notre partenaire n'est pas d'accord sur cet élément de notre contrat, à lui d'en tirer les conséquences. » Mais jusqu'à présent, dans l'optique de M. Kissinger, l'éventuelle présence de communistes dans les gouvernements de France et d'Italie, une pensée de la gauche et des sociaux-démocrates en Allemagne, déterminerait à coup sûr le Congrès à raporter des coups américains d'Europe, une décision lourde de conséquences.

Les deux hommes ont parlé franchement et sans complaisance. A partir de l'hypothèse de

travail d'un succès de la gauche en 1978, M. Kissinger et ses services ont jugé très utile cette prise de contact avec le leader de l'opposition française. De son côté, M. Mitterrand cherchait à faire prendre conscience à ses interlocuteurs (il espère avoir réussi) que l'andance grandissante du parti socialiste français n'est pas le premier parti de France, et qu'il ne transformerait fondamentalement les données de la politique française et que les relations d'un gouvernement à majorité socialiste avec ses alliés et amis, comme les Etats-Unis, en seraient favorablement affectées. Un peu plus tard M. Mitterrand disait avec un demi-sourire : « M. Kissinger cherche un équilibre avec le monde communiste non parce qu'il le désire, mais parce que les réalités l'imposent. Moi aussi. »

Selon lui, Kissinger est un « réaliste », le « contraire d'un robot », et il a laissé entendre qu'il pourrait très bien assimiler ce qu'il a appelé « une ligne politique bien différente de celle des Etats-Unis ». En tout cas, M. Mitterrand, notant que le secrétaire d'Etat n'avait pas soulevé l'option de renouveau des socialistes alliés des communistes, lui a confirmé qu'il entendait persévérer dans cette alliance.

Dans ses déclarations au Press Club, M. Mitterrand fut ferme. Dans son discours, peut-être trop didactique et un peu sommaire pour une audience plus ou moins habituée à la parole de M. Kissinger, il a exprimé des préoccupations de portée internationale et des libertés démocratiques pendant les trente-huit années de dictature ? », déclara-t-il. Après avoir évoqué ses divergences de vues avec les communistes français et ceux du Portugal, il exprima l'espoir que les communistes portugais rejoindraient sur leur refus de négocier un accord avec les socialistes, « accord qui sera un facteur d'équilibre ».

L'enquête sur le meurtre de Pasolini

LE JUGE DES ENFANTS EST DESSAIS DU DOSSIER

Rome. — L'enquête sur l'assassinat de Pier Paolo Pasolini n'a pas encore apporté d'éléments nouveaux, mais de petits rebondissement qui provoquent diverses polémiques en Italie. Pour la deuxième fois, un magistrat a été dessaisi du dossier. Ce n'est plus le juge des enfants, mais le substitut de la cour d'appel de Rome qui sera chargé d'établir si le jeune Giuseppe Feloni a bien assassiné le cinéaste, comme il l'affirme : c'est-à-dire sans qu'il y ait une bagarre avec Pasolini, dont il aurait refusé les avances.

C'est la première fois en Italie que le tribunal des mineurs est dessaisi d'un dossier. Les « motifs » tenant à l'importance du cas « semblent avoir convaincu la partie civile. Celle-ci souhaite que la nouvelle procédure permette d'approfondir l'enquête, de l'éclaircir et de l'accélérer ».

Rien pour le moment ne permet d'affirmer que de nouveaux éléments sont apparus dans l'instruction. Que Pasolini ait été assassiné par les fascistes, comme l'affirment certains de ses amis, reste un domaine des hypothèses plausibles mais nullement démontrées. Plusieurs points obscurs subsistent néanmoins dans la confession du jeune Feloni, que des témoins affirmant avoir vu en compagnie du cinéaste quelques jours avant l'assassinat. C'est un des éléments que le juge devra éclaircir avec rapidité, car la période de détention préventive (quarante jours) du criminel présumé arrive à échéance le 12 décembre. — R. S.

HENRI PIERRE.

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. APPELLENT LES CHEMINOTS A LA GREVE LE 2 DECEMBRE

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. des cheminots ont déposé un préavis de grève pour la période du 2 décembre à 0 heure, au 3 décembre, à 12 heures. Cette décision traduit une double volonté : associer les cheminots à la Journée d'action du 2 décembre, décidée par les deux confédérations C.G.T. et C.F.D.T. pour la retraite à soixante ans, la réduction du temps de travail, la défense du pouvoir d'achat et de la sécurité sociale ; déclencher leur volonté de voir révaloriser l'ensemble des salaires à la S.N.C.F.

La C.G.T. et la C.F.D.T., conjointement, en effet, l'importance de l'avantant salarial signé le 21 novembre (le Monde) du 23 novembre) et continuent de réclamer un salaire minimum de 1700 francs pour tous les cheminots de salaires d'embauche restés à peine supérieurs à 1 400 francs actuellement, affirmant-elles.

Grève dans les gares de marchandises de Strasbourg

L'appel de l'ensemble des organisations syndicales a grève de vingt-quatre heures — reconductible — a été déclenché le 26 novembre, à partir de 21 heures, dans les gares de marchandises de la région de Strasbourg.

L'ÉTAT GARANTIT LA TRÉSORERIE DE L'UNEDIC

Le conseil d'administration du régime complémentaire d'assurance-chômage — UNEDIC — qui devait se réunir, mercredi 26 novembre, pour étudier la situation financière de l'association, devait être informé par son président, M. André Bergeron, d'une initiative de l'Etat permettant d'éviter une augmentation des cotisations. Les pouvoirs publics vont accorder à l'UNEDIC une garantie de trésorerie : si les réserves, qui représentent actuellement deux mois de prestations se trouvent réduites à moins d'un mois, l'Etat avance sans intérêt, qui pourrait être consolidé, le cas échéant, à la fin de 1976.

Ce compromis, qui permet d'éviter un accroissement des charges des entreprises, ne satisfait pas entièrement les gestionnaires de l'UNEDIC. Ces derniers, qui souhaitent une participation plus grande de l'Etat au financement des allocations chômage, ont demandé une audience auprès du gouvernement.

L'hebdomadaire « Paris-Match » qui sort habituellement le lundi, ne paraîtra cette semaine que le jeudi 27 novembre à Paris, et le samedi 29 novembre en province. 700-7 jours et sera substitué également un retard de parution en raison d'arrêts de travail à l'imprimerie de Corbeil-Essonnes (ex-groupe Néogravure), déclenchés vers 0 h 15 et 15 h 30, le 26 novembre. Mais le malaise qui persiste risque d'entraîner de nouveaux arrêts de travail. Le plan de redressement a été élaboré pour les imprimeries de l'ex-groupe Néogravure (5 650 employés) prévoit, en effet, dit-on, quelque 2 650 licenciements.

DÉCIDÉE PAR LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET F.O.

La nouvelle grève de l'E.G.F. le 27 novembre traduit un réel malaise du personnel

Une nouvelle grève déclenchée par la C.G.T. et la C.F.D.T. le jeudi 27 novembre à l'Electricité-Gaz de France, F.O. a des consignes particulières d'arrêt de travail pour le même jour : production d'électricité devrait baisser de 10 % entre 8 h. 30 et 12 heures à 16 heures et de 30 % entre 8 h. 15 heures. Les perturbations devraient être surtout sensibles, les usagers industriels, mais il n'est pas exclu que l'application de ce plan de délestage entraîne des coupures de courant pour les usagers domestiques. Les syndicats en rejettent l'annonce la responsabilité sur la direction.

La succession d'arrêts de travail avec coupures de courant remet sous les yeux de l'actualité une entreprise nationalisée dont le personnel avait fait peu parler de lui depuis le célèbre convention salariale du 10 décembre 1968. Comment expliquer cette brutale poussée de ferveur ? S'agit-il de mouvement traditionnellement consécutifs aux différents congrès fédéraux de la C.G.T., de la C.F.D.T. et de F.O. destinés à faire pression sur la direction avant les habituelles négociations de fin d'année ? La mobilisation active que l'on constate parmi le plus grand des cent trente mille salariés de l'E.G.F. témoigne peut-être d'un malaise plus profond.

Comme l'an dernier à pareille époque, la C.G.T. et la C.F.D.T. se retrouvent pour mener une offensive commune sur le double front extérieur (défense de la nationalisation) et interne (réévaluation du salaire de base, révision de la grille pour les bas et moyens coefficients, reclassements catégoriels, etc.). Leur souci d'expliquer à l'opinion publique les motifs de leur action est particulièrement manifeste. Les fédérations sont, en effet, conscientes de l'impopularité des coupures de courant et des baisses de pression de gaz qui perturbent le vie de l'usager, et des risques d'insatisfaction du public devant les revendications d'une corporation qui bénéficie, en période de crise, du double avantage d'une progression du pouvoir d'achat (2 % minimum) et d'une garantie d'emploi. C'est pourquoi elles insistent sur le lien entre les revendications du personnel et les intérêts des usagers face à la politique gouvernementale.

S'appuyant sur le défilé « artificiel » de l'E.D.F., conséquence de la vente à perte du kilowatt heure tension aux industriels et l'endettement très lourd de la société (qui assure plus l'autofinancement de ses investissements qu'à 2 1/2 %), elles condamnent la politique tarifaire et financière que les pouvoirs publics imposent à l'E.G.F., mettant l'entreprise en péril. Ses difficultés servent de prétexte à la direction pour « rogner » sur la qualité du service et refuser de satisfaire les revendications salariales du personnel. Raisonnent ainsi, les deux fédérations entendent affirmer la logique de leur démarche revendicative et répondre au reproche de « confusionnisme » que peuvent leur faire les autres syndicats.

Divers indices laissent croire que le base accueille favorablement cette attitude. Les élections professionnelles, prouvent en effet, qu'il y a eu une prise de conscience de la crise au moment paradoxalement, le 19 et 20 novembre, un grand développement démontant leur attachement au statu quo. Ils constatent en outre que la participation à la grève du personnel à la fin de novembre et la décision de participer à la Journée du 27 novembre. C'est sous la pression de leur base et peut-être à perspective des élections professionnelles de mars prochain que dirigeants de la F.O. ont décidé d'opter pour une action dont le moment les réjouit les motifs. Si on assiste, à l'heure où la disparition de certaines et contractuelles privilégiées avec les signes d'une radicalité dans la pratique syndicale et classisme conjoints dans l'attitude de la direction, il est peu probable, néanmoins, que l'agitation débouche sur un conflit d'envie. Il n'est pas dans l'intérêt des cadres de dénoncer aujourd'hui une convention qui, même s'ils n'ont pas le mérite de maintenir le niveau de leur salaire, ne leur a pas permis de dénoncer aujourd'hui la référence à l'indice de l'IN le mérite de maintenir le niveau de leur salaire, non plus, de la caduque par des revendications excessives.

La grève est une arme délicate à manier pour les syndicats. F. répercussions directes sur l'économie et le service aux usagers, elle risque d'avoir un effet boomerang. La réaction brutale patronat de la région Nord-Calis à la grève du 27, qui a été « scandaleuse et intolérable des agents d'un service public pour saboter l'industrie cause le monopole qui leur confie », n'est un premier élément de l'inquiétude compréhensible des agents de l'E.G.F. contre le projet d'établissement et de privatisation présent sur leur entreprise, sera interprétée si elle ne traduit fait, qu'une volonté corporatiste, maintenant un privilège. — A. L.

Trois personnes sont mortelles mardi matin 26 novembre : une incendie qui s'est déclaré une violente explosion de l'immeuble situé 64 bis, rue Boétie, à Paris-8^e. L'explosion des causes n'ont pas encore terminées, n'est produite vers 10 h 30, dans le local chauffé.

Bracelet-montre dame, or sur cuir 6.000 francs

Bague or et diamants 3.750 francs

Bague or et corde de chanvre 800 francs

Chaîne or et onyx 7.500 francs

Clip chat'or, onyx, diamants et rubis 4.000 francs

Un jour... a-t-elle dit Aujourd'hui, dit-il.

BOUCHERON

26, Place Vendôme, 75001 Paris, Tél. 261.58.16, Biarritz, Genève, Londres, Tok

مکانم النهر